

Offensive Libertaire et Sociale (OLS)

MATÉRIEL

LIVRE Divertir pour dominer

Textes issus de numéros d'*Offensive*, notamment les dossiers des numéros 1, 6, 11 et 14.



A commander à l'OLS 21^{er}, rue Voltaire 75011 Paris chèque de 13 euros (port compris) à l'ordre de Point de ruptures

Offensive Libertaire et Sociale est née au cours de l'été 2003 d'une volonté de participer à la construction d'une réelle offensive qui mette un terme au capitalisme, au patriarcat et qui contribue à l'élaboration d'autres futurs sans rapports de domination ni d'exploitation. Nous militons pour une société fondée sur la **solidarité, l'égalité sociale et la liberté**. Plusieurs principes fondent l'OLS :

1. Indépendance
2. Fédéralisme
3. Assembléisme
4. Anti-autoritarisme
5. Rupture
6. Appui mutuel

L'OLS se situe comme un élément dans la constellation libertaire, apportant sa pierre au mouvement révolutionnaire.

L'organisation n'est pas une fin en soi et ne doit pas primer sur les luttes et sur la réflexion.

Nous refusons de nous impliquer en fonction de nos seuls intérêts organisationnels, de « passer » d'une lutte à l'autre au gré des modes. Même si nous apparaissions de temps à autre en tant que « OLS » - au travers d'*Offensive* le journal que nous publions et lors de certains événements politiques - pour confronter, défendre ou faire partager nos valeurs, nos idées, nos pratiques, nous refusons les logiques de représentation. Dans une société fondée sur les apparences, le mouvement révolutionnaire ne doit pas succomber aux

sirènes du spectacle.

Nous luttons plus particulièrement contre tout ce qui fait de nous des êtres aliénés et/ou oppresseurs : **exploitation sociale, précarité économique, patriarcat, hétérosexisme, tyrannie technologique, racisme, massification**. Face aux logiques d'enfermement et d'abêtissement, nous proposons d'autres formes émancipatrices d'associations où les aller-retour entre engagement, théorie et pratique sont permanents et où nous pourrions construire des liens stables, non aliénants, d'estime et de coopération. Nous voulons construire **une société réellement démocratique**, si l'on définit la démocratie comme une forme d'organisation du pouvoir permettant de connaître et de maîtriser nos conditions d'existence. Il importe de réfléchir à de nouvelles organisations sociales qui permettent le **partage des débats et des prises de décisions**. Cela revient à briser l'autonomie du pouvoir. Il ne doit plus être en-dehors de la société, mais en son sein : il doit être socialisé.

Si la filiation de l'OLS s'inscrit dans la longue histoire de l'anarchisme, nous nous référons aussi à d'autres associations et mouvements. **Nous essayons à notre échelle de contribuer au renouvellement de la critique libertaire, de participer à la création et à la diffusion d'alternatives anti-autoritaires et libératrices.**

POUR CONTACTER L'OLS
OLS c/o Mille Bâbords,
61 rue Consolat, 13001
Marseille.
ols@no-log.org.

OÙ EST L'OLS

Bretagne
ruz-ha-du@riseup.net
Grenoble
offensivenomade@riseup.net
Lille
ols-lille@herbesfolles.org
Marseille
c/o Mille Bâbords,
61 rue Consolat 13001 Marseille
chapacans@riseup.net
Paris
21^{er}, rue Voltaire 75011 Paris
ols.paris@no-log.org
Toulouse
offensivetoulouses@riseup.net

SITE INTERNET

<http://offensive.samizdat.net>
Pour retrouver les archives, les anciens numéros, écoutez les anciennes émissions de radio, consultez l'actualité de l'OLS.

OFFENSIVE SONORE

émission de l'OLS-Paris
sur Radio Libertaire
89.4 Mhz (à Paris)
Le vendredi tous les quinze
jours de 21h à 22h30
en alternance avec
La Grenouille Noire

LES ANCIENS NUMÉROS

Pour commander les anciens numéros, reportez-vous au bon de commande en page 3.
Les numéros épuisés sont téléchargeables sur notre site internet <http://offensive.samizdat.net>



OFFENSIVE N°33

mars 12 | 52 p. | 4 euros

• DOSSIER
**ART,
LA FABRIQUE DU SOCIAL**

**N°1 POUR UNE CRITIQUE RADICALE
DE LA TÉLÉVISION [ÉPUISÉ]**

N°2 LA GRÈVE À RÉINVENTER

N°3 L'EMPRISE TECHNOLOGIQUE [ÉPUISÉ]

N°4 GENRE ET SEXUALITÉ [ÉPUISÉ]

N°5 AU SERVICE DU PUBLIC [ÉPUISÉ]

N°6 HOMO PUBLICITUS [ÉPUISÉ]

**N°7 GUERRES
CONTRE-RÉVOLUTIONNAIRES**

N°8 LIBÉREZ LES ENFANTS! [ÉPUISÉ]

**N°9 CULTURE DE CLASSE OU
(IN)CULTURE DE MASSE [ÉPUISÉ]**



OFFENSIVE N°32

déc. 11 | 52 p. | 4 euros

• DOSSIER
LIBÉRATION SEXUELLE?

**N°10 L'IMPÉRIALISME SCIENTIFIQUE
[ÉPUISÉ]**

N°11 ON HAÏT LES CHAMPIONS [ÉPUISÉ]

**N°12 INTÉGRATION ENTRE MISE
AU PAS ET APARTHEID SOCIAL**

N°13 RÉVOLUTIONNAIRE AUJOURD'HUI

N°14 L'HORREUR TOURISTIQUE [ÉPUISÉ]

**N°15 AUTONOMIE, DÉMOCRATIE DIRECTE
[ÉPUISÉ]**

N°16 PUTAIN DE SEXISME [ÉPUISÉ]

**N°17 UN COMMERCE SANS
CAPITALISME [ÉPUISÉ]**

N°18 SPÉCIAL 68, MAI ENCORE!



OFFENSIVE N°31

sept. 11 | 52 p. | 4 euros

• DOSSIER
**LA CONTRE RÉVOLUTION
INFORMATIQUE**

N°19 FOUTEZ-NOUS LA PAIX!

N°20 TANT QU'ON A LA SANTÉ!

N°21 L'INDUSTRIE DE LA PUNITION

**N°22 RURALITÉS, NOUS VOULONS
LA TERRE [ÉPUISÉ]**

N°23 CONSTRUIRE L'ANARCHIE

N°24 NATURE ET ANIMALITÉ

N°25 TRAVAIL : QUEL SENS ?

N°26 EN FINIR AVEC LA FRANÇAIFRIQUE

N°27 PRÉCARITÉ POURQUOI ?

N°28 AVANT LA RÉVOLUTION

N°29 SAVOIRS POUR S'ÉMANCIPER



OFFENSIVE N°30

juin 11 | 44 p. | 4 euros

• DOSSIER
**LUTTES DE LIBÉRATION
NATIONALE**

Édité par Spipasso
Imprimeur IMB, 7 rue
Résistance 14400 Bayeux
Directeur de publication
Nicolas Sergy
Commission paritaire
1111 P 11461
ISSN 1771-1037
Diffusion
Court-circuit
5, rue Saint-Sébastien,
75011 Paris, 01 43 55 69 59
contact@courtcircuit-diffusion.com

Les articles font apparaître le féminin et le masculin. Si la langue est un instrument de domination et perpétue les stéréotypes sexistes, elle peut être un outil de déconstruction. Les personnes qui luttent contre le patriarcat ne peuvent se dispenser d'interroger la pseudo- « neutralité » de certains mots et la domination du masculin sur le féminin. Le langage rend la présence des femmes invisible. Féminiser les textes que nous produisons, c'est donner une visibilité à la moitié de l'humanité.

Sommaire

En bref ici 4-5

Analyses

La peste brune s'installe... 6-7

Sport, jeu ou activité physique 8

Jusqu'au bout de l'effort 9

Un projet nuisible nommé Ulcos 10-11

Histoire

Le cas Bonnot 12-13

En lutte

En quête d'autonomie 14

DOSSIER

L'info en lutte(s)!

Politiser l'information 16

Faut-il nous expliquer comment tourne le monde? 17-19

En finir avec le journalisme 20-22

« Jusqu'ici », un média dans la lutte 23

Plaidoyer pour une information locale de qualité 24-25

Pourquoi « Offensive »? 26-27

Redécouvrir l'enquête « ouvrière » 28-29

L'écriture collective comme force d'émancipation 30-31

Ne m'informe pas, je m'en charge! 32

Indymedia 33-35

Primitivi, une expérience de vidéo-activisme 36-37

Horizons

Contre la violence masculine
au Mexique 38-40

En bref ailleurs 41

Entretien

Contre les publicités sexistes
42-45

Alternatives

Le CREA, centre social autogéré
46-47

Contre-culture

Livres 48-49

Musique 50

Arts vivants-ciné 51

Dossier du prochain numéro
« Prolétariat », à paraître
en septembre 2012.

La préparation des dossiers
est ouverte à toutes et tous.

Prochaine coordination
à Grenoble le 7 août 2012,
pour plus de renseignements
contacter le groupe local.



Édito

DEPUIS LA PARUTION du dernier numéro d'Offensive le « changement » serait arrivé. Mais de cette « gauche » nous n'attendons rien – si l'on veut qu'il y ait le moindre changement, il faudra leur forcer la main, ou la leur reprendre! Ne perdons donc pas de temps à attendre de voir ce que ce nouveau gouvernement pourrait faire. Surtout que ce pourrait être désastreux quand ont été nommés des « sinistres » tels que le député de l'Essonne Manuel Valls à l'intérieur ou la députée de l'Isère Geneviève Fioraso au Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche. Cette dernière étant présentée par nos camarades du Postillon de Grenoble (voir leur n°14 de février-mars dernier) comme « l'élue augmentée » : c'est un changement radical et nocif qui est à craindre avec cette présidente de la MINATEC Entreprises, créée en 2003 et intégrée dès l'origine à MINATEC, campus d'innovation en micro-nanotechnologies. Encore une fois l'accession d'une femme à un poste de responsabilité ne résout rien. À l'instar de la manifestation « Printemps en lutte » ou de la marche de nuit féministe qui se sont déroulés à Paris le 12 mai dernier, luttons dès maintenant! L'inspiration ne manque pas à ce propos, qu'elle vienne de près – mobilisations contre le projet d'aéroport à Notre-Dame des Landes, contre la ligne à très haute tension (THT) dans la Manche, ou le TGV entre la France et l'Italie, - ou de plus loin : Maghreb, Moyen-Orient, Europe du Sud, Amérique du Nord... 2011 « année des révoltes » déborde sérieusement sur 2012. Alors faire nous même, en refusant la délégation, être présent-e-s sur tous les sujets du « quotidien », est (encore une fois!) le fil directeur de ce numéro d'Offensive: faire « nos » médias (voir le dossier), lutter contre la publicité sexiste (entretien), refuser les mirages du capitalisme vert (le projet Ulcos), s'organiser entre chômeur-euse-s (page « en lutte »), combattre la violence masculine, ici comme ailleurs (pages « horizons ») ou ouvrir un centre social autogéré (rubrique « alternatives »).

OLS Paris, mai 2012

abonnez-vous

Je m'abonne à **offensive** pour une durée d'un an (4 numéros) à partir du N° ____
Abonnement (16) Abonnement de soutien (35) Abonnement institution (50)
Abonnement + abonnement d'un-e ami-e (25)
Je commande des anciens numéros pour un montant de ____ euros

nom, prénom

adresse

mail

téléphone

(merci d'indiquer l'un ou l'autre, en cas de problème avec l'adresse postale)

Si vous abonnez aussi un-e ami-e veuillez indiquer ses coordonnées ci-dessous

nom, prénom

adresse

chèque à l'ordre de Spipasso à renvoyer à OLS, c/o Mille Bâbords, 61 rue Consolat 13001 Marseille

Pour les abonnements à l'étranger, contactez l'OLS à Marseille.

COMMANDER LES NUMÉROS PRÉCÉDENTS

Cochez les numéros que vous souhaitez commander, et rajouter 10% du total. Notez vos coordonnées sur le bulletin d'abonnement.

- | | |
|--|---|
| <input type="checkbox"/> N° 12 Intégration, entre mise au pas et apartheid social (3€) | <input type="checkbox"/> N° 26 En finir avec la Françafrique (4€) |
| <input type="checkbox"/> N° 13 Révolutionnaire aujourd'hui (5€) | <input type="checkbox"/> N° 27 Précarité pourquoi? (4€) |
| <input type="checkbox"/> N° 18 Spécial 68, Mai encore! (5€) | <input type="checkbox"/> N° 28 Avant la révolution (4€) |
| <input type="checkbox"/> N° 19 Foutez-nous la paix! (5€) | <input type="checkbox"/> N° 29 Savoirs pour s'émanciper (4€) |
| <input type="checkbox"/> N° 20 Tant qu'on a la santé! (5€) | <input type="checkbox"/> N° 30 Lutttes de libération nationale (4€) |
| <input type="checkbox"/> N° 21 L'industrie de la punition (5€) | <input type="checkbox"/> N° 31 La contre-révolution informatique (4€) |
| <input type="checkbox"/> N° 23 Construire l'anarchie (5€) | <input type="checkbox"/> N° 32 Libération sexuelle? (4€) |
| <input type="checkbox"/> N° 24 Nature et animalité (5€) | <input type="checkbox"/> N° 33 Art, la fabrique du social (4€) |
| <input type="checkbox"/> N° 25 Travail: quel sens? (5€) | |

COMMANDER OU S'ABONNER PAR INTERNET
en passant par Atheles: <http://atheles.org/offensive>


RENCONTRES LIBERTAIRES 2012 EYCHENAT (ARIEGE)

CHAQUE ANNÉE, l'OCL ET l'OLS organisent des rencontres ouvertes à celles et ceux que les thèmes choisis pour les débats intéressent et sur lesquels nous avons peu le temps de discuter au quotidien. Il ne s'agit pas d'une université d'été où l'on écouterait la bonne parole. Nous souhaitons offrir un espace de dialogue, d'échange formel comme informel. Les débats se tiennent « à la fraîche », à 21 heures, après le repas du soir. Cette année, les rencontres auront lieu du vendredi 27 juillet au dimanche 5 août. Au programme : Vendredi 27, samedi 28 et dimanche 29 juillet : Antirépression. Lundi 30 juillet : les soulèvements dans les pays arabes.

Mardi 31 juillet : La Tentation insurrectionniste, présentation du livre par l'un de ses auteurs. Mercredi 1^{er}, jeudi 2 et vendredi 3 août : Les résistances sociales aux grands travaux du développement capitaliste. Samedi 4 août : L'Enfer vert. Un projet pavé de bonnes intentions, présentation du livre par Tomjo. Dimanche 5 août : Contre les publicités sexistes, (voir p. 42) présentation du livre par l'une de ses auteures.

Pour un programme plus détaillé et des détails pratiques, voir les sites de l'OCL et de l'OLS : oclibertaire.free.fr et offensive.samizdat.net

DES POTAGERS COLLECTIFS, PAS DES PARCS ORNEMENTAUX!



AU DÉBUT du printemps, à Rennes, une « manif occupation » a lieu pour s'opposer à la destruction d'une trentaine d'hectares de prairies, jardins et bois, situés en plein cœur de la ville: les prairies Saint-Martin. Ce lieu exceptionnel, qui abrite environ cent cinquante jardins, est menacé de destruction par un projet de parc naturel urbain. La mairie espère transformer ce milieu vivant en un parc ornemental aseptisé, dont personne ne pourra avoir l'usage réel... Finis les légumes autoproduits, les arbres fruitiers, les barbecues et les cabanes en tôle! La manif, avec fourches, banderoles et

semis, organisée par un collectif hybride regroupant jardinière-s, habitant-e-s du quartier et collectifs militants s'est donc terminée aux prairies Saint-Martin par une occupation des jardins vacants et la création de potagers collectifs. Deux visions de l'avenir s'affrontent : d'un côté, celle qui veut continuer à urbaniser, à faire des parcs, et qui nous rend complètement dépendant-e-s d'une économie et d'une agriculture ravageuses et à bout de souffle. De l'autre, celle qui se bat pour créer des espaces de culture potagère en ville, et développer des formes d'autonomie locale et alimentaire. Notre choix est fait: libérons les terres! (À suivre)

<http://prairiestmartin.canalblog.com>
tousauxprairies@riseup.net



OUVERTURE D'UNE MAISON DES FEMMES DANS L'AGGLOMÉRATION GRENOBLOISE

« NOUS SOMMES un collectif de femmes qui se réunit et agit contre la précarité du logement au sein du collectif *Défends-toi*. Depuis quatre ans, nous avons partagé nos difficultés et nos désirs, des connaissances et des pratiques avec de très nombreuses femmes et sur tous les sujets de la vie! De cette belle dynamique est née l'association la Maison des femmes « La Nouvelle Ère », attentive et ouverte à toutes les préoccupations des femmes. La Maison des femmes est un lieu de réunion pour des groupes de travail

et de formation sur les droits sociaux, des ateliers sur les questions administratives, de pratiques culinaires, de lecture et d'écriture, d'aide face à l'école, aux maladies, aux violences, au travail, à l'isolement, etc. C'est un endroit convivial, où toutes les femmes sont bienvenues, pour boire un café, partager leurs galères et leurs rêves, mettre en place des solidarités et des moments joyeux! »

Permanences tous les vendredis après-midi à partir de 14 h.
43, avenue du 8-mai-1945
38400 Saint-Martin-d'Hères

TENSIONS SUR LA LIGNE THT

DEPUIS DÉBUT 2012, la résistance s'organise contre la ligne THT (très haute tension) que tente d'imposer RTE (Réseau de transport d'électricité). Cette balafre longue de cent soixante kilomètres doit traverser la Manche et la Mayenne

pour permettre d'évacuer l'électricité du futur réacteur nucléaire EPR de Flamanville. Les premiers pylônes commencent à se dresser au milieu

de la campagne, mais pas partout... Cette ligne reste vulnérable. Ainsi, de multiples actions de blocage, de sabotage et de déboulonnage ont lieu depuis plusieurs mois. Une assemblée de lutte s'est constituée au Chefresne, dans la Manche, situé sur le tracé de la ligne. Depuis plusieurs semaines, un bois qui doit être détruit est occupé (notamment par des installations dans les arbres), ralentissant de fait les travaux aux alentours. C'est toujours au Chefresne qu'aura lieu un week-end de résistance à la THT du 22 au 24 juin afin de s'opposer de manière déterminée à cette ligne et à l'industrie nucléaire qui l'accompagne.



www.valognesstopcastor.noblogs.org
www.stop-tht.org
pylones@riseup.net



4 PAGES « PASSEZ À L'OFFENSIVE »

L'OLS vient de publier un 4 pages composé de courts textes de réflexion. Sous forme de papier journal, dépliable les bras bien écartés, les écrits abordent la tyrannie technologique, le patriarcat, la culture de masse, la question du travail, l'écologie... des thèmes abordés ponctuellement dans *offensive*. L'idée de ce document est, pour Offensive libertaire et sociale, d'affirmer des positions politiques

fortes et d'alimenter les aspirations révolutionnaires de chacun. Diffusé gratuitement, et envoyable à l'envi, vous pouvez en commander à l'unité, mais aussi par paquet de 50 pour en distribuer autour de vous, en déposer dans votre bar favori ou chez votre dentiste libertaire!!! Pour parvenir à vos fins, envoyez-nous un email ou un courrier à l'adresse en page 2.



ACCÈS AUX ANCIENS NUMÉROS

PETIT À PETIT, nous rattrapons notre retard, et bientôt les articles des anciens numéros seront tous disponibles sur le site de l'OLS. Par ailleurs, les numéros épuisés sont téléchargeables, entièrement, au format PDF sur le site d'Atheles.

offensive.samizdat.net
atheles.org/offensive

LILLE LES SANS-PAPIERS PASSENT À L'OFFENSIVE !

LE COMITÉ des sans-papiers du Nord (CSP 59), que la préfecture refusait de considérer comme un interlocuteur légitime pour défendre les dossiers de régularisation, a lancé une série d'actions depuis le début de l'année. Lors d'une occupation du local de l'UMP à Lille le vendredi 30 mars, six militants du CSP ont été arrêtés, puis transférés dès le lendemain au CRA de Lesquin. Deux ont été libérés le jeudi 5 avril, lors du passage au tribunal de grande instance de Lille, pendant que la police chargeait sans sommation les soutiens réunis devant le tribunal, blessant six personnes. Les quatre autres seront finalement



libérés le surlendemain par la cour d'appel de Douai. La forte mobilisation du CSP et de ses soutiens pendant ces quelques jours a payé : outre la libération de tous les arrêtés, une délégation a finalement été reçue par le cabinet du préfet. Mais

leurs revendications sont loin d'être satisfaites. Manifestation tous les mercredis, 18 h 30, place de la République, à Lille.
Site du CSP 59 : leblogducsp59.over-blog.com

MARCHE DE NUIT FÉMINISTE

UNE NOUVELLE MARCHÉ féministe et non-mixte a eu lieu à Paris le 12 mai dernier. Proposée par le collectif Rage de nuit, elle a réuni environ 150 manifestantes pendant trois heures, entre Faidherbe et Belleville. Derrière une banderole proclamant « Ne nous libérez pas, on s'en charge », elles scandaient des slogans tels que « Féministes solidaires, lesbiennes en colère, ouvrez les frontières! », « Dans « non », qu'est-ce que tu comprends pas? », ou « Viols, violences, rompons la loi du silence ».

ragedenuit.blogspot.com
ragedenuit@gmail.com



L'OPPOSITION AU TGV LYON-TURIN S'ORGANISE DE CE CÔTÉ DE LA FRONTIÈRE

LE PROJET de construction d'une nouvelle ligne de train à grande vitesse entre Lyon et Turin rencontre une très vive opposition côté italien. Depuis une vingtaine d'années, le mouvement « NO TAV » (« non au TGV ») mène une lutte acharnée, notamment dans le val de Susse (voir *Offensive* n° 31). En France aussi, la contestation s'organise. Le collectif NO TAV Savoie, qui fonctionne en démocratie directe et sans hiérarchie, se veut un outil pour renforcer ce mouvement de résistance. À travers tracts, réunions publiques et rassemblements, le collectif informe la population du caractère inutile, nuisible et coûteux du projet. Il rappelle que lutter contre le Lyon-Turin, c'est aussi remettre en cause un système politique qui nous pousse vers toujours plus de production et de consommation. Pour continuer à porter la critique dans l'espace public, le collectif NO TAV Savoie organise régulièrement des manifestations.

Plus d'infos sur
www.no-tav-savoie.org

ACTION SYMBOLIQUE ANTINUCLÉAIRE

LE 26 AVRIL dernier, le Collectif contre l'ordre atomique s'est rassemblé devant une caserne parisienne pour y déposer une gerbe de fleurs avec la mention « Aux futurs pompiers victimes de la folie nucléaire ». Le collectif a également diffusé un tract pendant la campagne électorale intitulé « Nucléaire de gauche, y a bon ! », où l'on pouvait lire ceci : « Pourquoi reconnaître en effet que, au nom du développement technique et économique et de la souveraineté nationale, on a avalisé pendant quarante ans un modèle énergétique (et social) monstrueux rentabilisant des options mili-

taires ? Pourquoi remettre en cause la perspective d'accords électoraux offrant des postes dans les instances « représentatives » – où l'on pourra éventuellement négocier une sortie du nucléaire dans vingt ou quarante ans, qui ne mette pas en cause les intérêts des grands industriels ? ».

Le collectif participe à l'assemblée francilienne contre le nucléaire (afcn@riseup.net).

Collectif contre l'ordre atomique
21^{er} rue Voltaire 75011 Paris
contre-lordre-atomique@riseup.net



À LYON, DEPUIS TROIS ANS, LES GROUPES FASCISTES SE SONT IMPLANTÉS ET SE SONT DÉVELOPPÉS. QUELLE A ÉTÉ LEUR STRATÉGIE ? LA VILLE DE LYON SERAIT-ELLE UN CAS ISOLÉ COMME ON SOUHAITE NOUS LE FAIRE CROIRE ? QUELLES RIPOSTES DEVONS-NOUS METTRE EN PLACE ?



La peste brune s'installe...

IL Y A DES SIGNES qui ne trompent pas... Lors des dernières et avant-dernières échéances électorales (régionales et cantonales), les observateurs-trices attentifs ont pu constater un glissement sémantique qui n'avait rien d'anodin : le Front national (FN), jusqu'alors présenté comme d'« extrême droite », devient sous la plume des journalistes la « droite nationaliste ». Dans le même temps, les grandes manœuvres du gouvernement sur l'identité nationale et la déferlante raciste contre les Roms, les Arabes et les musulman-e-s ou considéré-e-s comme tels s'accompagnent d'une stratégie de réhabilitation politique du nationalisme en général et du FN en particulier. Les récentes élections présidentielles ont montré que cette politique avait encore gagné du terrain, tout comme le glissement sémantique, puisque le Front national se présente aujourd'hui comme la « nouvelle droite ».

Cette réhabilitation a notamment été portée par la Droite populaire, courant ouvertement nationaliste et raciste au sein de l'UMP, regroupant des anciens des réseaux néocolonialistes et souverainistes proches de Pasqua (Thierry Mariani, figure bien connue de la Françafrique...), des anciens d'Occident reconvertis à l'UMP et des membres du MIL, mouvement gaulliste héritier du SAC (Service d'action civique, milice armée gaulliste qui s'est notamment illustrée par son anticommunisme et sa volonté de contester l'hégémonie politique au mouvement ouvrier dans les entreprises après 1968).

RETOUR DU « SOCIALISME NATIONAL »

En contexte de crise, c'est la tendance « socialiste nationale » qui se développe le plus rapidement, autour notamment d'un antisémitisme virulent (qui se masque derrière un discours prétendument antisioniste), réactivant la figure de bouc émissaire du juif, d'une islamophobie virulente, et plus largement d'un racisme « décomplexé ».

Cette tendance « socialiste nationale » est représentée par plusieurs organisations se réclamant plus ou moins ouvertement du nationalisme révolutionnaire : Égalité et réconciliation, qui privilégie un front antisémite ; les identitaires, qui privilégient un front « antimusulman-e » ; la fraction mariniste du FN, qui tente de développer un discours « national et social » proche de celui des identitaires, mais qui diffère, privilégiant un cadre nationaliste français au cadre nationaliste européen des identitaires.

Toutes ces tendances tentent de dévier toute révolte sociale potentielle vers une approche nationaliste, xénophobe et raciste, en se présentant comme « révolutionnaire ». Leur radicalité formelle leur permet d'amener aux thèses nationalistes une partie des travailleuses et travailleurs en révolte contre le système capitaliste. Ceci à travers un « anticapitalisme » qui se réduit à la défense du corporatisme contre le « capital

financier », à la présentation de la nation comme un recours contre la « finance internationale » et à une critique des valeurs consuméristes, sans contenu de classe, sans lien avec la réalité des luttes populaires.

Dans toute période de crise du capitalisme, le fascisme est l'ultime recours de la bourgeoisie pour briser toute résistance des classes populaires, mais aussi pour « mettre de l'ordre » en son sein et maintenir son pouvoir. Mais, dès lors que ce pouvoir est fragilisé, la tentation fasciste suscite rapidement l'adhésion de larges secteurs de la bourgeoisie. C'est ainsi qu'à travers toute l'Europe, le fascisme et le nationalisme progressent. Les fascistes s'organisent, s'implantent et mènent, en même temps qu'une offensive idéologique, une politique de terreur (violence politique, violence raciste, sexiste et homophobe).

En France, cette politique de terreur se matérialise par des agressions, tentatives de meurtre, attaque de locaux militants dans plusieurs villes. C'est le cas à Lyon depuis trois ans.

LYON, UN CAS D'ÉCOLE

Petit retour en arrière, trois ans plus tôt, pour expliquer la stratégie des fascistes sur Lyon. C'est une stratégie d'implantation des différents courants fascistes dans les quartiers par le biais d'ouverture de locaux « culturels et sportifs ». Le local Bunker Korps était affilié au mouvement néonazi, à Blood & Honour entre autres. Il servait à organiser des concerts, des entraînements aux sports de combat, la diffusion des matchs de l'Olympique lyonnais pour les « interdits de stade ». Y étaient aussi organisées d'autres « activités culturelles », qui permettent aux fascistes de diffuser leur idéologie nauséabonde faite de haine raciale et de violence réactionnaire, qu'ils n'hésitent pas à mettre en pratique dans les rues de Lyon. Le local des identitaires, la Traboule, permet l'organisation de pseudo activités culturelles, ainsi que des entraînements aux sports de combat. Si la lutte antifasciste, par le biais de réunions publiques dans les quartiers, de diffusions massives de tracts d'information dans les boîtes aux lettres des habitant-e-s et de rassemblements, a permis la fermeture du local néonazi, le local des identitaires est toujours ouvert. Le climat de terreur et de pression gagne l'ensemble du quartier de Saint-Jean, où les militant-e-s antifascistes sont systématiquement agressé-e-s lorsqu'ils et elles s'y rendent. C'est aussi une stratégie fondée sur la peur et l'agression : plus de quatre cents jours d'incapacité temporaire totale suite à des agressions fascistes à Lyon depuis trois ans. Leur stratégie repose sur l'agression de militant-e-s non organisé-e-s plutôt proche des libertaires, en comptant sur le fait que ces agressions ne seront pas dénoncées. Elle repose aussi sur l'organisation d'actions « coup de poing » contre les initiatives militantes ou sur une présence lors de nos diffusions de tracts ou collages, ce qui oblige à intégrer systématiquement la ques-



tion de la sécurité de nos actions dans leur élaboration. C'est encore une stratégie de propagande sur le terrain (collage d'affiches, d'autocollants) et sur Internet (création de sites Internet, films de propagande, mise en scène de leurs actions coup de poing...). Leur stratégie enferme les antifascistes dans une posture de riposte, et non de construction politique sur le terrain, et de suivi juridique et médical des personnes agressées par les fascistes. De ce fait, les fascistes parviennent à imposer leur rythme, leurs thèmes, et à construire ainsi une « hégémonie culturelle ».

L'implantation de ces groupes fascistes s'appuie sur un terrain politique favorable (ville bourgeoise, bastion de l'Œuvre française et de Gollnisch), mais aussi sur la complicité médiatique et politicienne. La facilité avec laquelle leur discours s'insinue dans l'espace public n'a rien d'un hasard. Dépolitisation, excuses, relais de la rhétorique et du discours raciste et islamophobe des identitaires... : sans avoir l'air d'y toucher, préfecture, politicien-ne-s et pseudo-journalistes font la promotion du fascisme, tout en lui donnant une petite touche « rebelle » visant à accréditer leur caractère de pseudo-opposants au système (on fait mine de dénoncer le discours après l'avoir diffusé, on interpelle pour relâcher dans les heures qui suivent, on amalgame l'autodéfense antifasciste à la violence fasciste).

... MAIS PAS UN CAS ISOLÉ !

Les différents courants fascistes ont progressé sur le plan organisationnel comme sur le plan de leur influence idéologique et culturelle. Ils ont ainsi réussi à imposer leurs « sujets », leurs « approches » dans le débat politique : une approche ethnodifférentialiste des questions politiques et économiques au détriment d'une approche de classe, une rhétorique fondée sur la « menace intérieure » ou « extérieure » que représenteraient les minorités nationales ou religieuses. Lyon n'est pas un cas isolé et d'autres villes subissent l'implantation et la présence des fascistes : Nantes, Tours, Bordeaux, Lille, Toulouse... Nous sommes toutes et tous concerné-e-s et nous devons organiser rapidement la riposte.

La stratégie antifasciste de riposte dominante pendant ces vingt dernières années a été la création de fronts antifascistes spécifiques, larges et unitaires, dont la dominante idéologique

a été un discours moral, fondé sur les valeurs humanistes, dans lesquelles les références de classe et à la nature du nationalisme comme outil des classes dominantes ont été diluées, voire complètement masquées. Même si les libertaires, comme d'autres groupes d'extrême gauche, ont tenté de rendre cette dimension visible au sein de ces fronts, ils n'ont pu se faire entendre de manière audible, ce qui a amené à une prédominance du discours républicain en matière « d'antifascisme ». Cela a souvent amené les libertaires à faire les « petites mains » de fronts antifascistes.

« L'antifascisme radical » n'échappe pas à ce constat. Malgré la volonté et les tentatives de relier la lutte contre le fascisme à la lutte contre le capitalisme, ce courant a souvent réduit cette lutte à un combat contre les fascistes, à une « riposte », leur laissant l'initiative politique, et, dans certains cas, au folklore (virilisme, codes vestimentaires, etc.) plus qu'à l'action politique.

Reposons le débat sur les références de classe et la nature du fascisme. Se contenter d'une riposte ponctuelle serait également un échec et laisserait le terrain à ces groupuscules et à leur action politique. Nous devons combattre au quotidien cette inquiétante poussée fasciste et positionner notre action sur le terrain politique et populaire. Cela soulève la nécessité d'une contre-offensive idéologique et de faire entendre une réponse politique anarchiste. D'abord sous la forme d'une autoformation sur les formes que prennent les discours racistes et fascistes au sein de notre organisation, et plus largement, dans le mouvement libertaire et le mouvement social. Ensuite sous la forme du développement de luttes populaires, qui restent le meilleur moyen d'imposer nos thématiques (lutte de classe, solidarité, refus de la domination masculine et de l'homophobie...) dans les débats politiques et de briser ainsi les tentatives d'hégémonie culturelle des nationalistes et des fascistes. Enfin sous la forme du développement d'une autodéfense antifasciste évitant le piège d'un tête-à-tête anarchistes contre fascistes, qui placerait l'État et les courants politiques institutionnels dans le rôle d'arbitres. Celle-ci est à développer dans nos quartiers, nos lieux de travail, nos associations, nos syndicats, et ne se résume pas à l'autodéfense physique nécessaire, mais aborde l'autodéfense idéologique contre les offensives fascistes.

Zora et Sacha, militant-e-s à la CGA Lyon

analyse

PARCE QUE L'IDÉOLOGIE COMPÉTITIVE COLONISE LES MENTALITÉS IL NOUS SEMBLE IMPORTANT DE NE PAS CONFONDRE DES PRATIQUES DIFFÉRENTES, ET D'ÉTABLIR UNE DISTINCTION ENTRE UNE ACTIVITÉ PHYSIQUE ET LA COMPÉTITION.

Sport, jeu ou activité physique ?

SI L'ON NOMME aujourd'hui « sport » presque toute activité physique, une étude historique montre que ce système institutionnalisé de pratiques compétitives est une forme particulière, datée et récente, de culture physique. Celui-ci a peu à peu colonisé le monde, grâce à l'expansion de l'industrialisation, du capitalisme (qu'il fût privé ou d'État), et à la progression des idées libérales (dans les deux sens du terme). Jean-Marie Brohm parle d'un processus de sportivisation, selon lequel « le sport de compétition refoule toutes les pratiques corporelles autochtones et traditionnelles ». C'est pourquoi nous ne confondrons pas les mots « jeu », « activité physique » et « sport », qui représentent des pratiques bien différentes. Les « histoires du sport » qui établissent une filiation entre le sport actuel et les jeux de l'Antiquité, du Moyen Âge ou de la Renaissance veulent faire croire que l'histoire de l'humanité devait nécessairement aboutir à notre culture occidentale. L'objectif, conscient ou non, est de présenter la compétition et l'affrontement comme l'aboutissement logique de toute activité physique.

Or le sport n'est ni éternel ni universel. C'est une pratique sociale datée et étroitement déterminée par la bourgeoisie anglaise du XIX^e siècle et le capitalisme industriel. Il en repro-

duit les principales valeurs qu'il propage. Le souci constant de la mesure et du rendement tend à effacer constamment une certaine idée du jeu libre et gratuit ainsi que les comportements jugés inefficaces. L'idéologie du progrès, qui en est le corollaire, voudrait nous faire croire que courir plus vite se propulser plus et plus fort améliore l'individu et le genre humain. La compétition et l'élimination des faibles sont « la dure loi du sport », celle du plus fort. La tricherie et la violence, à condition de ne pas se faire prendre (cela s'apprend dans les clubs), sont les instruments privilégiés de la loi du plus fort. La hiérarchie devient légitime. « Que le meilleur gagne » ne précise pas ce que devient le moins bon, ni que les meilleurs sont en fait toujours les mêmes parce qu'ils ont les moyens de le rester. La prétendue supériorité des hommes sur les femmes y est entérinée alors que de nombreuses activités physiques, artistiques, d'entretien ou des jeux traditionnels prouvent le contraire et permettent de témoigner de la richesse supérieure de la mixité.

Champ et enjeu de la lutte entre les groupes sociaux, le sport est une idéologie qui réussit à confondre en son giron toutes les activités physiques. Ses valeurs s'imposent alors comme naturelles, alors qu'elles ne le sont pas. L'institution sportive disqualifie ainsi toute pensée critique à son égard. L'union

Le sport est une idéologie qui réussit à confondre en son giron toutes les activités physiques.

sacrée qui s'impose chaque année à l'occasion de coupes du monde ou de Jeux olympiques le prouve. Des millions d'êtres humains dans le monde étaient, de par leur culture ou leurs conditions de vie précaires, totalement en dehors d'un tel spectacle marchand. Ils le sont de moins en moins. Des sommes folles sont investies pour les y intégrer, alors que la pauvreté et la maladie gagnent toujours plus de terrain.

À l'inverse, pour nous, le jeu, c'est l'activité physique libre, dont les règles et les limites sont fixées par les joueurs eux-mêmes. Le plaisir en est le principal but. Le corps ludique est débridé, potentiellement incontrôlable, libertaire donc... On peut considérer que l'activité physique d'entretien en dérive, tant qu'elle ne se fixe pas des objectifs de « dépassement de soi ou des autres ». Car on rentrerait alors dans le domaine du sport, dont l'essence est la mesure, le record, le rendement, la concurrence. **Fabrice**

À LIRE

CQFD, n° 99, avril 2012
Dossier sur les jeux olympiques de Londres.

À VISITER

Blog de Zinedine Z :
le-sport.over-blog.org

Site du Groupe contre l'horreur olympique et sportive :
grouchos.org



analyse

LE NOMBRE DE CAS DE MORTS VIOLENTES CHEZ LES SPORTIFS ET SPORTIVES PROFESSIONNELLES NOUS RAPPELLE BIEN QUE LE SPORT, CE N'EST PAS LA SANTÉ. SA LOGIQUE MORTIFÈRE LIÉE AU DÉPASSEMENT DE SOI, À LA RECHERCHE DU RECORD ET À LA COMPÉTITION EST ENCORE PLUS PROBANTE AVEC LE DÉVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE DES SPORTS EXTRÊMES.

Jusqu'au bout de l'effort Quand le sport tue

CERTAINS ÉVÉNEMENTS récents sont là pour nous rappeler que les humains ne sont pas des machines immortelles et qu'à trop violenter son corps, on risque la mort : la mort violente par chute (ski alpin et autres discipline de glisse), accident (Formule 1 et rallye auto ou moto, par exemple), arrêts cardiaques (football récemment), etc. En effet, « un joueur de Livourne, Piermario Morosini, est mort samedi d'une crise cardiaque pendant un match de deuxième division italienne de football à Pescara »¹. Selon *L'Express*, « le pays découvre régulièrement les forçats que sont devenus ses footballeurs professionnels »². La fin de l'article illustre bien la mise en danger quotidienne des « marchandises de luxe à crampons » que sont devenus les footballeurs : « Une étude épidémiologique a révélé en 2008 que les footballeurs italiens étaient sept à huit fois plus touchés par la terrible maladie de Charcot, une dégénérescence neuromusculaire qui paralyse et tue en deux années. Les pesticides utilisés pour les pelouses comme le dopage ont été montrés du doigt ».

On fait souvent une distinction entre la gentille compétition entre amatrices et amateurs et celle de haut niveau avec des champion-ne-s dopé-e-s. Nous réfutons cette séparation qui ne résiste pas à l'étude de la réalité. La compétition peut être potache, mais bien machiste, quand s'organise en Finlande un championnat du monde de portage de femme³. La recherche d'un bon résultat, de la performance qui mène à la victoire, est pourtant bien dangereuse. La logique sportive engendre des compétitions pour départager des êtres humains au millimètre ou au millième de seconde près, avec son lot de seringues dopantes et autres produits pour préparer des hommes-machines. En 2010, un compétiteur est mort stupidement. « Les deux finalistes aux championnats du monde annuels de sauna en Finlande ont été évacués à l'hôpital et le concurrent russe est décédé. [...] La compétition, samedi soir, consistait à rester le plus longtemps possible dans un sauna chauffé à 110 degrés. »⁴ Dans notre société moderne, certain-e-s sont prêt-e-s à tout pour se démarquer et être en haut de l'affiche, fût-ce pour peu de temps.

SE METTRE EN DANGER POUR EXISTER

Venons en à la pratique de plus en plus importante des sports extrêmes. « Certains diront que l'émergence de ces sports dits aussi "de glisse" n'est qu'un pot-pourri de pratiques dont la principale caractéristique semble être de vouloir mourir jeune. [...] L'importance est mise non pas dans la pratique à long terme d'un sport en vue de produire une performance, mais dans l'exécution, dans ce qu'elle contient elle-même d'absolu. »⁵ Des sociétés qui commercialisent des



vêtements de sport sponsorisent les vedettes sportives de l'extrême. C'est le cas de la société Adrenagliss, qui définit son esprit comme suit : « Le désir de se dépasser et la recherche de nouvelles sensations ont donné naissance à tous les sports et activités à forte dose d'adrénaline que ce soit dans l'air, sur terre ou dans l'eau. Dans le respect de la nature, cet état d'esprit a poussé les hommes à utiliser notre planète comme un immense terrain de jeu. Adrenagliss puise son essence dans cette recherche perpétuelle, son slogan, "esprit libre dans un corps agité", plante le décor... ». Une de ces disciplines à hauts risques est le *base jump*, une discipline du parachutisme qui consiste à sauter depuis des lieux fixes, et non depuis des avions. Un Norvégien, par exemple, est mort en sautant de la Tour Eiffel en 2006, s'encastrant sur les structures du premier étage. Jouer avec les limites de la mort en excite plus d'un-e.

À nous de ne pas cautionner ce type de pratiques mortifères et bien lucratives pour des sociétés comme le fabricant de boissons énergétiques Red Bull, qui n'hésitent pas à promouvoir des comportements dangereux en créant de nouvelles compétitions extrêmes. Continuons de refuser la compétition de toutes et tous contre toutes et tous avec ses rares moments de gloire et de récompense individuelle.

Rimso !

1. « Football : mort d'un joueur en Italie, les matchs annulés », dépêche Reuters, 14 avril 2012.

2. « La mort de Morosini inquiète le football italien », *l'express.fr*, 16 avril 2012.

3. Selon Reuters, le vainqueur a gagné le poids de sa partenaire en bière...

4. « Un mort en finale du championnat du monde de sauna », *lemonde.fr*, 8 août 2010.

5. « Les sports extrêmes ou le plaisir de mourir jeune... », Maud Landreville, *Le Passé composé*, n° 2, vol. 1, avril 2010.

6. Adrenagliss.com.



ULCOS SIGNIFIE « ULTRA-LOW CO₂ » STEELMAKING, OU PRODUCTION D'ACIER À TRÈS BASSES ÉMISSIONS DE CO₂. CE PROJET CATASTROPHIQUE DE CAPTAGE DU DIOXYDE DE CARBONE À LA SORTIE DES USINES POUR LE STOCKER ENSUITE SOUS TERRE. EST UN EXEMPLE DE L'HORREUR DU CAPITALISME VERT.



Un projet nuisible nommé **Ulc**os

1. www.ulcos.org/fr
 2. Écoles des mines de Nancy et de Saint-Étienne, bureau de recherches géologiques et minières d'Orléans, centre de pyrolyse de Forbach, etc.
 3. Tous les médias régionaux et nationaux, ou presque, ont relayé les luttes dans les usines ArcelorMittal, qui conduisent les politiques à faire encore et encore des annonces. Christian De Mitri, ex-ouvrier de l'usine de Gandrange, à côté de Florange, résume ainsi : « On a entendu nombre de diarrhées verbales, depuis Mitterrand jusqu'à Sarkozy, mais ce que les ouvriers voient, ce sont les faits : la disparition de l'industrie en France, et leur soumission aux financiers qui dirigent le monde ».

SUR LA PREMIÈRE PAGE du site Internet français de présentation d'Ulc^{os}, on voit une petite fille qui souffle délicatement sur une fleur, dans un paysage de nature idyllique : bienvenue dans le monde merveilleux d'Ulc^{os}. Derrière ce joli terme vert se cache un projet porté par un consortium de quarante-huit entreprises et organisations issues de quinze pays européens. Il vise le captage du dioxyde de carbone à la sortie des usines pour le stocker ensuite sous terre. Ce gaz est mortel dès 7 % de concentration dans l'air mais il est également en partie responsable de l'effet de serre.

UNE INDUSTRIE POLLUANTE

La sidérurgie est responsable du dégagement de plus de deux milliards de tonnes de CO₂ par an, soit environ 10 % de la totalité des émissions dans le monde ? Les élus et les chefs d'entreprise de notre belle Europe ont la solution : cacher cette dangereuse pollution sous le tapis du salon. Ils appellent cela faire de l'écologie, et participer activement à la lutte contre le réchauffement climatique. Mieux, ils parlent grâce à cette technique « révolutionnaire et pionnière » dite « de capture et stockage du carbone » (CSC), ou séquestration du carbone, de « réduire les émissions dans l'atmosphère de 50 % ». Pourtant, il ne s'agira pas de repenser une société complètement folle d'un point de vue énergétique, mais bien de continuer à produire et à consommer toujours autant, voire plus, en faisant semblant de ne pas polluer, et en faisant croire aux populations que c'est le cas. Ulcos ne servira donc à la

France et à ses pays amis qu'à « respecter les engagements européens en matière environnementale », comme le disent ses premiers supporters, François Hollande et Nicolas Sarkozy. Le tout pour « produire de l'acier propre ». Il est inconcevable pour eux de remettre en cause l'acier, sa production, son utilisation et sa consommation. Les porteurs du projet le qualifient, sur le site Internet, de « pivot de notre civilisation matérielle ». Contenu dans les voitures, les appareils domestiques, l'acier est « le matériau le plus répandu au monde », et il est situé « au cœur de nos économies ». On l'aura compris, on fait face ici à quelque chose d'inattaquable.

Il y a quelques années, un peu par hasard, sept associations environnementales de Lorraine ont découvert Ulcos, ce projet emmené et imposé par le géant mondial de l'acier ArcelorMittal et des entreprises comme ERDF, Air liquide, Thyssenkrupp ou Siemens Autriche. Elles apprennent, au début des années 2000, le programme est lancé en collaboration avec des écoles des mines et des universités², et qu'il prend la forme d'une entreprise dont le budget annuel dépasse les 50 millions d'euros. Les associations prennent peur en voyant ce que tout ce beau monde envisage de faire près de chez elles. Car après toutes ces années de recherche et ces centaines de millions dépensés, les scientifiques en ont conclu que la meilleure solution était d'enterrer le CO₂ sous leurs pieds. Dans un premier temps, 450 millions d'euros de subventions de l'Europe, l'État français, la Région Lorraine et l'Ademe

(Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie) seront versés aux porteurs du projet. Ces derniers réaliseront ensuite le plus vite possible, des études des sols sur près de trois mille cinq cents kilomètres carrés, dans les départements de la Moselle, de la Meurthe-et-Moselle et de la Meuse.

DES ASSOCIATIONS MOBILISÉES

De nombreux points choquent les sept associations en question. D'abord, l'importante somme d'argent public nécessaire pour motiver les industriels à aller au bout d'Ulcos, et même, dans le cas d'ArcelorMittal, pour les inciter à ne pas délocaliser dans des pays à bas coûts¹. Ensuite, il y a le secret autour d'un projet imposé en douce, largement méconnu des élus locaux et du grand public. « Personne n'en parle, et avoir des infos dessus est très compliqué. Qui savait que ces braves gens qui nous veulent du bien étaient dessus depuis plus de dix ans ? Qui a su qu'une contribution à la consultation publique a eu lieu en août 2011, période de vacances, dans les mairies des communes concernées par le stockage de CO₂ ? », se demande Isabelle Wolff, porte-parole improvisée des associations. On retrouve ce même étonnement face à l'omerta des pouvoirs publics chez les opposants aux deux autres grands projets de capture et de stockage du carbone (CSC) en France : à Lacq (Pyrénées-Atlantiques), programme porté par Total, et à Claye-Souilly (Seine-et-Marne), porté par Veolia environnement. Les riverain-e-s et les habitant-e-s qui se rebiffent ont compris en Lorraine et ailleurs que les porteurs des projets avaient tout intérêt à ce que le moins de monde possible ne découvre ce qui se prépare. Car le CO₂, contrairement à ce que les « décideurs » et « décideuses » essaient de faire croire aux quatre coins de notre pays, est bien un gaz mortel. Il y en a dans certains sodas ? Oui, mais en très faible quantité. Et au-delà d'environ 10 %, on peut en mourir. Une gigantesque bulle, qui s'était échappée des profondeurs du lac Nyos, au nord du Cameroun, en 1986, est ainsi responsable de la mort de mille sept cents personnes. Et chaque année, on compte de nouvelles vic-

times. Pour Isabelle Wolff, il est hors de question qu'une telle bombe à retardement soit placée sous les pieds de la population. Sans aucune certitude quant à la viabilité du projet, ce sont les porteurs d'Ulcos eux-mêmes, les chercheurs d'ArcelorMittal, qui le disent, le dioxyde de carbone serait transporté via des kilomètres de tuyaux sous des couvercles naturels jugés étanches, dans des aquifères⁴ salins, en espérant que tout cela tienne des centaines, voire des milliers d'années. En priant pour qu'aucun microséisme ne vienne perturber ce fragile équilibre. « La communauté scientifique est très réservée sur la technique du CSC, et le fait savoir régulièrement dans ses publications. Elle la trouve trop risquée, trop chère, trop inefficace par rapport à ce qu'il faudrait faire en matière de pollution, et elle arrive trop tard par rapport aux enjeux environnementaux. Et puis il y a d'autres solutions, comme le développement des puits de carbone (forêts), etc., ou repenser notre société. Mais les politiques et les industriels ont choisi de ne pas écouter tout cela. »

Quid des conséquences sur les générations futures ? Quid des conséquences sur tous ces espaces naturels protégés ou ces nappes phréatiques qui seront gravement touchés lors de l'installation des tuyaux ou du stockage du CO₂ ? Finalement, le parallèle avec l'industrie du nucléaire est évident : on envisage d'enfouir dès 2025 les déchets radioactifs les plus dangereux (les HAVL, ou déchets de haute activité à vie longue) issus de nos si propres et si sûres centrales à Bure, dans la Meuse toujours, sans rien maîtriser ou presque des techniques de stockage⁵, et sans remettre nos modes de vie en cause. Le nucléaire, comme la production de l'acier, sont des religions d'État, ou des dictatures. « Si Ulcos et Bure se font, la Région Lorraine va devenir une région poubelle, pour soutenir un système ou une société complètement fous. Et peu importe ce que nous allons léguer à nos descendants. » D'autant que dans ces deux affaires, les responsabilités ne sont pas définies en cas de problème grave...

Sébastien Vagner-Bonetti

4. Nappe d'eau souterraine.
5. Pour exemple, à Asse, en Basse-Saxe (Allemagne), les « autorités compétentes » retirent cent vingt-six mille fûts de déchets nucléaires d'une ancienne mine de sel suites à des infiltrations d'eau.



ARCELOR-MITTAL, PRODUCTEUR DE CO₂

Les photographies illustrant cet article (de Pierre-Alexandre Virgilio), représentent le SOS lumineux installé par les ouvriers et ouvrières de l'usine ArcelorMittal de Florange depuis l'annonce il y a dix mois par le patron de ce géant mondial de l'acier qu'est ArcelorMittal de sa volonté de délocaliser. Cette usine, en fermant ou mettant en sommeil ses usines en Europe, a gagné, en 2011, 70 millions d'euros en revendant ses quotas d'émissions de CO₂ (ou de non-émission dans ce cas précis) à des entreprises qui dépassent les leurs, montrant ainsi l'aberration de ce système. Le site de Florange produit de l'acier qui sert notamment à la fabrication de grosses voitures bien polluantes type Mercedes. Et pour Nicolas Sarkozy, François Hollande, Jean-Luc Mélenchon et les autres politiques français et européens, Ulcos permettrait de sauver cette usine sidérurgique.

Écrit à chaud pour la revue bimensuelle syndicaliste révolutionnaire *La Vie ouvrière*, cet article d'Alfred Rosmer (1877-1964) analyse le contexte de l'action des « bandits tragiques » de la « bande à Bonnot » et les raisons de son impact dans l'opinion publique. Il rappelle les divergences théoriques de fond entre les quelques anarchistes individualistes qui franchissent la barrière de l'illégalisme pour aller vers une lutte à mort désespérée contre l'ordre social et les syndicalistes révolutionnaires tout en soulignant ce qui les distingue de simples bandits ordinaires. Il démontre également en quoi de tels faits de société sont engendrés par le climat favorable à la force brute de dominants cyniques et sans scrupule. Enfin il analyse magistralement l'exploitation sans vergogne que tirent les classes dominantes de tels faits-divers pour renforcer les organes répressifs sans voir que, « contre le browning du désespéré, il n'est pas de bouclier protecteur ». Un siècle plus tard, ces commentaires n'ont pas pris une ride...

Le cas Bonnot



JE N'AI PAS CONNU

Bonnot ni aucun des membres de la « bande de la rue Ordener ». Je n'ai sur eux que des indications imprécises ou contradictoires, en tout cas insuffisantes pour voir exactement de quelle façon et à la suite de quelles circonstances ils ont passé de l'individualisme théorique au cambriolage méthodique et au meurtre. [...]

Ce qu'on peut essayer [...] c'est chercher la cause d'actes audacieux et réfléchis qui ont affolé l'opinion publique et provoqué les divagations des journaux bourgeois.

Nous sommes à l'aise, ici, pour parler des « bandits ». Théoriquement ils sont nos adversaires. Ils manifestent à l'endroit du syndicalisme la même antipathie que les bourgeois et le combattent avec la même ardeur. Quand ils « agissent » comme l'ont fait Bonnot et ses amis, leurs actes sont sans signification révolutionnaire ; ils procèdent de la mentalité capitaliste qui s'assigne comme but d'amasser de l'argent et de mener une vie parasitaire. Leur effet le plus certain est de provoquer une fureur répressive et un renforcement de police qui s'exercent, à défaut de bandits, contre tous les révoltés.

Qu'on le veuille ou non, les actes de la bande Bonnot posent un problème. Les bandits qui la composent ne sont pas des bandits du type ordinaire. Leur témérité a déconcerté et ils ont tenu en échec la police. On les a rapprochés avec raison des cambrioleurs russes qui ont opéré dans différents pays d'Europe et dernièrement en Angleterre. Les uns et les autres agissent, à un moment donné, en désespérés. Ils savent qu'ils jouent leurs vies et ils vont jusqu'au bout. Les cambrioleurs et les criminels ordinaires ne se comportent pas ainsi. Sans doute conservent-ils au fond d'eux-mêmes un certain respect des lois et de la police. Encore qu'ils aient devant eux la perspective du bagne ou de la guillotine ils tiennent à la vie. Que sont donc ces nouveaux criminels ? S'ils secouent la société jusque dans ses bases — comme chacun le perçoit plus ou moins clairement : de là l'émotion publique — ne faut-il pas rendre responsable de leur formation l'organisation sociale elle-même ? « Nous y voilà, s'écrieront les satisfaits. C'est Bonnot qui tue,

c'est la société qui est coupable. Nous avons déjà entendu cette chanson. »

Libre aux aveugles volontaires de ne pas voir et de compter sur la seule répression pour arrêter le crime. La machine à Deibler avait été remise quelque temps. Ont-ils assez hurlé pour demander son rétablissement. On a guillotiné de nouveau. Le crime a-t-il diminué ? Non. Alors ? Suffit-il de dire : on ne discute pas avec des monstres antisociaux. On les supprime. Mais Bonnot non plus ne discute pas. Le duel ainsi engagé peut durer longtemps si personne ne veut « discuter ».

Nous entendons, nous, nous rendre compte. Prenons l'organe le plus répressif de la bourgeoisie française, *Le Temps*. [...] A-t-il assez raillé, ces dernières années, les Français du « type flasque », entendant par là tous ceux qui s'efforçaient d'apporter un peu plus de justice dans les rapports entre individus et entre nations. C'était un hymne incessant à la force, à l'énergie [...].

Mais dites donc, professeurs d'énergie, Bonnot est votre élève ! Ne vous récriez pas. Il vous gêne, mais il est votre élève. Oh, je sais bien que vous répondrez que l'énergie, la force, l'action que vous prônez ne doivent pas sortir du cadre de l'ordre et de la loi. L'ordre et la loi que vous posez comme intangibles, on comprend que vous y teniez : vous en êtes les bénéficiaires ; l'un vous permet de jouir en paix, l'autre ne vous gêne pas car vous avez les moyens de l'éviter quand vous le jugez nécessaire. Ce n'est pas d'aujourd'hui qu'il y a des journalistes d'affaires, des financiers véreux et des parlementaires corrompus. Mais aujourd'hui on pénètre mieux et plus souvent le secret de leurs opérations et l'impunité dont ils jouissent est un agent actif de démoralisation publique. [...]

Tout cela, les gens les moins éclairés le perçoivent nettement. Et il est passablement puéril de s'étonner, après tant de scandales politico-financiers, que la légalité n'ait plus un prestige irrésistible.

La société qui enseigne mal le respect des lois protégeant les biens, car l'enseignement qui se dégage des faits est un peu plus efficace que celui des manuels de morale, prend-elle un

A LIRE



Moscou sous Lénine
Alfred Rosmer
les bons caractères
2009

ALFRED ROSMER

plus grand soin des individus ? Est-il besoin de rappeler les catastrophes nombreuses provoquées par la rapacité capitaliste, les vies humaines sacrifiées chaque jour pour de sordides profits. L'effrayant désastre du Titanic est un crime capitaliste dans son origine et dans son accomplissement.

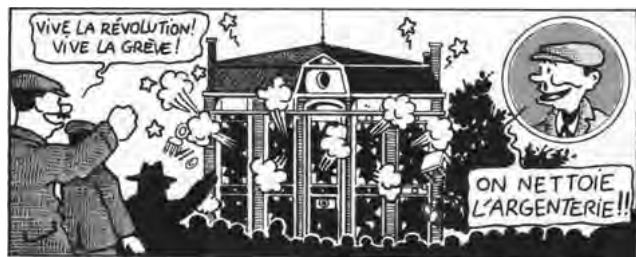
De tels exemples frappent l'imagination publique à cause de leur étendue. Encore les journaux réussissent-ils le plus souvent à en masquer les causes véritables. Mais combien d'autres lents assassinats qu'on ne voit pas parce qu'ils ne se réalisent pas d'un coup et dont la responsabilité remonte à l'organisation sociale. [...]

Quels sont les vrais responsables des attentats ? Pour *Le Temps* — et là-dessus presque tous les journaux lui ont emboîté le pas — ce ne peut être que les révolutionnaires qui prêchent le mépris de la propriété et des lois. Et il développe ce thème avec sa mauvaise foi coutumière. Seulement Charles Maurras intervient et dit : « Les responsables ce sont les républicains, les démocrates, qui ont détruit les assises fondamentales de toute société équilibrée. Tant qu'il n'y aura pas à la tête du pays un chef, un roi, le désordre et le gâchis continueront ». Et la dialectique de Maurras vaut bien celle du *Temps*. Également éloignés du *Temps* et de *L'Action française*, nous pouvons juger impartialement les déductions de l'un et de l'autre. Il y a quelque chose de solide dans le raisonnement de Maurras. Son remède est enfantin et illusoire. Il ne semble pas que les monarchies, ni les empires, soient exemptes de bandits. Son roi-phénomène ne suffirait pas à les faire disparaître. Mais quand il dit que la république a détruit et qu'elle n'a pas reconstruit, il a raison.

« Elle était belle sous l'Empire. » Il y a longtemps qu'elle ne l'est plus. Elle a vu tous les reniements, toutes les trahisons, et elle a réservé la meilleure place aux traîtres et aux renégats. Mieux, elle les a accueillis comme des sauveurs. [...]

Aux croyances religieuses mortes ou qui allaient mourir, la république n'a substitué aucun idéal — à moins d'appeler idéal l'arrivisme qu'elle a entretenu et favorisé.

N'est-il pas non plus légitime de faire état de la « littérature



policrière », si abondante, pour expliquer l'audace et l'ingéniosité croissantes des criminels. [...]

Et l'énorme place faite dans les journaux dits d'information aux crimes de toutes sortes ! On nourrit le peuple de cette littérature abjecte et on s'étonne du résultat.

Un régime qui aboutit à la formation d'un esprit public semblable à celui qui s'est manifesté lors du rétablissement de la guillotine, quand les populations acclamaient le bourreau comme le sauveur, est jugé. Il y a en lui quelque chose de pourri. Des journalistes ignorants ont parlé de Ravachol à propos de Bonnot. Mais il y a entre eux de grandes différences. Ravachol avait volé et tué, mais les attentats qui provoquèrent son arrestation n'avaient que des mobiles désintéressés : ils étaient dirigés contre des juges et des policiers coupables de violences scandaleuses contre les anarchistes.

Bonnot n'est mû que par l'intérêt et n'agit que pour son profit personnel. Aucun autre mobile à ses actes que le désir de

DE SON VRAI NOM André Griot, 1877-1964. Correcteur, il participe à la revue *La Vie ouvrière* dès sa création en 1909. Avec Pierre Monatte, il est l'âme de la minorité internationaliste durant la Première Guerre mondiale. Parti à Moscou en 1919, il est membre du comité exécutif de l'Internationale communiste avec Boris Souvarine, puis du bureau politique du PCF en 1923-1924. Après son exclusion, il participe au « noyau » de *La Révolution prolétarienne* dès 1925

et milite à la Ligue communiste qu'il quitte en 1930. En 1936, il participe aux Comités d'enquête sur les procès de Moscou et renoue avec Trotski, tout en restant en marge des organisations qui s'en réclament. Avec sa compagne Marguerite, il emmène le petit-fils de Trotski au Mexique en août 1939. Arrivés aux États-Unis en 1941, ils y restent jusqu'en 1946. Après-guerre, Rosmer participe à nouveau à *La Révolution prolétarienne* jusqu'à sa mort.

vivre en oisif, comme les bourgeois.

Comment a réagi l'opinion publique devant les actes de la bande tragique ? Elle a été en proie à une peur intense, c'est incontestable. Pendant quelques semaines, une sorte de Bonnot légendaire a vécu, personnage redoutable, semant la mort sur son passage, qu'on croyait apercevoir partout et cependant insaisissable. Cette peur s'alliait, assez bizarrement, à la sorte d'admiration que les foules ressentent pour les grands aventuriers et les audacieux.

La stupeur passée, le premier cri a été naturellement : « Défendons-nous. La police doit être nécessairement insuffisante, puisque de tels attentats peuvent être commis. Renforçons-la ! ». Et ça n'a pas traîné. Le gouvernement a demandé au Parlement un million pour créer de nouveaux policiers de toutes sortes. Et le Parlement a acquiescé, à peu près sans opposition. Des nuées de policiers vont donc s'abattre sur le pays. Ils n'arrêteront pas les bandits ni n'empêcheront de nouveaux attentats. Mais ils traqueront les révolutionnaires. [...]

La police, dans toute cette aventure, n'a été ni habile ni brave. Elle s'est préoccupée surtout de mise en scène. Cela se déroulait comme une pièce à grand spectacle. On annonçait les arrestations plusieurs heures à l'avance, car il fallait laisser aux journalistes et aux photographes le temps d'accourir. Sans de misérables dénonciations, elle n'aurait arrêté personne, sauf des comparses et des innocents. [...]

Il est une autre conséquence inquiétante : toutes les réformes par lesquelles un peu de justice a été laborieusement introduite dans la « justice » sont remises en question. On veut revenir à l'instruction secrète, supprimer la loi Bérenger. On développe dans le public un instinct de férocité barbare. On l'ameute contre les magistrats qui n'infligent pas le maximum à tous les délinquants qu'on amène devant eux. Pour un peu on dirait que ces magistrats sont de connivence avec les bandits. On l'ameute aussi contre les jurés qui acquittent. [...]

Autre symptôme grotesque, celui-là, de démence collective. Les inventions les plus saugrenues sont accueillies par la police et examinées sérieusement. La dernière en date consiste à munir les policiers d'un bouclier derrière lequel ils seraient à l'abri des revolvers des bandits. Un défilé de policiers munis de ce bouclier est tout indiqué pour la prochaine « revue ». L'instrument de défense de la société se met ainsi au niveau de la société elle-même. Si elle était capable de conserver un peu de sang-froid, elle se rendrait compte que contre le *browning* du désespéré, il n'est pas de bouclier protecteur. Cet affolement d'une police renforcée n'est du reste pas sans danger pour les « honnêtes gens » eux-mêmes. Peut-être ceux-ci finiront par s'en apercevoir.

Alfred Rosmer, article paru dans *La Vie ouvrière*, n° 65, 5 juin 1912

EN QUÊTE D'AUTONOMIE

AUTOUR DU MOUVEMENT DES CHÔMEURS ET PRÉCAIRES EN LUTTE DE RENNES



À L'HIVER 1997-1998, un mouvement de chômeurs et chômeuses était parvenu à susciter une participation substantielle de personnes extérieures aux habituels réseaux militants. Des collectifs locaux, affiliés à des organisations nationales, voyaient le jour : AC!, CGT chômeurs, MNCP, APEIS... Ils menaient de nombreuses actions d'occupation d'ANPE et d'Assedic, des opérations symboliques telles que les « Caddie gratuits »... À Rennes, le Mouvement des chômeurs et précaires en lutte (MCPL) se formait.

Non affilié à une structure hexagonale, le MCPL disparut peu à peu comme groupe d'action, à l'image des autres collectifs qui subirent une décreue rapide de leurs effectifs dès la fin du mouvement. Toutefois, une permanence hebdomadaire fut assurée. Ce n'est qu'en 2008 que des ancien-ne-s du mouvement de 1997 et des participant-e-s à la lutte contre le CPE décidèrent de le reconstituer. L'hypothèse était la suivante : dans un contexte d'aggravation du chômage (crise des *sub-primés*), une reprise des actions d'occupation et d'autoréduction, même à peu au début, pourrait avoir un effet de résonance susceptible d'entraîner la création de nouveaux collectifs, voire l'émergence d'un mouvement. Nous pensions par ailleurs que la crise traversée par l'ANPE devenue Pôle emploi et où se déroulaient des grèves, permettrait d'envisager une complicité nouvelle entre chômeurs-euses et conseiller-e-s, en dépit des directives gouvernementales tendant à transformer ces derniers en contrôleurs.

Telle était d'ailleurs la principale revendication du nouveau MCPL : l'arrêt des radiations, qui se multipliaient suite à la mise en place du suivi mensuel personnalisé. En même temps, des liens se sont tissés avec d'autres collectifs : la Coordination des intermittents et précaires de Paris, les Cafards de Montreuil et les différents collectifs réunis en coordination en Bretagne. En 2010, nous lançions ensemble la « grève des chômeurs ». Elle mettait en avant l'existence d'un travail non reconnu, non rémunéré mais bien réel : le fait de travailler à sa propre employabilité, qui suppose de demeurer toujours disponible aux sollicitations de Pôle emploi et

consorts (atelier CV, stage de coaching, évaluation en milieu de travail, bilan de compétences, etc.). Cette campagne prit la forme d'actions classiques comme les occupations, mais aussi d'interventions moins attendues (déménagement d'un bureau de direction, intervention télévisée par des précaires parisiens...). À ce moment, l'accompagnement collectif des chômeurs et chômeuses ayant des problèmes de dossiers s'est imposé comme une articulation possible entre actions ponctuelles et travail plus quotidien d'enquête et de rencontre.

UN TRAVAIL DE LIAISON

En 2011, après une période de bilan suite au mouvement contre la réforme des retraites¹, l'accent a été mis sur l'écueil principal rencontré depuis notre reconstitution : une certaine incapacité à élargir le cercle des participant-e-s au mouvement au-delà du groupe d'action. Depuis lors, nous avons combiné une reprise des actions dans le cadre de la campagne « Occupons Pôle emploi » et un engagement dans le travail d'enquête. Cela implique de s'intéresser à la situation de chacun-e des précaires croisé-e-s lors d'une action ou d'une simple distribution de tracts pour proposer à chaque fois une nouvelle rencontre. Cette proposition a donné lieu aux cafés des allocataires solidaires (référence au Réseau solidaire d'allocataires de Paris), autour desquels nous échangeons tantôt en petit groupe, tantôt en grand groupe, sur nos aspirations et nos colères, sur les problèmes auxquels nous sommes confronté-e-s avec les administrations ou nos employeurs, et sur des astuces pour faire face aux administrations. L'idée est de traduire les problèmes partiels et « individuels » en revendications collectives, en vue d'actions futures, pour retrouver de la force ensemble.

Enfin, chacune de nos interventions publiques est l'occasion de mettre l'accent sur l'existence d'une porosité entre chômeurs-euses et salarié-e-s : la massification de la précarité a fait du chômage un passage obligé d'une frange grandissante de salarié-e-s. Depuis ce constat, une liaison avec les syndicalistes en lutte nous a paru nécessaire pour dénoncer ensemble la violence du management néolibéral, dont les suicides à France Télécom, à la Poste, à Pôle emploi sont les tristes symboles. Face aux chantages à l'emploi ou à la radiation, nous opposons le droit à vivre dignement. Ainsi, l'aspiration à une activité qui permette de s'épanouir, délivrée de l'impératif de produire toujours plus pour rémunérer des actionnaires, nous paraît exister de manière diffuse parmi les classes populaires.

Toujours à travers cette lecture de classe, nous prenons parfois part aux luttes écologistes telles que la défense des prairies Saint-Martin² ou la lutte contre l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes, exemples de projets urbanistiques dévastant les milieux de vie sur fond de spéculation foncière.

C'est donc à une forme d'autonomie populaire antagoniste que nous cherchons à concourir, qui passe à la fois par l'autodéfense vis-à-vis des institutions, par la liaison avec les luttes de salarié-e-s et par la constitution de lieux et de moments relativement dégagés de l'emprise de l'économie.

Quelques participants au MCPL

1. Voir « Les grèves de l'autisme 2010 » dans *Le Sabot*, n° 6, hiver 2012, p. 28.

2. Voir la brève p. 4.





L'INFORMATION est partout. Omniprésente dans nos vies, elle contribue à façonner nos représentations du réel et nous aide à agir sur le monde. Or, quand on évoque ce mot, on pense inévitablement à la matière que produisent et diffusent les médias de masse. La machine médiatique, qui exerce son hégémonie sur l'espace public, utilise l'information comme un moyen de soumission à l'ordre social. S'il est indispensable de se libérer de son emprise (saboter la machine, analyser et critiquer les discours médiatiques), il ne faudrait pas en rester là. D'autres pratiques s'inventent et se créent, au service des résistances, des luttes et du changement social. En effet, bien conscient-e-s que nous vivons dans une société saturée d'informations, et même si la marge

de manœuvre peut paraître réduite, il est important d'investir l'information comme champ d'action en repensant en profondeur notre rapport à celle-ci. En politisant nos pratiques et nos réflexions, en défendant une information émancipatrice et autonome, un large champ d'expérimentations s'offre à nous. Car l'information est un enjeu de lutte et un enjeu au sein des luttes. Il est indispensable de ne pas en laisser le contrôle aux dominants et de se doter de ses propres « médias » pour (se) mobiliser, (se) coordonner, et relayer de manière autonome les informations utiles. Pour cela, nous voulons soutenir et faire vivre une pluralité de pratiques et de supports (vidéo, radio, journaux, sites Web...) qui fonctionnent en lien, en réseau et en solidarité les uns avec les autres. L'engagement sur le front

de l'information est un acte politique. Contrairement aux petits soldats du journalisme qui affichent une neutralité de façade et se tiennent à distance de leurs sujets, nous assumons et revendiquons notre subjectivité et notre appartenance au camp des minorités, des opprimé-e-s et des résistant-e-s. Pour faire de l'information autrement, il nous faut donc rejeter les postures d'expert-e-s et de spécialistes, casser le rapport vertical du savoir descendant, défendre « le faire avec » en lieu et place du « faire à la place de », agir depuis « l'intérieur » des luttes, sur le terrain et au contact, pour accompagner, (s')encourager et (se) donner de la force. Un processus qui reste indissociable de nos perspectives révolutionnaires.

FABRIQUER, TRANSMETTRE, DE L'INFORMATION REVÊT DE MULTIPLES ENJEUX. POUR PENSER DES MÉDIAS AUTONOMES, C'EST TOUT LE PROCESSUS DE COMMUNICATION QUE NOUS DEVONS INSCRIRE DANS LE CHAMP DE NOS RÉFLEXIONS POLITIQUES.

POLITISER L'INFORMATION

IL N'EXISTE PAS de communauté humaine ou animale qui ne communique pas, qui n'échange pas d'informations avec d'autres, ses partenaires ou ses congénères, voire même ses ennemi-e-s potentiel-le-s. Des gestes, des sons, des mots, autant de signaux spécifiques qui sont mis en place et combinés pour se parler, raconter, interpréter le monde, l'expliquer ou l'analyser.

INFORMATION/COMMUNICATION

Si l'on s'en tient à une définition purement technique, l'information est donc tout simplement un message plus ou moins complexe et porteur de sens : assemblage de gestes, de lettres, de sons ou d'images. Elle constitue la matière première de la communication, et cette dernière définit plutôt, en substance, un processus. Une information est émise (par un émetteur), elle transite par un ou plusieurs canaux et elle est reçue (par un récepteur). Le schéma est simple et universel. Pourtant, dans leurs définitions, ces termes d'information et de communication peuvent prendre des sens bien différents. Ainsi, pour les théories mathématiques et ses applications informatiques, l'information se réduit à des « données » (*data*), une suite de 1 et de 0. Pour les journalistes, elle prend plutôt la forme du récit ou de la nouvelle (*news*)¹. Le terme de communication est encore plus polysémique et se décline en de multiples traductions : échange d'expériences et de significations, partage de contenus ou de savoirs, ou mise en scène symbolique (dans le cadre d'une opération de com', par exemple). Selon le contexte, l'information et la communication se façonnent au gré de ce que l'on y projette et sont finalement extrêmement malléables. C'est donc bien ce que l'on en fait et la façon dont on les met en scène ou en jeu qui leur donne du sens et une portée politique.

ÉMETTEURS/RÉCEPTEURS

Dans le processus de communication, nous sommes tour à tour émetteurs ou récepteurs d'information. Si l'on peut volontiers concevoir que les émetteurs sont actifs, par contre, plusieurs théories s'affrontent quant à la place des récepteurs. À certaines analyses critiques inspirées du marxisme qui ont

longtemps pensé les récepteurs comme totalement passifs, des théories plus libérales répondent, par contre, que les récepteurs ont le pouvoir absolu sur l'information reçue. Or on peut affirmer en retour que le problème n'est pas là. Tout autant que la position de récepteur, c'est aussi la place d'émetteur qui est questionnable en l'état. Car dans un système saturé d'informations, ce n'est pas tant le fait d'analyser la place que l'on pourrait avoir dans la machine qui est important, mais bien de déconstruire notre rapport avec la matière même. Dans la « société de l'information », nous sommes informé-e-s en permanence et abreuvé-e-s de culture industrielle. Contrairement à ce que voudraient nous laisser croire les discours dominants, loin de nous libérer, l'information agit plutôt comme un efficace moyen de soumission². Il se révèle délicat de (re)penser en profondeur notre rapport à l'information dans ce contexte social. C'est bien alors dans une attitude de rupture que nous devons nous placer.

POUR UNE INFORMATION POLITIQUE

Parce que l'information est traversée par des rapports de pouvoir et de domination, elle cristallise d'énormes enjeux. Dans l'absolu, ce n'est pas elle qui libère ou aliène mais c'est bien la façon dont elle est fabriquée, transmise ou interprétée. Si nous revendiquons une réflexion politique autour des processus de communication, c'est en questionnant tous les schémas existants que nous pourrions lui donner corps. Politiser l'information, c'est assumer des opinions, faire circuler des idées, cultiver un esprit critique et créer les conditions nécessaires à son appropriation par le plus grand nombre. L'accès à l'information donne certainement du pouvoir, mais c'est surtout ce que l'on en fait qui peut permettre de nous émanciper. Il s'agira alors de diffuser, partager et socialiser ce pouvoir, (re)penser nos manières d'informer et d'être informé-e-s. Se placer dans un système d'échanges horizontal sans spécialistes ni intermédiaires autorisé-e-s pour l'inscrire dans des dynamiques collectives et des pratiques sociales. L'information politique que nous défendons se crée et se construit autour de médias libres, autonomes, communautaires, et en soutien aux luttes. Des médias qui prennent partie, qui créent du sens et qui exercent une subjectivité.

Face à l'hégémonie des médias de masse, de la culture et de la pensée dominantes, la marge de manœuvre peut paraître (de plus en plus) limitée. Mais il est possible d'ouvrir des brèches pour transformer le rapport de force et nous libérer. Pour construire notre autonomie, il faut se réapproprier collectivement l'information. Même si nous devons être amené-e-s à faire coexister nos pratiques avec d'autres que nous voulons combattre, il faut pourtant amorcer dès maintenant ces réflexions, les intégrer aux processus révolutionnaires, ouvrir des champs d'expérimentation et faire vivre des alternatives. L'information est partout, n'en laissons pas le contrôle aux dominants !

rafito

1. Voir l'article « En finir avec le journalisme », p. 20.

2. Voir l'encadré « Surinformer pour dominer », p. 18.





DOSSIER

QUELLE ATTITUDE ADOPTER EN TANT QUE MILITANT-E-S FACE AUX MÉDIAS DOMINANTS ? LES FUIR OU LES SÉDUIRE ? N'Y A-T-IL PAS FINALEMENT DANS CES DEUX ATTITUDES L'EXPRESSION D'UNE MÊME FASCINATION ?

FAUT-IL NOUS EXPLIQUER COMMENT TOURNE LE MONDE ?

ENTRE ILLUSION ET DÉSILLUSION MÉDIATIQUE

DANS LES MILIEUX MILITANTS, le sujet de la presse est épineux. Deux attitudes s'affrontent et se confrontent : alors que certain-e-s militant-e-s perçoivent dans tout relais médiatique une compromission avec les dominant-e-s, d'autres y perçoivent une caisse de résonance formidable pour leurs luttes. Ces positions *a priori* antagonistes sont régulièrement l'occasion de joutes entre les partisan-e-s de l'une ou de l'autre. Pourtant, elles peuvent parfois procéder de la même logique.

PRENDRE CONSCIENCE

Depuis la Révolution française, on associe la liberté de la presse à la démocratie. Les journalistes ont ainsi le sentiment que leur métier est le garant de la liberté d'expression et, de surcroît, protège la « véritable démocratie ». Ce mythe fondateur d'une profession n'est pas éloigné de la pensée, reprise par la gauche, qui voudrait que l'accès à l'information ait un pouvoir émancipateur. Ainsi, il y aurait un lien automatique entre information et connaissance, c'est-à-dire, entre la prise de connaissance d'un fait et la possibilité de s'en emparer pour le transformer en savoir. C'est de l'information, du savoir, que résulterait l'action politique. Qui n'a jamais prononcé ou qui n'a jamais entendu cette phrase de la part de militant-e-s : « Les gens n'ont pas conscience de... » ? Ces gens dont personne ne sait trop bien de qui il s'agit, mais dont on est sûr qu'ils n'ont pas encore tout compris : l'intérêt de la révolution, leur situation d'exploité-e... Bref, avec des tracts bien tournés, des journaux pertinents, « ces gens » pourraient finir par prendre

conscience de leur aliénation.

Le mécanisme est simple. L'absence de révolution s'explique du fait que les « médias mentent ». Dès lors, il suffirait de délivrer une information bien ficelée pour modifier ce rapport au monde. Pourtant, comme le dit si justement Jacques Rancière, « il n'y a jamais eu besoin d'expliquer à un travailleur ce qu'était la plus-value ou l'exploitation ». Issu du marxisme, le philosophe dénonce cette « foi naïve dans la nécessité de la science pour faire avancer la pratique et éclairer des gens qui vivaient [...] dans l'illusion »¹. Cette approche n'est évidemment pas l'apanage des idolâtres du Capital. Lorsque des groupes libertaires organisent des débats pour contrecarrer « les idées reçues sur l'anarchisme », ils supposent que l'absence d'adhésion à leurs idées proviendrait d'un manque d'information et de connaissance. On baigne dans le même marigot : informer les opprimé-e-s les inciterait automatiquement à rejoindre les

Faire contre les médias, c'est toujours faire avec, toujours leur accorder une place de choix.

luttes pour « fonder un monde meilleur ». Le savoir en lui-même aurait ce pouvoir magique de les émanciper. Rancière combat aussi cette hypothèse : « La vision marxiste de l'idéologie posait que les dominés et les exploités étaient soumis par manque de savoir, par ignorance de leur situation au sein du système. Mais, en même temps, elle supposait que leur situation même au sein du système produisait nécessairement la méconnaissance de cette situation. En somme, ils étaient dominés parce qu'ils étaient ignorants et ils étaient ignorants parce qu'ils étaient dominés ».

DIRE LA VÉRITÉ

Le courant de la critique des médias, sans récuser l'entièreté de son travail, n'évite pas cet écueil. On dénonce, on dénonce. On réécrit les articles du *Point* en disant le vrai, on réfute les éditos d'Alain Duhamel en y soulignant les aberrations et on met à l'index les joutes partisans des chroniqueurs de France inter. Une démarche salutaire sauf que, tous les ans, des sondages témoignent du fait que la moitié des Français-es n'ont pas confiance dans le « Parti de la Presse et de l'Argent » (ce qui ne les empêche pas de les pratiquer à outrance !). Est-ce vraiment ce type de contre-information qui est nécessaire ? Et y a-t-il vraiment besoin de lire la critique des médias pour connaître les liens entre journalistes et politiques ? *Voici* le fait très bien. D'ailleurs, cette critique semble tourner un peu en rond depuis quelques années. Une fois démontrée l'absence de neutralité des informations et les manipulations qui vont avec, *que faire ?* ■■■



1. Jacques Rancière, « Il n'y a jamais eu besoin d'expliquer à un travailleur ce qu'est l'exploitation », *Philosophie magazine*, n° 10, 2007.

2. Pour reprendre le titre de l'ouvrage de Lénine qui pose la question de la stratégie révolutionnaire au début du siècle précédent. Bien évidemment, si la question a le mérite d'être posée, les réponses apportées par le camarade Oulianov sont loin de nos préoccupations.

3. « Une dernière pichenette pour François-Régis Hutin. Critique de la critique des médias », Institut de démobilisation, <http://i2d.toile-libre.org>.

4. Voir l'encadré ci-dessous.

5. Il faut noter à ce sujet que l'édition du dernier numéro du **Plan B** pondérerait le rôle de la critique radicale des médias qui « n'est pas une fin en soi », alors que la couverture clamait « un journal qui meurt, c'est un peu de liberté en plus ».

■■■ La critique des médias poursuit donc aussi cette hypothèse « qu'il faut expliquer aux gens » (encore eux !). Le décryptage serait nécessaire. Le groupe Institut de démobilisation dénonce cette posture : « Un certain nombre de dispositifs médiatiques rendrait difficile, voire impossible, aux lecteurs ou aux téléspectateurs de faire par eux-mêmes le travail critique en question, c'est-à-dire ce nécessaire travail de traduction. Ambition de la Critique radicale des médias : montrer aux lecteurs/téléspectateurs ce qu'ils ne savent pas voir ou ce qu'ils ne veulent pas voir ; faire la traduction à leur place »³. Il pointe même du doigt le paradoxe d'une critique des experts par de nouveaux experts : « La Critique radicale des médias, en voulant dénoncer le règne de la séparation médiatique, reproduit cette séparation à son propre niveau – entre un petit groupe d'experts en démystification journalistique et une masse de lecteurs profanes, qui prendrait les fariboles des chroniqueurs

et des éditorialistes pour parole d'évangile ».

En outre, la critique des médias ne considère pas qu'il est essentiel d'interroger les fondements de cette société de communication et de surinformation⁴. Or, plus que par le contenu, les *mass media* nous aliènent par la manière dont ils rythment nos vies, nos envies, nos émotions. L'information et la contre-information ne nous émanciperont pas⁵. Ce n'est pas pour « de bons médias » qu'il faut se battre, mais bien contre la société des *mass media*. La première des démarches à faire est bien de nous en désintoxiquer.

SACRALISER LES MÉDIAS

Les médias sont tellement vilipendés par une partie des militant-e-s, qu'ils et elles considèrent qu'il est hors de question d'avoir une quelconque relation avec eux. L'attitude des anarchistes est parfois similaire avec les élections : « Il ne sert à rien

SURINFORMER POUR DOMINER

LES MOYENS DE S'INFORMER se multiplient à l'infini. Si les médias traditionnels restent très présents : radio, télé (chaînes d'info en continu), journaux, de nouvelles manières de s'informer se sont développées : outils de veille et offres d'information personnalisées sur Internet, sites d'information participatifs (Le Post, Rue89), forums et réseaux sociaux (Twitter, Facebook, etc.). Ces techniques d'information sont les plus envahissantes, elles défilent en permanence en bas des écrans de télé, sur les ordinateurs, sur les téléphones mobiles, et maintenant sur les tablettes numériques. Chaque nouvelle voie d'accès a créé une nouvelle impatience. Le téléphone qui annonce les cours de la Bourse en temps réel ou l'ordinateur qui suit les résultats sportifs en direct confortent le besoin croissant d'être lié en permanence au flot des événements. Une information chasse l'autre dans un ballet sans fin qui donne le tournis. Plus le temps de lire, de prendre du recul, de mettre en perspective, de conceptualiser ou de débattre, il faut se connecter aux événements les plus récents. L'illusion de maîtriser la réalité est à ce prix. Cette domination de l'immédiat sature nos mécanismes perceptifs. Il faut rester en situation de vigilance permanente pour être sûr de ne rien manquer, ce qui aurait pour effet dramatique de nous donner l'impression d'être coupé du monde. Gavé-e-s de nouvelles, nous sommes finalement anesthésié-e-s. Le sentiment d'omniscience générée par l'info en continu et par l'infinité de connaissances qu'Internet recèle, s'il

donne l'impression de toute-puissance, conduit plutôt à l'impuissance totale.

L'IMPUISSANCE FACE AU MONDE

Saturer le monde d'images, de statistiques et d'informations participe de la tentative d'atteindre l'idéal de transparence. Mais plus le monde semble connu et plus les secrets se dévoilent, moins nous nous sentons capables d'agir sur lui. Cette obsession du tout voir et du tout savoir s'appuie sur l'idée qu'il suffirait d'être au courant des horreurs du monde pour les combattre : le mythe d'une information libératrice. L'information peut être une condition nécessaire à la liberté mais elle n'est pas suffisante. Il n'y pas de lien direct entre information et réaction ; si l'on entend bien sûr par « réaction » actes et engagement, et non un simple réflexe émotionnel ou compassionnel. Or, la société des écrans nous place dans l'impossibilité croissante d'expérimenter. Les images saturent notre espace et entravent nos capacités cognitives, nous nous sentons de plus en plus extérieur-e-s au monde. Cette masse d'informations et de connaissances accessibles à tout moment, si elle n'entre pas dans la « réalité de nos situations »¹, c'est-à-dire dans un ordre constitué de croyances, de valeurs, de repères et de pratiques, ne produit aucune puissance politique. La société de l'information détruit tout ce qui pourrait constituer cet ordre : remplacement des illusions par l'idéal de transparence, crise des valeurs génératrices de sens, fin de l'histoire, épuisement du vécu, etc. L'information

vient s'inscrire dans ce que nous sommes, elle ne peut générer de l'agir et de la puissance politique que si elle se confronte à notre expérimentation du monde. Un individu qui serait réduit – comme nous sommes en voie de l'être – à n'être qu'un émetteur et/ou un récepteur d'informations (contrairement à la critique classique des médias, nous ne pensons pas que le problème soit d'être cantonné à l'état de récepteur) n'éprouverait plus le monde et s'en sentirait si extérieur que l'idée même de le changer n'aurait plus de sens. Séparé-e-s de nos propres expériences et de notre environnement-monde, nous le sommes aussi des autres. Ces séparations répétées entraînent l'impossibilité de développer des pratiques et des modes de vie qui nous permettent d'appréhender la réalité en tant qu'être agissant inscrit dans une histoire, dans une société et sur un territoire. L'angoisse diffuse que nous ressentons actuellement s'explique par cette sensation de vide que notre transformation en êtres unidimensionnels a engendrée. Cette réduction de nos expériences et de notre vécu nous entraîne dans une spirale dans laquelle les comportements compulsifs, comme la frénésie informationnelle et l'adhésion totale aux nouveautés technologiques, accentuent la perte de sens.

Cédric Biagini

[adaptation d'un extrait de *La Tyrannie technologique, L'Échappée*, 2007]

1. Formule utilisée par Michel Benasayag, *Connaître et agir, La Découverte*, 2006



de voter » mais « il ne faut surtout pas aller voter ». On met beaucoup d'importance dans le vote (ou le non-vote) d'un côté, dans la communication (ou la non-communication) de l'autre ! Ainsi, pour les partisan-e-s d'une position « antimédia » pure, la seule attitude valable, possible, indiscutable, est de chasser les « journalistes » lorsqu'ils s'approchent. Rester opaque ! Dans cet élan de pureté, tout-e militant-e qui répond à un reporter est méprisé-e, rejeté-e, comme s'il avait transgressé l'interdit. Sauf que faire contre les médias, c'est toujours faire avec. C'est toujours leur accorder une place de choix, les mettre à une place particulière. Cette attitude moraliste révèle, au final, une posture qui oscille entre attrait et répulsion.

En outre, cette ligne de conduite qui laisse le média au centre est faite de multiples entorses. Par exemple, en se cachant de la presse (et de la répression) cagoules et foulards se donnent aussi en spectacle. L'action directe (si elle peut être pertinente) répond parfois à la logique du geste qui donne à voir. On casse les vitrines d'une banque, on tague une agence d'intérim, on crame un 4x4, et malgré l'affirmation d'une attitude radicale « antimédia », on ravit les journalistes (en recherche d'images sensationnelles), on leur donne de quoi effrayer le bourgeois. Et à travers la médiatisation de ces actions, on a soi-même l'impression d'exister. Se cacher des médias dans l'action directe viserait également à contrôler son propre discours, sa communication. Sauf qu'il y a bien là aussi une illusion, celle de croire qu'en pénétrant dans l'espace public nous puissions encore être maîtres « des mots et des dires ». S'il est possible de fabriquer ses propres moyens de communication, il est impossible d'en mesurer la portée. Les médias peuvent très bien se servir du saccage d'une préfecture – comme avec les ouvriers de Continental – pour dénoncer l'attitude irresponsable des syndicats « terroristes » ou souligner le désespoir des prolétaires au chômage !

Ces limites de l'action directe censée guider le bon vieux peuple vers le geste révolutionnaire ont été notées par des membres du groupe Os Cangaceiros, auteur de bon nombre de sabotages à la fin des années 1980. « Nos actions dépendaient de la caisse de résonance médiatique. Autrement dit, elles se produisaient aussi à l'intérieur d'un espace public en réalité contrôlé par les médias. »⁶ Avant de rajouter, « le fait de dépendre ainsi de la résonance médiatique constituait la limite de notre action ». Paradoxalement, l'attitude « antimédia » laisse bien trop de place à ces mêmes médias, et entraîne peu de gens (toujours eux !) dans son sillage.

ÉCHAPPER AUX MÉDIAS DE MASSE

Faire de la politique, c'est investir l'espace public, partir à la rencontre de l'autre, se confronter à une altérité où l'on ne maîtrise pas tout. Dans cet espace public peut s'immiscer la presse, qui représente aussi un « autre ». Qu'on les adore ou qu'on les conchie, *a priori*, les médias seront toujours présents. C'est ce qui est arrivé à l'une des mutuelles des fraudeurs parisiennes. Un journaliste du *Parisien* s'est immiscé à une de ses réunions publiques. Suite à son papier s'est répandu un nombre hallucinant d'articles et de reportages télévisés comme radiophoniques. Mis à part à l'AFP et au *Monde*, les adhérent-e-s ont fait le choix de refuser de répondre à cette frénésie médiatique. Cette attitude n'a pas empêché l'effervescence de journalistes qui se sont repris, copiés, répétés... Quelles conséquences ? Les reportages parlaient de « nouveau phénomène » alors que la première mutuelle était apparue cinq années auparavant et

quasiment personne n'a (re)pris contact avec les mutuelles suite à ce buzz. Les médias se sont parlés entre eux. L'important, dans ce soufflé médiatique, est que les mutualistes n'ont pas modifié leur manière de faire : s'organiser en s'adressant aux usager-e-s plutôt que d'inventer des actions pour s'adresser à la presse (en faisant jouer leur nouveau carnet d'adresses)⁷. Renvoyer les médias à leur place est sans doute la position la plus salutaire à adopter. Cela signifie penser l'action politique sans eux. Refuser la médiatisation à tout prix de nos actes militants. Refuser que des personnes deviennent des icônes médiatiques. Refuser qu'ils nous imposent leur temporalité. Le politique n'a pas besoin de médias pour exister. Les mouvements sociaux savent très bien se propager sans eux⁸. Le mouvement contre le CPE est un bon exemple de cette temporalité décalée, où la presse a pris le temps d'ignorer une vague de blo-



cage de facs avant d'en faire sa une. Dès lors, en donnant peu de crédit à la presse, il peut nous arriver de lui parler. Enfin, précisons qu'il ne s'agit pas d'abandonner le terrain de la diffusion de l'information aux seuls médias de masse, sous prétexte qu'elle n'entraîne pas forcément l'action. L'information garde sens quand on se l'approprie, quand on la fait sienne. Dans une lutte, même une petite phrase, typique des *mass media*, peut pousser le quidam à manifester. Lorsque Raffarin déclare en 2003, en plein mouvement des retraites, que « ce n'est pas la rue qui gouverne ! », on sait agir contre cette information : « en allant dans la rue », tout simplement. Si cette même phrase était prononcée sans contexte social, elle ne provoquerait rien, même si elle nous révolte intérieurement. L'info prend sens quand on n'est plus impuissant-e à maugréer dans son canapé, quand on peut s'organiser avec l'autre. Et concluons avec Jacques Rancière lorsqu'il affirme que « l'émancipation, [c'est] d'abord le fait de se donner dès maintenant des habitudes, des manières de sentir, des formes de pensée et de langage qui fassent [de nous] des participants d'un monde commun ».

Gildas⁹ et Rimso !

6. « Nous sommes tous du gibier de prison », *Offensive*, n° 8, 2005, p. 36-39.

7. Cet article s'en prend très peu aux militant-e-s qui utilisent les médias à gogo, quand ils n'existent pas qu'à travers les médias. De multiples critiques ont déjà été faites – y compris dans *offensive*.

8. Voir « Faut-il s'opposer à la propagande ? », *offensive*, n° 19, 2008, p. 6-7.

9. Merci pour leurs précieuses remarques et leurs discussions plus ou moins brèves à Guillaume, Martin, Max, Noémi, Nino, Thierry.

PLUTÔT QUE DE S'ARRÊTER À UNE CRITIQUE GLOBALE DES MÉDIAS ET DU POUVOIR DES ÉLITES DU JOURNALISME, C'EST BIEN À UNE CRITIQUE RADICALE DE LA FONCTION MÊME DE JOURNALISTE QU'IL FAUT S'INTÉRESSER. AUSSI, AU LIEU DE VOULOIR FAIRE DU JOURNALISME AUTREMENT, NE SERAIT-IL PAS PRÉFÉRABLE DE FAIRE DE L'INFORMATION, MAIS SANS JOURNALISTES ?

EN FINIR AVEC LE JOURNALISME

SOUVENT CRITIQUÉS, les journalistes inspirent peu la confiance. Chaque année, en France, une étude sur la « confiance dans les médias » confirme la détérioration de l'image des journalistes¹. Ce qu'on leur reproche : leur dépendance à l'égard des pouvoirs politiques et financiers, tout comme leur facilité à céder à la médiocrité, au sensationnalisme, à la course aux scoops et à la logique d'emballement médiatique. Il n'est pas rare d'entendre des personnes ayant été « victimes » de journalistes exprimer le sentiment d'avoir été utilisées ou trahies et se plaindre que leurs propos aient été déformés ou sortis de leur contexte. Ce qui explique qu'en temps de lutte, la présence des journalistes est loin d'être toujours la bienvenue. Dans les franges plus radicales de la contestation, les journalistes sont mêmes perçus comme des ennemis et des cibles privilégiées, chassés ou soigneusement tenus à l'écart des AG, manif, piquets de grève ou lieux occupés². Si les réactions à leur égard sont si dures, c'est que les journalistes ont dans leur grande majorité choisi leur camp : celui de l'ordre et du statu quo. Dur-e-s avec les faibles, tendres avec les forts. Il n'est donc pas étonnant que, pour celles et ceux qui font vivre des médias dits « alternatifs » dans une optique de transformation sociale, la figure du journaliste soit une figure repoussoir. Être « traité » de journaliste est même considéré comme une insulte.

LA TENTATION DU JOURNALISME ?

Pourtant, pour fabriquer et diffuser de l'information, il semble indispensable de recourir à des techniques, des conventions et des normes journalistiques (le reportage, l'interview, l'enquête, le rubriquage, la vérification des sources...). Ainsi, la relation avec le journalisme est pour le moins ambivalente. Mais avant de s'en réclamer, celles et ceux qui veulent réfléchir et agir sur le terrain de l'information devraient soumettre le journalisme à un examen critique. Il est en effet utile de revenir sur son histoire pour mieux cerner les valeurs et les pratiques qui fondent cette activité intellectuelle. On admet généralement que ce n'est pas le journalisme en tant que tel qui pose problème mais la manière dont il est pratiqué dans la presse marchande. Le journalisme serait neutre, seul son usage serait problématique. Quand il est « indépendant » ou « engagé », le journalisme serait un bon outil, un moyen d'accéder à une connaissance critique et un puissant vecteur d'indignation. Or, il s'avère en fait que c'est le journalisme en tant que tel, dans sa forme moderne apparue à l'ère industrielle, qui pose problème : en tant que régime de construction de la réalité et de confiscation de la parole par des intermédiaires autorisés.



Il y a bien quelque chose de pourri dans le royaume du journalisme. Il ne suffit donc pas de dénoncer le pouvoir des élites de la profession, éditocrates et cumulards des médias, ni d'attaquer la « presse aux ordres », le journalisme « de marché » ou les journalistes « couchés », comme le fait (plutôt bien) la critique des médias (Acrimed, Le Monde diplomatique et des sociologues bourdieusiens). Mais il semble indispensable de porter une critique radicale et politique du journalisme, de ses pratiques, de son idéologie de métier, de son rôle social et de sa fonction de régulation du système. Et cette critique peut se mener tout en défendant les précaires de la profession et la minorité de journalistes qui résistent « de l'intérieur ».

AUX ORIGINES DU JOURNALISME MODERNE

L'histoire retient que la naissance de la presse et du journalisme en France remonte à la création de *La Gazette* de Renaudot, en 1631. Les journaux sont alors sous le contrôle du pouvoir royal. Ni l'information ni l'expression des idées ne sont libres. Face à ce journalisme enchaîné, des feuilles clandestines et polémistes (libelles et pamphlets) vont se multiplier au XVIII^e siècle jusqu'à ce que la liberté d'opinion soit reconnue (article XI de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen). À l'époque révolutionnaire, et pendant une bonne partie du XIX^e siècle en dépit de la censure, le journalisme est un journalisme d'idées, d'opinions. Tirés à peu d'exemplaires, les journaux reflètent les idées et servent les ambitions politiques de leurs propriétaires. Chaque courant utilise la presse comme un outil de propagande. Alors appelé « publiciste », le journaliste est un notable de sexe masculin qui exerce une autre profession (avocat, professeur, etc.) et

1. Il s'agit du Baromètre de confiance dans les médias, TNS Sofres pour La Croix.

2. Ce dont rendent compte des slogans tels que « Médias partout, info nulle part ! » ou « Média, casse-toi ! ».



assume pleinement une vocation politique. C'est la préhistoire du journalisme.

Le journalisme moderne naît véritablement à la fin du XIX^e siècle, avec le passage d'une presse politique et artisanale à une presse commerciale, industrielle et dépolitisée (non partisane, plus précisément). Avec l'essor des journaux populaires³, considérés comme les premiers médias de masse, de nouvelles pratiques journalistiques s'imposent (comme le reportage) et une conception moderne de l'information d'inspiration américaine voit le jour. Rompant avec la tradition polémiste et littéraire, le journalisme s'intéresse aux « faits »⁴, qui prennent progressivement le pas sur les idées. L'information politique perd de son importance au profit d'une information à visée distractive : le lectorat de masse est nourri aux « feuilletons » (ancêtres des séries télé), aux échos de la vie mondaine, et surtout aux « faits divers », crimes et catastrophes. Soumise aux lois du marché et aux logiques industrielles, la presse doit toucher et satisfaire le plus large public en lui fournissant des nouvelles (news) agréables à consommer, facilement assimilables et satisfaisant sa curiosité. Dans ces conditions, les journalistes sont contraints d'afficher une neutralité. Les opinions et la politique divisent, il leur faut donc les tenir à distance. Tout comme les médias de masse qui émergeront au XX^e siècle (radio, télévision), la presse populaire recherche en effet le consensus et assure une fonction d'intégration sociale. Elle contribue de ce fait à faire accepter l'ordre social et à renforcer les préjugés — le chauvinisme est l'un des fonds de commerce de la presse de masse. Comme s'en félicite Émile de Girardin, pionnier de la presse de l'ère industrielle et patron du *Petit Journal*, ce dernier est parvenu à « éloigner les classes populaires des journaux – et donc des solutions – révolutionnaires et à les gagner massivement au respect de l'ordre social »⁵. Informer pour que rien ne change ! Ainsi, l'apolitisme du journalisme moderne n'est rien d'autre qu'un conservatisme qui ne dit pas son nom.

LES MISSIONS DU JOURNALISME

Le journalisme s'est professionnalisé (création d'un statut en 1936, de syndicats, d'écoles et de chartes de déontologie) et n'a pas cessé de se diversifier et de se hiérarchiser : rubriquards spécialisés, grands reporters, éditorialistes, chroniqueurs, photjournalistes, Web-reporters, locaux de la presse régionale ou correspondants à l'étranger, etc. Il n'existe donc pas de modèle unique de journalisme. Il faut plutôt parler de journalismes, au pluriel. Toutefois, bien qu'il n'y ait pas, à première vue, beaucoup de points communs entre un-e célèbre

présentateur-trice de JT et un-e pigiste sous-payé-e de la presse magazine, les journalistes ont des pratiques et techniques communes, respectent les mêmes règles déontologiques et partagent un imaginaire alimenté des mêmes mythes positifs : les journalistes se voient en garants de la liberté, croisés de la vérité, professeurs du peuple et serviteurs d'une presse considérée comme un pilier de la démocratie et un contre-pouvoir. L'idéologie de métier s'est donc construite sur ces mythes qu'il faut pouvoir démonter.

L'apolitisme du journalisme moderne n'est rien d'autre qu'un conservatisme qui ne dit pas son nom.

Informé, c'est faire des choix (de sujets, d'interlocuteurs-trices, d'angle, de cadrage, de titre, etc.). Tout le monde le sait et devrait assumer ces choix. Or les journalistes n'y sont pas prêts. Persuadés d'être des représentants, humbles et impartiaux, des intérêts de leur public, ils lui imposent leur choix dans la plus grande opacité. Alors que leur travail consiste à sélectionner des faits supposés dignes d'intérêt pour le public, les journalistes ne font pas que restituer la réalité derrière des faits. Ils ont le pouvoir de produire cette réalité, le pouvoir de décider, au nom et à la place du public, de ce qui doit retenir son attention. Mais ce pouvoir de passer sous silence des faits ou, au contraire, de leur attribuer une importance considérable, ils ne le remettent jamais en cause. De la même manière, les normes qui guident leurs pratiques ne sont pas questionnées. Si les journalistes se donnent pour mission de déterminer la valeur d'information d'un fait, ils le font en mobilisant des critères fort contestables. Les écoles de journalisme enseignent par exemple à leurs ouailles qu'un événement digne d'être relaté doit être « proche » du public (proximité temporelle, géographique, sociale et culturelle). Il doit également se caractériser par son « a-normalité » (« un train qui arrive à l'heure n'est pas une information ! »). De ce fait, le quotidien de lointains peuples exploités, tout comme l'ordinaire de la domination sociale, est bien souvent exclu du périmètre de l'information « digne d'intérêt ».

Les journalistes s'attribuent en outre un rôle de pédagogue censé expliquer de manière simple les faits et leurs principaux enjeux. Or, ils ne peuvent pour cela que mobiliser leurs connaissances parcellaires et leurs propres grilles d'analyse, reflet souvent pauvre du sens commun. Quand ils ne ■■■

3. Cet essor a été rendu possible par l'alphabétisation massive liée à la démocratisation de l'école, de meilleures capacités de diffusion (réseaux ferrés et système postal), les techniques d'impression industrielle, ainsi que la baisse des prix de vente des journaux compensée par l'argent de la publicité.

4. Un « fait » peut être défini comme un événement qui mérite notre attention et qui constitue la matière de base du journaliste.

5. Christian Delporte, *Les Journalistes en France (1880-1950)*, Seuil, 1999, p. 23.



■■■ parviennent pas à produire ces explications en interne, ils s'abritent derrière la légitimité d'une petite caste d'experts mobilisés pour éclairer le public « ignorant ». Mais avant de se présenter comme pédagogue ou vulgarisateur, les journalistes aiment se voir comme des animateurs du débat démocratique. Partageant l'idée qu'il n'y a pas de démocratie sans presse libre et que les médias sont le premier espace du débat public, les journalistes se donnent la mission « civique » d'éclairer le ou la citoyen-ne. Mais en guise d'encouragement à la participation politique, les journalistes ne laissent aux lecteurs-auditeurs-spectateurs que la possibilité de choisir à qui ils acceptent de se soumettre.

CONTRE L'IDÉAL D'OBJECTIVITÉ

Les journalistes prétendent qu'ils doivent la « vérité » à leur public. Ils s'appuient pour cela sur « l'idéal d'objectivité », qui s'est imposé comme la fiction par excellence du journalisme moderne. Pour les journalistes, qui se doivent d'être neutres et distancés, l'objectivité journalistique se réduit à juxtaposer deux points de vue (les « pro » et les « anti ») pour éclairer un fait d'actualité en en donnant une vision prétendument équilibrée (*balanced point of view*). Mais quoi qu'ils en disent, les journalistes ne sont ni neutres ni à distance de leurs interlocuteurs. Ils doivent cultiver sans cesse leurs réseaux et entretenir de bonnes relations avec celles et ceux dont ils dépendent pour obtenir des informations. Ce souci affiché de l'équilibre est factice puisque la balance penche sérieusement du côté du manche. L'idéal d'objectivité dissimule en effet mal les complicités réelles nouées dans les cercles du pouvoir, et la dépendance des journalistes à l'égard des sources qui font autorité (élus, responsables, patrons, experts, etc.). Les journalistes, qui se recrutent de plus en plus parmi les seules classes sociales supérieures, peinent tout autant à cacher leurs préférences pour les idées et les goûts dominants, qu'à faire exister des opinions minoritaires et dissidentes.

Mais au-delà de leur incapacité à respecter cette neutralité, il faut montrer que l'idéal d'objectivité en lui-même est une aberration morale. Toutes les opinions ne se valent pas et toutes les voix ne sont pas légitimes à s'exprimer. Le strict respect de la logique de l'objectivité journalistique conduirait, par exemple, à accorder « une minute pour Hitler et une minute pour les juifs ». Le principe de la balance des points de vue ne peut ainsi se justifier. La neutralité n'est ni possible ni souhaitable. L'existence d'oppressions et d'injustices nous pousse à prendre parti. Or, c'est justement ce que les journalistes s'interdisent de faire, cette option étant même proscrite de leur code de bonne conduite. La distance et le désengagement se sont en effet imposés comme norme professionnelle. Le « journalisme engagé » est donc un oxymore. Un « bon » journaliste ne peut et ne pourra jamais être un

« militant » : « Le métier de journaliste est un engagement, mais pas celui du militant ou du prédicateur. La recherche de la vérité n'est pas compatible avec l'enfermement dans un carcan idéologique », nous prévient l'auteur d'un manuel de journalisme de référence⁶.

Les journalistes seraient des « militants de la vérité », au-dessus de la mêlée et hostiles aux « idéologies ». Pour prouver que le journalisme n'a pas peur de déplaire (aux puissants) et qu'il ose porter « le couteau dans la plaie » et révéler des injustices, la référence à l'enquête et au grand reportage s'impose. Malheureusement, le journalisme d'investigation est une pratique extrêmement minoritaire. C'est l'arbre qui voudrait bien cacher la forêt. À l'instar des figures mythiques de grands reporters (Londres, Kessel, Pulitzer), la fonction première du journalisme d'investigation est bel et bien de légitimer la profession en cachant l'étendue de sa misère. Il est donc important de se méfier de l'attrait que peut susciter ce genre journalistique noble. D'autant plus que, dans le journalisme moderne, l'enquête s'intéresse quasi uniquement aux scandales de corruption et aux abus en tout genre (révéler les « Affaires »), au nom du respect de la morale et des lois. En cela, elle sert le seul projet de moralisation de la vie publique, assurant uniquement un rôle de « correcteur » pour mieux réguler le système et rendre le monde acceptable tel qu'il est : traquer les élites corrompues sans questionner la légitimité de leur pouvoir, dénoncer les dysfonctionnements des institutions sans voir que le problème vient de leur existence même, condamner les dérives du capitalisme mais pas le capitalisme lui-même...⁷

UNE INFORMATION SANS JOURNALISME ?

Dans sa forme moderne et dominante, le journalisme ne peut œuvrer à un projet radical de transformation sociale. Son rôle est de maintenir le consensus et l'ordre social. La solution n'est donc certainement pas de faire du journalisme autrement, mais bien de faire de l'information sans faire du journalisme. L'information reste un enjeu majeur dans les luttes, et les luttes pour l'information (s'appropriation des médias, produire ses propres médias) sont essentielles à mener. Lorsque l'on développe des pratiques d'information dans une perspective d'émancipation, il convient donc de réfléchir à nos manières de faire l'information et à notre critique de ses formes dominantes. Il est possible de s'inspirer de traditions minoritaires et subversives du journalisme indépendant, le journalisme d'infiltration à la Günther Walraff, le journalisme de lutte de classe des *muckrakers* aux États-Unis, etc.⁸ Mais il convient surtout de s'émanciper de l'emprise du journalisme, en inventant des manières originales de produire l'information, en assumant une subjectivité, en évitant les pièges de la spécialisation, en refusant de profiter du pouvoir que l'information confère, en choisissant le camp des opprimé-e-s et en soutenant les luttes. Et il faudra sans doute un jour inventer un nom pour décrire ce qui est bien différent du journalisme.

Zenoone

6. Yves Agnès, *Manuel du journalisme*, La Découverte, 2008.

7. *Critique de la raison journalistique*, Raison d'agir, 2004.

8. Walraff est un journaliste d'investigation allemand connu pour avoir infiltré des milieux (la presse people, une usine) sous une fausse identité et souvent déguisé (en travailleur turc, en SDF, etc.). Littéralement « fouille-merde », le terme *muckraker* renvoie à la poignée d'écrivains et de journalistes qui au début du XX^e siècle pratiquaient l'enquête sociale et un journalisme de combat contre les puissants aux États-Unis.



PENDANT LE MOUVEMENT SOCIAL SUR LES RETRAITES DE FIN 2010, L'ENVIE ET LE BESOIN DE FAIRE VIVRE ET DE DIFFUSER UN BULLETIN DE LIAISON AU NIVEAU NATIONAL S'EST FAIT SENTIR. RETOUR SUR L'EXPÉRIENCE DE JUSQU'ICI.

« JUSQU'ICI » UN MÉDIA DANS LA LUTTE

APRÈS QUELQUES semaines de mouvement, une fois que toutes les raffineries étaient bloquées et que l'économie commençait à en pâtir, il y a eu l'envie de participer davantage à ce qui se passait et de trouver un remède à un possible sentiment de dispersion et d'impuissance. Face à l'absence de relais dans les médias dominants, se coordonner pour produire et donner à voir le mouvement, à partir de l'expérience de celles et ceux qui sont mobilisé-re-s (tout en évitant la forme « tract ») est apparu essentiel. En termes de stratégie, l'information, sa fabrication et sa diffusion sont une des bases de l'organisation politique. Il est donc apparu judicieux, pour contribuer au mouvement, de proposer un outil d'information.

Un appel public a été lancé, initié par la revue Z, et différentes personnes et groupes ont participé à cette expérience. L'objectif commun était de rendre visible la pluralité des actions, des modes d'organisation et des mots d'ordre de ce mouvement, de se faire les « greffiers » de cette lutte.

Pour cela, le choix d'un journal papier s'est imposé. D'abord, parce que rien ne vaut un journal qu'on diffuse de la main à la main, qui permet de discuter et de rencontrer les personnes qui s'en saisissent. Ensuite parce si on peut trouver beaucoup d'informations en ligne, il est souvent difficile d'avoir une vision d'ensemble et d'y voir clair dans ce flux permanent et non ordonné.

Faire ce bulletin a permis de se réapproprier les outils de

représentation du monde, mais aussi de se donner un espace de confrontation des différentes questions liées au travail dans les milieux dits « autonomes », tant du point de vue de la critique que des modes d'organisation. Avec un peu de recul, on constate que le réseau de fabrication et de diffusion de *Jusqu'ici* s'est en partie confondu avec le réseau des groupes et des personnes cherchant à s'organiser en dehors des formes syndicales et militantes traditionnelles. Et l'un de ses points forts a été de renforcer les relations politiques entre ces différents groupes.

Il existe bien sûr des points communs entre Z et *Jusqu'ici*, et ces expériences sont complémentaires. Tandis que, dans Z, l'attention se porte sur l'enquête longue et l'analyse dépouillée de toute idée d'urgence ou de réactivité, avec de nombreuses relectures collectives et un souci de lisibilité à l'extérieur des groupes militants, *Jusqu'ici* avait une dominante « outil de lutte » beaucoup plus nette et se devait donc d'être confectionné et distribué rapidement. Mais l'un et l'autre se pensent comme des outils de liaison qui permettent de donner à voir ici ce qui se passe là, en espérant que les pratiques et les réflexions se nourrissent les unes des autres jusqu'à dessiner un horizon autrement désirable que celui de la gestion automatisée de nos vies, de la perte d'autonomie, de la démesure industrielle et du chacun pour soi.

Emma Piqueray

PASSEZ LE MOT !

EN NOVEMBRE 2007, les cheminots opposés au bazarage de leurs retraites se mobilisent en même temps que les étudiant-e-s contre la réforme des universités. Les grands médias sont particulièrement hostiles aux deux mouvements et les hiérarchies syndicales un peu à la ramasse. Deux éléments qui compliquent la circulation de l'information et l'analyse de la situation parmi les grévistes. S'il n'y a pas Internet sur les piquets, dans les rues, on peut y écouter la radio : quelques militant-e-s, issu-e-s pour certain-e-s de médias alternatifs, mettent alors en place deux rendez-vous quotidiens d'information, à 13 heures et 19 heures, sur l'antenne de Radio Canut¹. Ce dispositif, « Passez le mot ! »², fonctionnera pendant quinze jours en 2007. Il sera immédiatement relancé, par d'autres personnes, lors du mouvement des retraites de 2010. L'émission permet alors de diffuser des entretiens avec des grévistes par téléphone ou à la radio, des

reportages sonores, et de relayer des rendez-vous et des informations publiées sur Rebellyon.info³. Le site fait en effet office d'outil de coordination d'une large partie du mouvement, centralisant les rendez-vous et assurant un suivi en temps réel de ces journées lyonnaises agitées. Grâce aux points d'info de Radio canut, mais également à des coups de fil de camarades présent-e-s dans les rues, à la fac ou sur des piquets, à des mails échangés sur une liste de diffusion « antiautoritaire » qui réunit, sur cooptation, plus de deux cents militant-e-s sur l'agglomération, et à une participation accrue des Lyonnais-es sur le site. L'objectif, en partie atteint, est d'assurer une autonomie de communication au mouvement, à la fois interne mais aussi à destination du reste de la population : des infos fiables, synthétiques et/ou exhaustives, pour que les acteurs et actrices des luttes aient les éléments pour apprécier rapidement la situation, en même

temps qu'un lieu d'expression et de débat. Au-delà de ce dispositif, des pistes sont évoquées pour l'avenir : un « centre de médias », qui permettrait une meilleure coordination, la répartition et la rotation des tâches, et un journal local, qui donnerait également des nouvelles des autres villes. Un *Jusqu'ici* avec des pages lyonnaises ? Ari

1. Radio Canut, « la plus rebelle des radios », fonctionne en autogestion, sans permanent-e-s, et est diffusée sur l'agglomération lyonnaise sur 102.2. Contact : radio.canut@free.fr
2. L'expression « passer le mot » vient de « tric », mot que se chuchotaient à l'oreille les ouvriers et ouvrières avant de se mettre en grève sauvage.
3. Rebellyon.info est un site local d'information alternatif, participatif et collaboratif.

À lire

Semaines agitées. Publication collective, émotive et stratégique. Mouvement contre la réforme des retraites – Lyon
Atelier de création libertaire
Octobre 2010

UN PEU PARTOUT EN FRANCE, DES JOURNAUX LOCAUX EFFECTUENT UN VRAI TRAVAIL DE TERRAIN, OUVRENT DES BRÈCHES ET PORTENT UN COUP À LA MÉDIOCRITÉ ET À LA SERVILITÉ DU JOURNALISME DE PROVINCE. CE QUE TENTE DE FAIRE LE POSTILLON, JOURNAL DE LA RÉGION DE GRENOBLE.



PLAIDOYER POUR UNE INFORMATION LOCALE DE QUALITÉ

1. Voir à ce sujet les livres *Pourquoi le Daubé est-il Daubé ?*, Le Postillon, Le Monde à l'envers, 2011.
2. *Presse parallèle. La contre-culture en France dans les années 1970*, Steven Jezovannier, Le Mot et le reste, 2011.

IMAGINEZ UN PAYS qui n'aurait qu'un seul quotidien. Imaginez que ce journal, en plus de disposer d'un quasi-monopole de l'information, soit le partenaire affiché de l'État, de toutes les instances de pouvoir, des centres de recherche scientifiques, des banques et des quarante premières entreprises cotées en bourse. Imaginez qu'il édite les livres d'histoire, qu'il organise des salons dans tous les domaines, qu'il sponsorise la plupart des événements sportifs ou culturels. Si tel était le cas, des intellectuel-le-s d'autres pays s'insurgeraient contre la pensée unique imposée et vilipenderaient le journal, cette *Pravda*, cet organe de propagande. On parlerait de dictature ou bien de démocratie malade.

Cette situation que l'on jugerait scandaleuse à l'échelle d'un pays n'est rien d'autre que la réalité, à l'échelon local, du fonctionnement de la presse quotidienne régionale. C'est ce qui arrive, en effet, aux quatre coins de France, par exemple dans la région Rhône-Alpes et même au-delà, jusqu'aux Hautes-Alpes, au Vaucluse et aux Alpes de Haute-Provence (un territoire grand comme la Belgique, plus peuplé que la Moldavie ou la Slovaquie). Pour apprendre les nouvelles de leur région, les habitant-e-s du coin doivent se contenter d'un seul journal quotidien très lié aux pouvoirs locaux : *Le Dauphiné libéré*, alias *Le Daubé*. Et personne ou presque ne s'étonne ni ne s'insurge contre cette situation. Si tout le monde s'en accommode, c'est d'abord parce qu'elle arrange bien les notables locaux : pour un-e élu-e ou un patron, mieux vaut avoir un journal unique relayant fidèlement les communiqués que plusieurs journaux moins contrôlables et potentiellement tentés d'aller gratter là où ça fait mal pour vendre plus que son adversaire. Dans le domaine de l'information locale, les élites sont donc contre la concurrence ou, en tout cas, ne déplorent jamais la situation de monopole qui régit généralement ce domaine. Étrange silence qui contraste avec le lobbying bruyant de ces mêmes élites en faveur de « l'ouverture à la concurrence des services publics ».

Mais si cette situation perdure, c'est aussi la faute aux journalistes et aux militant-e-s, qui abandonnent l'information locale au monopole de grands groupes et à la médiocrité. Pour les journalistes, aux ordres ou un peu critiques, se cantonner à écrire sur une petite région provinciale est synonyme d'échec. C'est un sort réservé aux *losers*, aux mauvais, à celles et ceux qui manquent d'ambition et qui n'ont pas eu la fougue, les relations ou l'argent pour « monter à Paris » et « faire son trou »

dans une ou plusieurs rédactions nationales. Pour être dans le vent, il vaut mieux écrire sur la dictature des marchés financiers, sur la nouvelle réforme du gouvernement, sur de grandes affaires compliquées, sur les dessous de la guerre en Libye, etc. À l'occasion, un petit reportage dans un trou paumé peut être envisagé, mais seulement s'il est en rapport avec l'actualité nationale et si ces excursions ne sont que temporaires et surtout diversifiées : il faut savoir écrire le même genre d'article sur Athènes, Tripoli, Charleville-Mézières et Clichy-sous-Bois. Vouloir simplement rester dans une province, écrire, enquêter, raconter ce qui se passe dans cette région : voilà à peu près le summum de la ringardise pour la plupart des journalistes, qui préfèrent « l'entre-soi » de la Capitale.

Pour les militant-e-s, la production d'information locale est trop souvent délaissée au profit d'un activisme plus séduisant ou d'« alternatives » plus attirantes. Si le localisme ne fait pas rêver, c'est qu'il est dans beaucoup d'esprits définitivement associé aux journaux de la presse quotidienne régionale (PQR), remplis de résultats de concours de boules, d'articles plats et mal écrits, d'interviews complaisantes du maire, de résultats des courses et de « bons plans randonnée ».

Cette vision caricaturale de l'information locale n'est malheureusement pas si éloignée de la réalité. Mais le problème, c'est que beaucoup s'en servent de repoussoir pour rejeter à jamais le localisme, et se tourner définitivement vers l'actualité et l'activisme national et international. Manifester contre une réforme gouvernementale ou saboter un sommet de la Banque mondiale sont des choses bien plus attirantes qu'enquêter sur la zone industrielle du coin et diffuser des informations différentes à ses voisin-e-s. D'autant plus que se centrer sur le local peut être vu par certain-e-s « citoyen-ne-s du monde » en déplacement perpétuel comme quelque chose de « chauvin », voire « réactionnaire ».

Et pourtant, une information locale de qualité est indispensable pour qui désire agir sur le monde. Si les conditions de vie évoluent au gré d'événements géopolitiques internationaux et de décisions gouvernementales, elles subissent également beaucoup les politiques décidées et déployées localement. Et c'est sur ces dernières qu'il est le plus aisé d'agir : on peut plus facilement contrer un projet municipal que faire capoter une réforme gouvernementale. En outre, se concentrer sur l'action locale ne signifie pas une fermeture au reste au monde car, dans nos sociétés mondialisées, tout est relié.

A LIRE

Pourquoi le Daubé est-il daubé ?
Le Postillon
Le Monde à l'envers
2011



Une entreprise du coin peut être impliquée dans une guerre lointaine tout comme une innovation municipale sécuritaire peut être amenée à se généraliser ailleurs dans le monde. Parler du local est un biais pour parler du monde en général. Du local au global, comme disait l'autre.

Promouvoir l'action locale est aussi une façon de s'opposer au monde tel qu'il va, de développer des contacts et des solidarités dans un monde atomisé ou les liens sociaux se délient. À l'heure du culte de la mobilité libérale, faudrait-il laisser la promotion du sentiment d'appartenance et de l'enracinement à l'extrême droite ? De la qualité de l'information locale dépendent en partie la qualité de la vie locale et la possibilité de mener des luttes.

Trente ans après la fin de l'âge d'or de la presse alternative², certains journaux (*Fakir*, *Article 11*, *CQFD*, *La Décroissance*, etc.) essaient courageusement de faire exister une information différente à un niveau national. Malgré la qualité de leur production, force est de constater que leurs ventes restent limitées. Parmi les multiples causes de cette situation, le désintérêt d'un nombre grandissant de personnes pour la presse – dominante comme alternative – est certainement une des plus difficiles à contrer. Les gens ne lisent plus, donc n'achètent plus de journaux – d'autant plus s'ils sont « différents ». Pour redonner goût à l'information critique, ne faudrait-il pas favoriser l'échelon local ?

Depuis trois ans, je participe au *Postillon*, journal local bimestriel centré sur Grenoble et sa cuvette. Nous vendons entre 1 500 et 2 000 exemplaires par numéro, ce qui reste modeste pour une agglomération de 400 000 personnes. Mais je reste persuadé que, pour qui veut toucher un maximum de gens, c'est-à-dire des personnes « différentes », pas du même avis, éloignées socialement, il vaut mieux centrer ses écrits sur un petit périmètre.

Causer de sujets locaux permet ainsi de fédérer un lectorat potentiellement hétéroclite, de par son origine sociale ou de par ses orientations politiques. Cela n'implique pas d'aplatir son discours ou de cacher ses idées pour contenter le plus grand nombre : l'ancrage dans le local sert déjà de dénominateur commun, à condition de prendre soin d'apporter des infor-

mations et de ne pas faire simplement des billets d'humeur. De plus, la réalisation d'un journal local présente quelques avantages d'ordre pratique. D'une part parce qu'il est plus facile et moins coûteux d'« aller sur le terrain », d'observer, de rencontrer, d'interviewer. D'autre part parce que la diffusion du journal peut se faire de manière autonome. Au *Postillon*, nous assurons nous-mêmes la distribution dans les tabacs-presse et autres points de vente, sans être dépendant-e-s des conditions des distributeurs de presse, qui n'en finissent plus d'augmenter les tarifs et de compliquer la tâche des petites publications. En parallèle, on pratique régulièrement la vente à la criée, dans les manifestations, sur les marchés et pour des événements festifs, militants ou culturels.

Outre l'aspect financier, cette distribution artisanale est souvent l'occasion d'échanges intéressants avec les diffuseurs ou lectrices du journal. Échanges qui permettent d'avoir d'autres sons de cloche que les courriers ou mails envoyés – qui sont essentiellement des félicitations – et qui peuvent

Une information locale de qualité est indispensable pour qui désire agir sur le monde.

ensuite nourrir des articles. Faire un journal local, c'est aussi privilégier les contacts humains dans la « vraie vie » plutôt que les relations numériques et téléphoniques.

Enfin, sur un petit périmètre, on peut avoir l'ambition d'occuper suffisamment l'espace (par des collages d'affiches, des stands, des ventes à la criée, etc.) pour petit à petit imposer notre existence au plus grand nombre.

C'est la fameuse image dite « du crachat et de la cuvette ». Si on crache dans un grand lac, notre glaviot risque bien de ne produire aucun effet. Alors que si on crache dans une petite cuvette, il y a beaucoup plus de chances que notre glaire entraîne quelques vagues. Si on parvient, à force de travail, à améliorer la qualité et la quantité de notre salive, il est même possible de provoquer des débordements.

Basile Pévin



OUTIL D'INFORMATION MAIS SURTOUT ESPACE DE RÉFLEXION, LE JOURNAL QUE VOUS TENEZ ENTRE LES MAINS A TOUJOURS VOULU S'INSCRIRE DANS LE PAYSAGE DES LUTTES. PETITE HISTOIRE D'UN TITRE MILITANT QUI VEUT ÊTRE UN ESPACE DE RENCONTRES, DE RÉFLEXION ET D'INITIATIVES.

POURQUOI *offensive* ?



COUVERTURE DU 1^{ER} NUMÉRO D'OFFENSIVE

LE PREMIER NUMÉRO d'*Offensive* est sorti en novembre 2003. Un groupe de militant-e-s venaient de créer le groupe politique Offensive libertaire et sociale (OLS)¹. Publier une revue était le moyen de défendre des idées et de les diffuser. Avec ce trimestriel, l'ambition était de proposer autre chose qu'un « journal d'organisation », c'est-à-dire une publication qui reflète spécifiquement et uniquement les positions et les actions du groupe. *Offensive* se veut un journal de critique sociale, et non le porte-voix officiel d'un groupe politique.

UNE REVUE POUR LA LUTTE

L'envie des fondateurs-trices était de créer une revue politique, un journal d'opinion plutôt qu'un organe de contre-information. À partir de bases politiques claires comme l'anticapitalisme, la critique de la société industrielle, le féminisme radical, la pensée libertaire, la critique de l'État, nous voulions examiner les contradictions, nuancer les positions et montrer un cheminement de pensée autour d'une

vage féminisme « abolitionniste » ou féminisme « pro-sexe », sur le travail (en défendant une approche « artisanale » facteur d'autonomie, et non « anti-travail », et encore moins ultralibérale) ou sur le commerce (en examinant les lieux de vente de proximité sous un angle à la fois anticapitaliste et libertaire)². De la grande diversité des dossiers traités se dégage une cohérence. La critique de la vie quotidienne fait partie des axes de réflexion du journal. Depuis neuf ans, nous avons traité de la télévision, du sport, du tourisme, de la santé, de la culture de masse ou de l'enfance³. Les questions qui traversent l'engagement militant sont récurrentes : la position révolutionnaire, l'héritage de Mai 68, l'anarchisme, l'éducation populaire ou encore l'autonomie⁴.

FAIRE ENSEMBLE

Construire un numéro demande aussi d'assumer des choix éditoriaux. Dans une époque où toutes les paroles se valent, où l'on publie des logorrhées sur des murs Facebook, faire ensemble, c'est savoir se « censurer ». Un dossier n'est pas un catalogue d'opinions individuelles mais bien la recherche d'une réflexion collective. L'activité éditoriale consiste à choisir des articles, et donc à en refuser certains. Les auteur-e-s proviennent d'horizons divers. Ils et elles sont des spécialistes et des chercheurs, mais en grande majorité des militant-e-s (individu-e-s, groupes politiques, collectifs de lutte, etc.). Le savoir et la pensée tirés du terrain s'articulent avec des analyses issues des sphères plus universitaires, utiles pour comprendre les systèmes contemporains de domination et, espérons-le, les combattre.

Offensive est né d'un élan collectif, et le fonctionnement du journal conserve autant que possible cette dimension. Chaque sommaire est défini lors d'une réunion trimestrielle, au cours de laquelle nous sélectionnons les propositions d'articles à paraître. Les dossiers sont élaborés au fil de débats qui per-

La ligne éditoriale du journal s'est construite à l'image de notre investissement dans les luttes : en cherchant à éviter la posture dogmatique.

1. L'OLS se réunit tous les trois mois dans une ville où un-e de ses membres est présent-e. Nous y partageons nos expériences de luttes ou nos engagements dans des alternatives. Ces réunions sont ouvertes à toutes celles et tous ceux qui voudraient prendre part à nos activités politiques ou simplement échanger autour de nos articles (voir le texte en page 2).

2. Dans l'ordre des thématiques citées : « Putain de sexisme ! » (n° 16), « Travail, quel sens ? » (n° 25), « Un commerce sans capitalisme » (n° 17)

3. Dans l'ordre des thématiques citées : « Pour une critique radicale de la télévision » (n° 1), « On hait les champions » (n° 11), « L'horreur touristique » (n° 14), « Culture de classe ou (in)culture de masse » (n° 9), « Libérez les enfants ! » (n° 8).

4. Dans l'ordre des thématiques citées : « Révolutionnaire aujourd'hui » (n° 13, avec l'Organisation communiste libertaire-OCL), « Spécial 68 Mai encore ! » (n° 18, avec l'Organisation communiste libertaire-OCL), « Construire l'anarchie » (n° 23), « Savoirs pour s'émanciper » (n° 29), « Autonomie, démocratie directe » (n° 15).

question précise. La ligne éditoriale du journal s'est construite à l'image de notre investissement dans les luttes : en cherchant à éviter le plus possible la posture dogmatique, sans avancer une théorie comme étant la seule tenable, sans asséner des points de vue irréfutables. Les articles sont choisis avec le souci de chercher des influences et des points d'appui intellectuels divers, plutôt que de se replier sur des analyses rigides, fermées à la discussion.

La revue a été pensée comme un outil au service des luttes. Chaque dossier thématique veut approfondir une question politique, en aborder les enjeux essentiels, en tracer des lignes de fuite et fournir des pistes pour penser et agir. Pendant les débats de préparation de chaque numéro, nous examinons l'intérêt des réflexions abordées pour les luttes sociales. Le choix d'un rythme de parution trimestriel ne permet pas une grande réactivité mais elle offre la possibilité de prendre une distance, en s'éloignant d'une couverture de l'actualité à chaud, comme l'exigerait la logique médiatique. *Offensive* se présente bien comme le complément d'autres sources d'information engagées et critiques.

Dans le dossier (sur vingt-quatre pages aujourd'hui) qui constitue la colonne vertébrale de chaque numéro, nous essayons de développer une analyse approfondie et nuancée, d'ouvrir les pistes qui nous paraissent pertinentes. Nous voulons « travailler » un thème en essayant de nous départir d'une pensée radicale toute faite : en assumant une certaine complexité, en apportant un point de vue dissonant dans le ronronnement militant. Parmi les dossiers représentatifs de cette démarche, citons ceux sur la prostitution (en choisissant de sortir du cli-





mettent de mesurer l'intérêt du thème et l'angle par lequel il va être abordé. Ces temps de discussion sont l'occasion de confronter expériences et lectures, de mettre en commun des contacts, et d'affiner le contenu d'un numéro. Ces étapes constituent aussi une formation intellectuelle. Argumenter une position, rechercher l'information à plusieurs sources, confronter les analyses, mettre au clair sa pensée et la transmettre sont des savoir-faire indispensables à la formation d'un esprit critique et d'une pensée autonome.

Les savoir-faire de personnes plus ou moins aguerries se partagent, se transmettent et peuvent être réinvestis au sein des luttes (travail d'écriture, réalisation de maquettes, partage des tâches, rédactions collectives...). « Faire ensemble » implique aussi une rotation des tâches. *Offensive* s'inscrit dans ces aventures auto-gestionnaires qui cherchent à abolir toute structure hiérarchique.

S'ADRESSER À L'AUTRE

Dès le départ, nous avons eu le souci de nous adresser à des lecteurs et lectrices situé-e-s au-delà du seul cercle libertaire. En refusant la forme du « fanzine » et en cherchant à faire une publication élaborée, il s'agissait de toucher un maximum de personnes attentives aux questions traitées dans la revue. En délaissant les problématiques d'un microcosme militant, nous avons voulu apporter un éclairage sur des faits sociaux susceptibles d'intéresser tous ceux et toutes celles qui cherchent à combattre l'oppression. Intéresser au-delà des milieux militants et libertaires passe aussi par un effort de rigueur pour atteindre une qualité de contenu (fiabilité de l'information, citation des sources, recul critique, esprit d'analyse, ...). Un autre souci est de tendre vers une grande lisibilité des textes, ce qui implique un travail éditorial dans les règles du métier (relecture, correction, réécriture si nécessaire, application de règles typographiques, etc.) C'est le gage d'une revue accessible et compréhensible par des lecteurs très divers.

L'une des priorités à la création du journal était aussi de prêter attention à son aspect : le papier, la maquette, l'iconographie, l'écriture, etc. Y mettre « les formes » est pour nous un acte de résistance dans une société capitaliste qui fait régner le « vite-fait mal-fait » ou le « spontané ». Par ailleurs, notre volonté est de nous démarquer d'un certain folklore anarchiste (drapeaux noirs, A cerclés, images de manifs, etc.). La création graphique originale en une de chaque numéro contribue à l'identité d'une revue qui veut allier le sens et le sensible. En adéquation avec la pensée libertaire, nous voyons dans les formes autant d'importance que dans le fond. Si les articles sont « féminisés », c'est pour remettre en question les mécanismes de domination symbolique dans la langue française : les règles grammaticales où le masculin « l'emporte » rendent invisibles les sujets féminins (par exemple, « militants » masque la présence de militantes qui peuvent d'ailleurs être majoritaires parmi les militants). Le recours, de plus en plus répandu d'ailleurs, à une graphie plus égalitaire (militant-e-s) permet d'affirmer la visibilité de la moitié de l'humanité.

Neuf ans après la parution du premier numéro, on peut dire que l'une des bonnes surprises de l'aventure d'*Offensive* a été la diffusion réussie de la revue. Dès le début, le journal a été diffusé en librairie, dans les manifestations ou par correspondance. En s'appuyant sur des réseaux alternatifs, nous souhaitons aussi favoriser la rencontre, être le prétexte à la dis-



cussion. Depuis quatre ans, nous sommes aussi diffusés chez les marchands de journaux. La décision de collaborer avec un groupe aux visées purement capitalistes, et d'être diffusé dans des kiosques de gare et autres supermarchés, généralement peu propices aux échanges et aux rencontres, était motivée par la volonté d'élargir le cercle des habitué-e-s, d'atteindre d'autres lecteurs et lectrices que ceux qui fréquentent les librairies engagées⁵.

Le nombre d'abonné-e-s, les courriers reçus, la présence des lecteurs et lectrices aux débats-rencontres qui accompagnent la publication de chaque dossier confirment que ce pari risqué – notamment en termes pécuniaire – a été en partie remporté. *Offensive* rencontre un véritable écho, qui se traduit aussi par les différents « usages » de la revue. Lorsque nos dossiers sont diffusés et servent d'outils à des militant-e-s, nous avons le sentiment de produire un savoir que d'autres peuvent se réapproprier, de susciter et d'accompagner une réflexion vivante. Alors que la numérisation fait s'écrouler une bonne partie du marché de la presse papier, et que l'usage des blogs et des réseaux sociaux numériques s'impose, nous tenons plus que jamais à poursuivre la publication d'un journal en papier. La page de papier, objet clos sur lui-même, stable, est un support indispensable à une réflexion en mouvement. La revue est aussi un objet qui peut passer de la main à la main : elle peut être abandonnée sur une table, sur le comptoir d'un bar alternatif, ouverte à des lectures impromptues, loin des réseaux en « 3w ». Et elle peut être archivée. L'une des ambitions de l'OLS est aussi de produire des articles « durables », qui donnent des repères et qui éclairent d'autres problématiques⁶. Bref, des textes qui soient des ferments toujours actifs pour la critique et la lutte. **Chris et Gildas**

CI-CONTRE, CRÉATION VISUELLE EN COUVERTURE DE L'OUVRAGE « DIVERTIR POUR DOMINER » QUI REGROUPE LES TEXTES DE QUATRE DOSSIERS D'ANCIENS NUMÉROS ÉPUIÉS. UNE PROCHAINE ANTHOLOGIE EST EN PRÉPARATION AUTOUR DE LA QUESTION DE L'AUTONOMIE.

5. Les résultats ont dépassé nos attentes : un numéro se vend entre deux mille cinq cents et trois mille exemplaires chaque trimestre (et est donc lu par plus de monde encore).

6. Sur le site Internet de l'OLS, on peut consulter certaines archives et télécharger les numéros épuisés, et on peut commander les anciens numéros.

CATALOGUE MEDIAS LIBRES



À noter, une initiative de quelques médias autonomes et militants à laquelle *Offensive* prend part : « Nous, médias libres d'information comme de contre-information, indépendants économiquement, développons des points de vue aiguisés et subversifs sur le monde et les luttes sociales. Nous avons décidé, lors des rencontres de septembre 2011 à Forcalquier, de soutenir toute démarche de production d'information autonome, collective et militante. Nous refusons de répondre aux standards du commerce et de l'industrie pour partager des idées. Et nous voulons les partager le plus largement possible. À quoi tient notre existence ? Des bouts de ficelle par-ci, des coups de main par là, beaucoup d'huile de coude et très peu d'oseille... Ce catalogue est donc une invitation à nous découvrir, nous lire, nous cliquer, nous diffuser, nous écouter... ou nous imiter ! Nos médias libres sont divers et divergents. Mais nous sommes solidaires. »

Extrait du texte d'introduction et de présentation du catalogue « médias libres ». Disponible bientôt.

LA PRATIQUE DE L'ENQUÊTE OUVRIÈRE CHERCHE À FAIRE ÉMERGER LA PAROLE DES PERSONNES QUI PARTAGENT UN MÊME VÉCU D'OPPRESSION. À VISÉE ÉMANCIPATRICE, ELLE EST UNE MANIÈRE DE CONSTRUIRE ET DE FAIRE CIRCULER L'INFORMATION POUR LA TRANSFORMER EN FORCE POLITIQUE.

REDÉCOUVRIR L'ENQUÊTE OUVRIÈRE

1. Raymond Debord, « Enquête et conscientisation », *Praxis* n° 3, mars 2001, disponible sur www.le-militant.org
2. Notamment *Promenade à Londres, enquête sur l'Angleterre industrielle*, en 1839 ; *L'Union ouvrière*, en 1843.
3. Pelloutier souhaitait donner aux bourses de travail un rôle d'information économique et sociale au service de la classe ouvrière et de son auto-éducation.

C'EST AU XIX^e siècle, face à l'expansion du machinisme industriel et à la paupérisation des classes populaires, que les premières enquêtes sont apparues pour décrire la situation sociale et économique des ouvrier-e-s. L'identité des auteurs (d'où parlent-ils ?) et leur intention (révolutionnaire ou légitimiste par rapport à l'ordre social) permettent de distinguer différents types d'enquête. L'enquête à la troisième personne est typique du sociologue qui se place dans un rapport d'extériorité. L'enquête à la deuxième personne est celle du « tu » et du « vous » du militant non ouvrier qui défend les intérêts de la classe ouvrière. Tandis que l'enquête « à la première personne » est conduite par les ouvrier-e-s eux-mêmes¹. Cette dernière, baptisée « enquête ouvrière », vise à donner aux opprimé-e-s la possibilité d'être à la source de l'analyse et de l'action, dans une visée d'émancipation et de transformation sociale.

qui s'abîment à l'usine, fait alors émerger la « question sociale ». Les enquêtes portent sur les conditions de vie des ouvrier-e-s auquel-le-s on donne la parole afin qu'ils et elles décrivent leur situation et leurs aspirations. Dès les années 1840, les enquêtes ouvrières mettent en lumière la dégradation des conditions de vie des classes populaires partout en Europe. Flora Tristan, socialiste et féministe, joue le rôle de précurseur en témoignant de la misère et de l'injustice sociale du peuple qui travaille². L'essor de l'enquête va ensuite être le fait de la presse ouvrière naissante après la révolution de 1830. *L'Artisan*, *Le Populaire*, *L'Atelier* lancent une série d'enquêtes pour dénoncer les abus des patrons et peser dans les luttes ouvrières. Malgré leur faible impact, elles inaugurent une nouvelle approche de l'enquête par rapport à la sociologie naissante : ce sont les ouvrier-e-s qui doivent décrire leur situation et se défendre eux-mêmes dans une perspective de renversement du capitalisme. À la différence des premiers sociologues (enquête de Villermé sur les ouvrier-e-s du textile en 1840, ou de Le Play sur les ouvrier-e-s européennes en 1855) qui veulent maintenir l'ordre social en apportant quelques corrections au système, les militant-e-s ouvrier-e-s, tout en employant une méthodologie d'enquête aussi rigoureuse, visent quant à eux à expliquer les causes de l'exploitation pour mener à sa suppression. L'enquête ouvrière entend bien permettre aux prolétaires de prendre conscience de leurs conditions et des antagonismes de classe, préalables à l'action politique révolutionnaire. Le questionnaire de Marx rédigé en 1880 et publié dans *La Revue socialiste* poursuit cette tâche en initiant à son tour une vaste enquête ouvrière visant à persuader la classe ouvrière que « l'avenir lui appartient ». Au-delà de son intérêt « scientifique », l'enquête remplit une fonction d'éducation socialiste et de recherche des moyens de lutte contre l'exploitation capitaliste. Plus tard, Pelloutier, le père des bourses du travail³ s'engage dans une série d'enquêtes sur la vie quotidienne des ouvrier-e-s (durée du travail, salaires, travail des femmes, coût du logement et de l'alimentation, mortalité professionnelle, chômage...) dont les résultats sont publiés dans la presse anarchiste et socialiste. Pelloutier crée même à partir de 1897 un journal d'observation permanente de la condition ouvrière (*L'ouvrier des deux mondes*).

À l'origine, l'enquête ouvrière visait à briser l'isolement, à fabriquer du commun et des solidarités.

Elle inspirera plus tard l'enquête « conscientisante » dans la pédagogie des opprimé-e-s, ainsi que les pratiques des maoïstes. Ce sont ces méthodes et ces fondements politiques qui nous semblent encore aujourd'hui pertinents. L'enquête ouvrière se veut un outil de libération des opprimé-e-s. Son point de départ est la prise en compte des situations vécues par les classes populaires. Par l'enquête, il s'agit de susciter la prise de parole des personnes exploitées, pour imaginer, à partir de là, des moyens de lutte. À l'origine, l'enquête ouvrière visait à briser l'isolement et à fabriquer du commun et des solidarités (« faire classe ») contre des logiques de domination, en particulier contre l'exploitation capitaliste. Cette conscience partagée était l'une des conditions de l'action collective. L'enquête ouvrière est une « recherche méthodique reposant notamment sur des questions et des témoignages ». Elle cherche les causes derrière les faits afin de dégager des perspectives globales d'action. Ainsi, au-delà de la simple collecte d'informations dans le but de mieux connaître la réalité sociale, il s'agit d'un moyen de conscientisation, d'organisation et d'émancipation.

LA NAISSANCE DE L'ENQUÊTE OUVRIÈRE

Les premières expériences d'enquête ouvrière datent de la première moitié du XIX^e siècle dans un contexte où les mouvements ouvriers commencent à faire leur apparition et où la sociologie en est à ses balbutiements. Le contraste de plus en plus net entre les promesses de la République naissante (égalité, liberté) et la réalité concrète des ouvrier-e-s,

LES PRATIQUES D'ENQUÊTE

Au cours de la première moitié du XX^e siècle s'engage une importante réflexion sur la pédagogie à travers l'expérimentation des universités populaires. Mais autant les organisations du mouvement ouvrier, que les militant-e-s de l'éducation populaire et les intellectuel-le-s font le constat d'un rendez-vous manqué entre savoirs « froids » et savoirs



«chauds» (défaut de méthode dans le choix des sujets, tendance au savoir encyclopédique, peu d'occasions offertes aux ouvrier-e-s pour évoquer leurs métiers et leurs conditions). Toutefois, ce moment de rénovation pédagogique entraîne dans son sillage une vague d'enquêtes. Après la première Guerre Mondiale, ces méthodes sont préconisées aussi bien dans les formations ouvrières que dans les pédagogies émancipatrices à l'école et dans l'éducation populaire. La JOC (Jeunesse Ouvrière Chrétienne), par exemple, entité hybride entre syndicats et mouvements d'éducation populaire, développe dans cette perspective d'émancipation des ouvrier-e-s une méthode d'enquête (« voir, juger, agir ») dans le but de provoquer une « prise de conscience »⁴. À la JAC (Jeunesse agricole chrétienne) créée en 1926, il est même posé que, pour être agréé, un groupe doit avoir effectué une enquête sur son village. Des enquêtes sur des thèmes de préoccupation des jeunes sont proposées, puis des rencontres-débats permettent d'élaborer des propositions d'action. Un journal diffuse les fruits de ces travaux et les groupes organisent des pressions sur les décideurs. Cette pratique d'enquête sera même appliquée aux jeunes du contingent qui rentrent d'Algérie, et la publication d'un article intitulé « Buveur de sang » (appel à la désertion après l'enquête) vaudra à la JAC d'essuyer des menaces de l'État.

L'ENQUÊTE ENTRE 1960 ET 1970

Inspirée par le syndicalisme révolutionnaire, Simone Weil inaugure dans les années 1930⁵ une pratique que les militant-e-s maoïstes français vont se réapproprier : l'engagement en usine pour partager la condition des ouvrier-e-s et construire une analyse de l'aliénation capitaliste dans l'optique d'une action commune. Dans la séquence politique qui s'ouvre en amont de Mai 1968, de nouvelles pratiques d'enquêtes ouvrières inspirées par la Révolution culturelle chinoise et la critique antiautoritaire émergent en France et en Italie. Les textes théoriques de Mao Zedong proposent en effet aux

militant-e-s communistes de s'imprégner profondément de la réalité sociale des classes populaires pour proposer un programme de lutte révolutionnaire ancré dans cette situation. Il s'agit de mettre la pratique avant la théorie. Les maoïstes prônent des formes très engagées d'enquêtes pour connaître les réalités sociales ouvrières et s'opposent à la théorisation sans connaissance préalable des conditions de vie des classes populaires. Cette orientation marque la naissance du mouvement des « Établis » dès 1967⁶ : plusieurs centaines de militant-e-s intellectuel-le-s vont s'embaucher dans les usines ou les docks. Dans une articulation plus forte entre monde universitaire et militantisme, « l'opéraïsme » (courant marxiste italien ouvrieriste apparu en 1961 autour de la revue *Quaderni Rossi*) pratique si possible « à chaud » (dans les situations particulièrement conflictuelles) des enquêtes ouvrières à des fins politiques, tout en revisitant les relations entre marxisme et sociologie : « Par la méthode de l'enquête, nous devrions pouvoir éviter toute conception mystique de la classe ouvrière »⁷. Là encore, l'enquête est mise au service de l'action politique : connaître le degré de prise de conscience de la classe ouvrière, et comprendre comment les conflits peuvent se transformer en antagonismes et en espoir d'une alternative.

En France, *Les Cahiers de Mai* incarnent un « idéal d'enquête venue du bas » et vont par exemple couvrir la lutte de LIP à Besançon pour la faire connaître et en tirer des enseignements utiles à d'autres mouvements. En lien avec des associations d'éducation populaire, une autre pratique d'enquête utilise cette fois le support de la vidéo. Une expérience de cinéma ouvrier (sur, par et pour des ouvrier-e-s) est lancée dès 1967 par les groupes Medvedkine à Besançon et Sochaux⁸. Le constat de départ est qu'« il existe en effet des tas de films sur les pingouins, mais celui qui refléterait le mieux les conditions de vie des pingouins serait un film fait par les pingouins eux-mêmes »⁹.

En Amérique latine, l'enquête est pratiquée par Paulo Freire à travers sa pédagogie des opprimé-e-s. Entre 1962 et 1964, deux millions d'hommes et de femmes s'emparent de la méthode d'enquête conscientisante au Brésil pour apprendre non pas seulement à lire le monde, mais aussi à l'écrire politiquement. Elle est basée sur le débat en groupe et en cercles culturels à partir des situations d'oppression vécues. Freire défend une éducation qui offre « des instruments de résistance aux forces de déracinement » du capitalisme et de la colonisation du monde des opprimés par les oppresseurs¹⁰. Ces différentes expériences d'enquête ouvrière (ou conscientisante) ont en commun de partir de la description rigoureuse par les personnes qui les vivent de situations concrètes de domination, avec le souci constant d'analyser finement les soubassements des mécanismes (souci du rapport entre théorie et pratique)¹¹. Elles cherchent à susciter des solidarités entre les groupes opprimés eux-mêmes et avec des militant-e-s non ouvriers pour créer un rapport de force et renverser l'ordre social. Ces expériences ont réussi à rendre publics et dans des termes accessibles les antagonismes présents à différentes périodes historiques. Outil de conscientisation et d'information pour contrer la propagande médiatique et promouvoir d'autres récits de la réalité en s'affranchissant du langage technocratique, l'enquête ouvrière offre encore aujourd'hui un pouvoir d'agir sur nos vies.

Alexia Morvan



4. Françoise F. Laot et Paul Olry. *Éducation et formation des adultes. Histoire et recherches*. Institut national de recherche pédagogique, 2004, p. 24.

5. « Préhistoire de l'enquête ouvrière, du syndicalisme révolutionnaire à La Condition ouvrière de Simone Weil : enquête en première personne et politisation du fait technique », Patrick Marcolini, disponible sur www.europhilosophie.eu

6. La pratique de l'établissement est initiée au sein de l'UJC-ml (Union des jeunes communistes marxistes-léninistes). À ce sujet, lire Robert Linhart, *L'Établi*, Éditions de minuit, 1978.

7. « Conception socialiste de l'enquête ouvrière », Rainiero Panzneri, *Quaderni Rossi*, n°5, 1965, disponible sur <http://multitudes.samizdat.net>

8. Inspirés du train de Medvedkine, cinéma populaire itinérant militant en URSS, les groupes Medvedkine sont issus d'une expérience de cinéma originale à laquelle participe Chris Marker lors de la longue grève de la Rhodiaceta.

9. Chris Marker, dans Micheline Berchoud, « La véridique et fabuleuse histoire d'un étrange groupuscule : le CCPPO », *Les Cahiers des Amis de la Maison du Peuple*, n°5, mars 2003.

10. *L'Éducation, pratique de la liberté*, Paulo Freire, Cerf (3^e éd.), 1974, p. 94.

11. Voir aussi le dossier « Savoirs pour s'émanciper », *offensive* n°29.

FAIRE DE L'ÉCRITURE COLLECTIVE UNE FORCE D'ÉMANCIPATION

Propos recueillis par Zenoone.
Mis en forme par Zenoone et rafito.

Une petite présentation...

Timult est une revue plus ou moins bisannuelle, qui existe depuis 2009. C'est un journal écrit et fabriqué par des personnes qui se reconnaissent dans une culture politique féministe (qui se définissent en tant que femmes, lesbiennes, gouines, trans, et autres monstres qui refusent les identités assignées). Nous y parlons de toutes les luttes qui nous animent, pas seulement sur les terrains conventionnels du féminisme mais pour chambouler ce monde plus largement.

D'où vient l'idée de faire cette revue ? Pourquoi *Timult* ?

Nous nous sommes croisées dans des luttes et des réseaux activistes (contre le capitalisme industriel et les technologies, des luttes autour de l'urbanisme, du logement, des squats féministes ou non, des luttes antiracistes, etc.). Nous partageons des pensées que l'on pourrait dire « anarcha-féministes », mais aussi antiautoritaires, anticapitalistes, autogestionnaires, autonomisantes, qui dépassent les sujets attendus du féminisme. Nous avons partagé de l'analyse politique, de l'organisation collective. Certaines d'entre nous ont eu des expériences d'écriture à la fac ou dans des petits journaux. D'autres pas du tout. Nous nous sommes retrouvées aussi autour du constat que nous avons souvent du mal à lire les textes, journaux, livres, fanzines ou brochures. Trop souvent écrasées par les idées politiques qui y sont assénées, nous ne voulions pourtant pas renoncer à l'écriture et à sa force d'inspiration. Pour mettre en mots les idées et les préoccupations que nous partageons, faire de l'écrit un outil d'accompagnement des luttes. Comment fabriquer des choses que nous serions nous-mêmes capables de lire, que nous prendrions plaisir à

lire et qui seraient inspirantes ? Cette question en suscitait une autre : qui, dans nos entourages, fabrique le plus souvent du sens théorique, analytique, du discours politique ? Ce sont quasi intégralement des hommes, blancs, diplômés. Et il nous semblait qu'ils se conformaient à ces standards de la théorisation politique et de l'information qui nous laissent insatisfaites, et qu'ils les entretenaient. Nous voulions explorer des formes qui nous parlent plus. Des formes d'écriture accrocheuses, parlantes, clairvoyantes, abouties et, en même temps, fabriquées par des personnes moins à l'aise avec

des dynamiques similaires à celles sur lesquelles nous publions.

Vous expérimentez des formes d'écriture collective et d'accompagnement à l'écriture. Comment s'écrit *Timult* ?

La visée de tout cela, c'est d'abord de s'inscrire dans les luttes, dans la construction d'une force collective... fabriquer des textes politiques qui soient des leviers pour la réflexion et l'action, plutôt que des dogmes ou des litanies. Les vérités assénées et généralisantes du genre « Le monde est comme ci et comme ça ! C'est comme ça que ça se passe de tout

Rendre visible des réalités souvent invisibles, c'est donner du pouvoir aux gens, c'est leur donner de la force.

l'écriture, qui ont moins l'habitude, qui ne se sentent pas capables. Nous ne voulions pas jouer les journalistes mais nous tenir nous-mêmes dans des pratiques de lutte, dans des bagarres collectives. C'est de cette position-là que nous voulions écrire et inviter à écrire. En tant que collectif *Timult*, nous nous sommes promis de continuer à faire ce canard tant que nous serions impliquées

temps dans l'histoire de l'humanité ! L'histoire nous montre bien que tous les éléments historiques convergent vers... » sont des formules hyper présomptueuses mais, surtout, elles donnent très peu de place aux lecteurs et lectrices. C'est pour cela que nous aimons travailler la subjectivité des textes. Il s'agit de faire exister des auteur-e-s, ce qui n'implique pas forcément de les identifier : ils et elles peuvent être anonymes, multiples, fictionnel-les. Rendre visible que les idées viennent de quelque part, de vécus, d'expériences, de rencontres, donne du pouvoir aux lecteurs et lectrices pour s'en emparer, ressentir de l'empathie, faire le tri, refuser. Cela donne de l'espace pour se positionner, de la distance pour dire : « Je comprends comment on peut en arriver à penser cela, mais je ne suis pas d'accord ! ». Nous voulons aussi visibiliser des auteur-e-s beaucoup plus varié-e-s, des auteur-e-s insoupçonné-es (qui ne soient pas le stéréotype du mec blanc,



âgé, savant), montrer qu'une histoire racontée depuis un vécu spécifique a voix au chapitre, que c'est légitime, intéressant et que c'est la réalité de plein de personnes. Rendre visible des réalités souvent invisibles, c'est donner du pouvoir aux gens, c'est leur donner de la force. Nous voulons que les lecteurs et lectrices ne soient pas seulement impressionné-es par des idées mais se sentent capables de prendre la parole, de réfléchir, de s'emparer de ces idées et de défendre ce qui leur est cher. Dans le féminisme, on parle d'*empowerment* : ce sont les personnes qui prennent les moyens de leur émancipation pour elles-mêmes et selon leurs propres critères (et plus sûrement à plusieurs !). Une certaine tradition de l'éducation populaire, aussi...

Il fallait inventer des manières d'écrire ce qu'on avait envie de lire. Et s'aider à écrire. Dans *Timult*, nous ne sommes pas toutes très à l'aise avec l'écriture. Nous avons donc d'abord expérimenté sur nous-mêmes des méthodes pour faire sauter les stéréotypes et créer des conditions propices à l'écriture.

On veut déconstruire les logiques propriétaires. On se fout du génie ou d'être originales ! Nous faisons des ateliers d'écriture, nous proposons à des personnes intéressées par les mêmes sujets de se rencontrer, nous multiplions les allers-retours sur les textes. Écrire à plusieurs, passer un texte de main en main. Commencer, puis caler, ne pas savoir comment conclure et demander à une autre de le faire, avant de revenir dessus, voir si cela nous parle. Écrire en parlant, en faisant des interviews. Trouver des formes qui fabriquent un sentiment de puissance dans l'écriture. Se sentir capable d'écrire.

Il ne s'agit pas de « démocratiser » l'écrit pour produire des textes que l'on jugerait médiocres : nous ne voulons pas d'un rapport condescendant à l'écriture. L'idée, c'est de se sentir ensemble assez fort-e-s dans un processus d'écriture pour arriver à des formes qui nous plaisent. Arriver à être exigeantes d'une manière bienveillante, en prenant le temps. *Timult* fait un peu un travail d'éditeur. Nous recevons pas mal de propositions spontanées de textes et les dialogues sont fournis avec les différentes personnes qui écrivent. Cela donne de la force d'être dans un travail long, exigeant, et dont on peut se dire après coup que le résultat est valable. Mais nous ne poussons pas à



ce que les textes soient publiés si les auteur-e-s ne sont pas d'accord, et inversement, nous ne nous plions pas à la volonté d'auteur-e-s. Nous ne voulons pas de la pression à l'écriture, de ces ambiances de journalisme avec des *deadlines* et un nombre de signes à respecter. Nous ne parlons jamais en nombre de caractères ou de pages. Si des textes nous semblent trop longs, nous proposons d'y travailler mais ce n'est pas en fonction de la maquette. Si les textes ne sont pas prêts, nous les publierons plus tard. Les standards sont très extensibles. Il y a plein de formes possibles. C'est l'accumulation de ces formes qui est inspirante et donne des envies d'écriture.

Quel est votre rapport au journalisme, à l'actualité et à la temporalité des luttes ?

Nous voulons plus réfléchir sur les pratiques que sur l'information brute. Dix ans après une lutte, on peut toujours en tirer des choses pour maintenant. Il arrive qu'il y ait des brèves et des textes collés à une certaine actualité, mais ce n'est pas un grand objectif de *Timult*. Nous ne travaillons jamais seulement sur le prochain numéro. On a des textes en cours dont on ne sait pas quand ils seront prêts.

Le travail d'enquête critique qui nécessite d'approfondir un sujet sur un temps long vous inspire peut-être plus ?

Timult n'est pas une revue philosophique, sociologique ou historique, mais on a envie de se priver de rien. On parle de choses qui se passent, de gens qui font des choses. Et quand on fait une recherche basée sur des interviews, de la lecture d'archives ou de l'écoute d'émissions

de radio pour raconter ce qui s'est passé, par exemple, dans une radio libre à Berlin-Est en 1989¹, on fait de l'investigation. On fabrique de l'information, on recoupe des données qui n'avaient jamais été rassemblées pour expliciter une réalité. Et on les relie à des choses plus contemporaines. L'article sur le quartier de la Villeneuve, à Grenoble, basé sur les années 1970-80, n'est pas un texte historique mais un texte sur ce qu'est ce quartier aujourd'hui². Il nous lance sur les rapports de classe aujourd'hui, les politiques d'urbanisme aujourd'hui. Nous voulons exploiter tout ce qu'il y a à notre portée et qui nous permet de réfléchir. Il n'y a pas de standard, pas de manière de faire qui permettrait de décréter à la face du monde que tout ce qui se fait d'autre, c'est *peanuts* ! Nous voulons aussi faire de la littérature, prendre plaisir à travailler sur le langage, les imaginaires, les ambiances... Ce truc de l'empathie, de l'identification à des récits, nous permet de réfléchir. Et puis il y a la puissance de la fiction. Raconter des histoires, cela donne de la profondeur et rend palpable ce sur quoi on réfléchit.

C'est la mode du *storytelling* dans le journalisme de masse, finalement c'est un peu cela !

Peut-être... on s'en fout ! La question intéressante est plutôt cette articulation entre le « je » et le « nous ». Le « je » permet de raconter des choses subjectivement en visibilisant des auteurs, des narrateurs, etc. mais pour l'inscrire dans les luttes, dans la construction d'une force collective. ■



À LIRE



Villeneuve 1969-2011 : mixité sociale mon cul !

Timult

tiré à 2000 exemplaires ; diffusé par abonnement, dans certaines librairies et dans des réseaux de diffusion plus confidentiels. Vendu à prix libre ou à prix fixe (3 euros). timult@riseup.net

1. « Berlin 1989-90, construire sur les ruines du système », *Timult* n° 1, octobre 2009, pages 18-27.

2. « Mixité sociale mon cul ! Histoire de la Villeneuve », *Timult* n° 4, avril 2011, pages 16-31.



DOSSIER

DANS LES COMBATS FÉMINISTES, POUR REPRENDRE LE CONTRÔLE SUR LEUR IMAGE, DES FEMMES ONT DÉCIDÉ DE S'EMPARER DE LA CAMÉRA, DE S'ORGANISER POUR FILMER ET RACONTER LE MOUVEMENT.

NE M'INFORME PAS, JE M'EN CHARGE !

La vidéo légère, arme de lutte féministe

1. Extrait du manifeste de Videa paru dans *Les Femmes s'entêtent*, n°2, mai 1975, p. 12.
2. Thérèse Lamartine, *Elles cinéastes ad lib 1895-1981*, Éditions du Remue-Ménage, 1984
3. Ainsi se termine le film *Maso et Miso vont en bateau* (Les Insoumuses, 1976).
4. Entretien filmé avec Carole Roussopoulos, août 2007.
5. Lors de la réalisation en 1975 du film *Les prostituées de Lyon parlent*, la vidéo a par exemple servi de porte-voix aux prostituées qui occupaient une église.

À LIRE



Caméra militante. Lutte de libération des années 1970
Ouvrage collectif qui accompagne le DVD des films réédités de Carole Roussopoulos
Metis presses
2010

DANS LES ANNÉES 1970, des femmes décident de prendre en main leur propre libération, mais aussi de s'approprier les outils d'information et de représentation. Alors qu'émerge un cinéma de combat qui s'assigne une mission de contre-information, d'intervention et de mobilisation, elles vont s'emparer de la vidéo comme arme de lutte politique. Leur but premier est d'exprimer des « revendications féministes et lutter par-delà contre l'oppression masculine et le chauvinisme mâle »¹. Le constat de départ est que le cinéma (comme la télévision) représente d'abord le monde tel qu'il est vu par les hommes. Le sexisme y est écrasant et, jusqu'au début des années 1970, les femmes réalisatrices sont extrêmement rares. La place des femmes est devant l'objectif, comme objet du désir du regard masculin, comme « chair à caméra »². Même dans les milieux militants, le cinéma reste une affaire d'hommes. Peu de films sur des femmes sont produits et encore moins avec un point de vue féministe. Des femmes (féministes) décident donc de passer derrière la caméra et d'opérer une révolution du regard. La nécessité s'impose de se raconter et de créer des images qui leur soient propres. Leur libération passe par le fait de prendre la parole et de se réapproprier leur corps par l'image. « Aucune image de la télévision ne veut ni ne peut nous représenter. C'est avec la vidéo que nous nous raconterons. »³ Pour cela, elles choisissent la vidéo légère. Non pas parce que les caméras sont moins lourdes, comme certains se plaisent à le croire, mais bien parce qu'il s'agit d'un « média vierge », sans école, ni passé, ni histoire, et que les hommes n'ont pas encore accaparé. Pionnière, Carole Roussopoulos fonde en 1969 Vidéo Out, premier groupe de vidéo militante en France. En tant que bras vidéo de la lutte, Vidéo Out a le projet d'accompagner les « sans-voix » et les opprimé-e-s (Black Panthers, militante-s basques ou palestinien-ne-s, luttes antinucléaires, expériences autogestionnaires, et surtout le mouvement des

femmes). « La vidéo portable permettait de donner la parole aux gens directement concernés, qui n'étaient donc pas obligés de passer à la moulinette des journalistes et des médias, et qui pouvaient faire leur propre information. »⁴ Figure du cinéma féministe et membre du MLF, Carole Roussopoulos incarne bien la relation forte qui se noue d'emblée entre les femmes et la vidéo militante. Dans le sillage du film *Grève de femmes à Troyes* (1974), la première vidéo spécifiquement féministe, de plus en plus de femmes se mettent à s'approprier l'outil vidéo. À côté des groupes vidéo mixtes, se forment des collectifs de femmes. Ces collectifs non mixtes (*Videa*, *Les Muses s'amuse*, puis *Les Insoumuses*, les *Vidéoteuses* à Montpellier ou encore *Aire-elles* à Aix-en-Provence) vont s'attacher à traiter des questions passées sous silence ou reléguées par les médias dominants (stéréo-

Elles inventent de nouvelles pratiques audiovisuelles de lutte.

types sexistes, sexualité, lesbianisme, travail domestique, etc.) et à filmer les luttes féministes (combats pour l'avortement et la contraception libre et gratuite, mobilisation des ouvrières de LIP, des lesbiennes ou des prostituées⁵, combats contre le viol, etc.). Collectivement, elles inventent de nouvelles pratiques audiovisuelles de lutte. Leur usage de la vidéo s'inscrit bien dans une démarche politique d'autoreprésentation, conforme à leur exigence d'auto-émancipation et aux principes d'autonomie prônés par le MLF. Avant tout militantes, les vidéastes féministes réalisent des vidéos sur les luttes auxquelles elles participent, ce qui les distingue radicalement des vidéastes professionnelles, bien campées dans leur position d'extériorité. En filmant de l'intérieur, elles modifient les rapports entre filmé-e-s et filmantes, et créent, entre elles, de la confiance et de la sororité. À l'instar des groupes de conscientisation, les vidéos féministes travaillent à politiser le domaine du privé en filmant des témoignages de femmes et des conversations politisées. Les femmes sont en effet encouragées à prendre la parole et à mettre en mot des conflits, des contradictions, dans l'optique double d'un changement concret du quotidien, du rapport au corps et à l'intimité, et d'une transformation radicale de la société. Utilisée comme outil de contre-information pour agir « à chaud » sur les événements, la vidéo féministe a aussi fonctionné comme outil d'analyse et de quête d'une identité individuelle et collective autonome. Elle a en cela constitué un véritable outil de libération des femmes.

Hélène Fleckinger et Zenoone

Une volonté de contre-information

« Châtrée depuis toujours par la société patriarcale, façonnée par le désir de l'homme, "la femme" n'est qu'une image coupée de sa propre identité. C'est par leur lutte, par les connaissances acquises sur elles-mêmes et par elles-mêmes, que les femmes sont en train de créer leur propre histoire, leur propre culture. [...] La vidéo est pour nous une intervention féministe. Femmes auprès d'autres femmes, nous filmons nos luttes, nos vies, nos rêves... La vidéo est pour nous un moyen de contre-information. Tout ce qui nous concerne doit être dit par nous, et non par les hommes qui, détenant le monopole des médias, dénaturent l'information. »
extrait du Manifeste du collectif Videa



LES SITES D'INFORMATION INDYMEDIA FONCTIONNENT SUR LE PRINCIPE DE LA PUBLICATION OUVERTE. MAIS CE PROCÉDÉ A PERDU DE SON POTENTIEL CRITIQUE. À L'HEURE DES BLOGS ET DES RÉSEAUX SOCIAUX NUMÉRIQUES, QUEL RÔLE PEUT ENCORE JOUER INDYMEDIA ?

INDYMEDIA...

un média de lutte à l'heure du Web participatif ?

À LA FIN DES ANNÉES 1990, alors qu'Internet prend son essor et qu'un mouvement large de refus de la mondialisation «néolibérale» se développe, la question de la réappropriation des médias est dans beaucoup d'esprits. En 1999, pour la durée du contre-sommet de l'OMC à Seattle, un centre médias indépendant (IMC pour Independent Media Center) est mis en place par une poignée de médiactivistes. Son but est double. Il consiste d'une part à diffuser aux médias des informations produites et contrôlée par les militant-e-s, et d'autre part à fournir à ces dernier-e-s un moyen de coordonner leurs actions à travers une plateforme Web d'autopublication. En raison du succès de cette zone autonome d'information et de communication (un million de connexions par jour), l'expérience sera renouvelée à chaque contre-sommet (à Prague, Nice, Gènes, Évian, etc.).

C'est dans ce contexte-là qu'émerge, dans la frange anticapitaliste et antiautoritaire de la contestation, Indymedia (contraction d'*independant media*). Indymedia est un réseau mondial de médias indépendants fonctionnant de manière autogérée, horizontale et décentralisée. Plus de dix ans après la création du premier site Web Indymedia, on en dénombre aujourd'hui près de deux cents à travers le monde, dont cinq en France (Paris, Grenoble, Nantes, Lille, Bordeaux). Média de lutte, média au service des luttes et des transformations sociales, Indymedia offre un espace de parole à toutes et tous les résistant-e-s, les dominé-e-s, les minoritaires, les invisibles et les sans-voix. La particularité d'Indymedia est qu'il repose sur un principe d'inspiration libertaire : la publication ouverte (*open publishing*). Sur le site Indymedia, tout le monde peut publier librement des informations sur les luttes et partager ses analyses critiques pour «changer le monde en l'améliorant»¹. Il n'y a ni contrôle éditorial, ni journalistes². Le rôle des membres d'Indymedia se limite à faire fonctionner techniquement l'outil et à modérer les articles publiés de manière transparente.

UNE CRITIQUE EN ACTE DES MÉDIAS

À l'origine du projet Indymedia, il y a une réflexion sur le pouvoir, plus spécifiquement le pouvoir d'informer – celui que s'octroient journalistes, expert-e-s et autres professionnels de l'information. L'information au service des luttes doit surgir d'en bas et ne doit plus être la chasse gardée de quelques journalistes alternatifs et autres maîtres à penser de l'élite militante. Trop souvent confisquée par des spécialistes et prescripteurs d'opinions, la parole doit être libérée. Pour informer et analyser le monde, il n'est nul besoin d'in-

termédiaires autorisé-e-s dont on se rend dépendant. Les personnes qui participent aux luttes sont souvent les mieux placées et les plus légitimes pour en rendre compte. Ainsi, tout le monde devrait, là où il se trouve et selon ses moyens, pouvoir contribuer à l'effort d'information, conçu comme une activité d'utilité sociale. Indymedia met donc le potentiel critique de la participation ouverte (*open publishing*) au service d'une remise en cause radicale de la fonction de journaliste, spécialiste de l'information. Concrètement, Indymedia travaille à effacer progressivement la frontière entre producteurs-trices (actifs et actives) et consommateurs-trices (passifs et passives) de l'information. Et grâce à la publication ouverte, il est également possible de casser les standards du récit d'information et de s'émanciper des contraintes for-

Les personnes qui participent aux luttes sont souvent les mieux placées et les plus légitimes pour en rendre compte.

melles de l'écriture journalistique : faire un récit subjectif à plusieurs voix, témoigner d'une expérience personnelle, restituer une interview in extenso, reproduire un tract, proposer une analyse politique, inviter à l'action, etc., le tout en puisant dans tous les répertoires du discours et en s'autorisant à recourir à la satire, au détournement, à la digression métaphorique. Indymedia permet d'ouvrir «à une diversité de postures d'énonciation à l'encontre des règles de distanciation de l'écriture journalistique»³.

LA PUBLICATION OUVERTE

Ainsi, Indymedia soutient l'expression d'une multitude de voix, d'une pluralité de récits, et d'une diversité de visions politiques. Mais cette ouverture et cette liberté de parole ont un prix : des attaques incessantes de spammeurs et autres «trolls»⁴, des textes inintéressants et une qualité globalement médiocre des contenus publiés. Depuis leur création, tous les sites Indymedia ont en effet dû faire face à des attaques et à la prolifération de textes incompréhensibles, polémiques, complotistes ou vides de sens et de contenu politique. Ces difficultés sont accentuées par la politique de non-intervention des équipes de modération d'Indymedia. Ces dernières s'interdisent en effet d'intervenir sur le texte (sur la forme comme sur le fond), ou même de dialoguer avec l'auteur-e d'un texte pour l'améliorer. Pas de réécriture ni même de correction orthographique, la principale action ■■■■

À LIRE



Médias autonomes
Andrea Langlois
et Frédéric Dubois
Lux, 2006

1. Extrait de la FAQ («frequently asked questions») d'Indymedia Global.

2. Comme le dit le slogan, «sur Indymedia il n'y a ni journaliste à la botte, ni journaliste, ni rédacteur en chef, ni chef!».

3. Dominique Cardon, Fabien Granjon, «Médias alternatifs et radicalisation de la critique», *La démocratie aux extrêmes. Sur la radicalisation politique*, Annie Collovald et Brigitte Gaiiti (dir.), La Dispute, 2006.

4. Il s'agit d'individu-e-s ou de groupes dont le but est de bombarder les sites en *open publishing* pour propager leurs idées ou nuire au bon fonctionnement de ce type de média.

■■■ consistant à refuser des articles (ils restent visibles, temporairement ou non, mais dans une catégorie à part). Ainsi, les difficultés auxquelles sont confrontés les collectifs Indymedia sont majoritairement liées à la modération et nous renseignent sur les limites du principe de publication ouverte. La multiplication des contributions demande en effet un véritable effort au lecteur pour faire le tri et se repérer au milieu de tous les articles. Quant aux modérateurs et modératrices, qui doivent également faire face à la charge de

Aujourd'hui publier soi-même du contenu et participer à l'information nous semble pour le moins banal.

travail qu'induit la multiplication de messages, ils expriment une frustration liée au mauvais usage de la publication ouverte qui nuit à la qualité globale du contenu. Déjà, en 2003, Gale Beckerman écrivait que «la publication ouverte est devenue, dans certains cas, le plus grand handicap d'Indymedia»⁵. C'est donc pour lutter contre toute sorte d'abus de l'*open publishing* (spams, incitation à la haine, etc.) que la plupart des sites ont développé des « politiques éditoriales » transcrites dans des chartes⁶. Si cette mesure a permis de réduire en partie le « bruit », les modérateurs et modératrices estiment que la modération consomme encore trop de temps et d'énergie, et déplorent l'accumulation de textes copiés-collés et de messages hors contexte local, totalement hors propos ou incompréhensibles.

Comment dès lors tendre vers des contributions de « qualité » et améliorer la qualité des articles et l'« utilité » du site, sans pour autant renoncer au principe de publication ouverte ? Sans décider à la place du lecteur ce qu'il est en droit ou pas de lire, les médiactivistes peuvent tout de même faire évoluer la charte qui explicite l'esprit du projet et, en creux, la ligne éditoriale du site. Sur Indymedia, tout n'est pas publiable. Une sélection d'articles est bel et bien opérée sur des bases politiques et idéologiques. Sur Indymedia, publica-

tion ouverte ne signifie pas que tout contenu plus ou moins en rupture avec la pensée dominante mérite d'être publié. Il y a bien une exigence de cohérence politique qui distingue Indymedia d'autres médias qui se proclament « participatifs », comme AgoraVox, auquel on le compare souvent. Indymedia n'est pas un média « participatif » ou « citoyen » parmi d'autres dans la mesure où il rejette cette conception libérale qui sacralise la liberté d'expression.

L'IDÉOLOGIE PARTICIPATIVE

Consubstantiel au projet Indymedia et étroitement lié à l'esprit de partage qui anime la « communauté du libre »⁷, le concept d'*open publishing* est apparu, à l'aube de l'an 2000, comme un concept révolutionnaire qui portait en lui le potentiel de transformer le rapport traditionnel et vertical à l'information. Il faut en effet se rappeler qu'à cette époque, l'immense majorité des internautes se contentait de consulter de manière passive des pages et des sites Web administrés par quelques webmasters. Seuls capables de publier du contenu, ces derniers gardaient la main sur les sites qu'ils développaient. Réduits à cette passivité caractéristique de la consommation des médias de masse, les internautes n'étaient alors pas en mesure, à de rares exceptions près, de concevoir leurs propres moyens de publication ni d'interagir avec le contenu en ligne. Ainsi, avant l'apparition des premiers blogs, Indymedia allait bouleverser la donne en offrant à tout le monde la possibilité de publier et de partager facilement de l'information sur Internet.

S'il est important de reconnaître qu'en 1999 l'*open publishing* s'imposait comme une innovation radicale, aujourd'hui, quelques années après l'explosion des blogs, des réseaux sociaux numériques (Twitter, Facebook) et des médias dits « citoyens » (Rue 89, lepost.fr, etc.), publier soi-même du contenu et participer à l'information nous semblent pour le moins banal. Journalistes, experts et idéologues nous l'ont répété à satiété depuis l'émergence d'une nouvelle génération de sites participatifs et de sa cohorte de *start-up* : avec le

5. Beckerman, G., « Edging Away from Anarchy. Inside the Indymedia Collective, Passion vs. Pragmatism », *Columbia Journalism Review*, septembre-octobre 2003.

6. Frédéric Dubois, Andréa Langlois, *Médias autonomes*, Lux, 2006.

7. Voir notamment *Libres enfants du savoir numérique*, Oliver Blondeau et Florent Latrive, L'Éclat, 2000, et *La Bataille du logiciel libre*, Perline, Thierry Noisette, La Découverte, 2004.



L'arnaque du journalisme participatif

« **MUNIS** d'un simple téléphone portable, d'un ordinateur, d'un appareil photo ou d'une caméra numérique, des milliers d'internautes peuvent réaliser un travail de proximité incroyable qu'aucun média, aucune agence de presse, aucune association ne pourrait mener. » C'est autour de ce credo que s'est fondé en 2005 **AgoraVox**, plate-forme multimédia qui diffuse des informations recueillies et mises en forme par les utilisateurs-trices eux-mêmes. **AgoraVox**, qui regroupait en 2011 plus de soixante-dix mille rédacteurs et rédactrices, est en fait inspiré du site Internet **OhmyNews**, apparu en 2000 en Corée (et depuis devenu international via une version en anglais). Journal d'information en ligne alimenté par les reportages de ses lecteurs et lectrices, **OhmyNews** a pour slogan : « Chaque citoyen est un journaliste ». Mais un modèle économique nouveau, décrit par la sociologue Marie-Anne Dujarier dans son livre *Le Travail du consommateur*¹, se cache derrière ces expériences de journalisme « citoyen » « participatif », où l'information

produite par toutes et tous est gratuitement mise à la disposition de toutes et tous. Il s'agit de la « coproduction collaborative », un schéma entrepreneurial apparu dans les années 1990, dans lequel ce sont les usager-e-s et les consommateurs-trices qui fabriquent ce qu'ils ou elles utilisent grâce à l'aide des nouvelles technologies. Le brouillage de la distinction entre professionnels et amateurs paraît briser le monopole sur le savoir des journalistes assermenté-e-s, et procéder à une redistribution plus démocratique des capacités à transmettre de l'information. Mais en réalité, dans cette variante capitaliste du « do-it-yourself », les amateurs comme les professionnels ont tout à perdre. Comme le montre Marie-Anne Dujarier, rédiger des articles, prendre des photos, effectuer un travail d'investigation : « Il s'agit bien d'un travail qui, cependant, n'est pas rémunéré comme tel. En outre, le consommateur produit le plus souvent avec ses propres moyens : ses compétences, ses outils (ordinateur, appareil photo ou vidéo, logiciels), son temps et ses liens sociaux



sont mobilisés et utilisés»². Et du côté du journaliste, le brouillage de la distinction amateur/professionnel participe d'une dérégulation typiquement libérale du marché du travail, puisque « le photographe ou le pigiste se voient concurrencés sur leur activité par des amateurs prêts à travailler sans rémunération ». Pendant ce temps, les propriétaires des plates-formes de journalisme participatif engrangent les profits générés par les publicités figurant sur leurs sites... Patrick Maarcolini

1. Marie-Anne Dujarier, *Le Travail du consommateur*, La Découverte, 2008.

2. Idem.

Web 2.0, produire et diffuser du contenu original (texte, vidéo, image, son...) est à la portée de toutes et tous. Le mythe du « toutes et tous journalistes » et l'idéologie participative se sont imposés, émuissant sérieusement la portée politique du slogan « Be the Media » (Soyez les médias). Tout le monde peut aujourd'hui faire son propre média⁸. Ce qui passait pour émancipateur et visait à renverser l'ordre de la production médiatique s'est aujourd'hui largement banalisé et institutionnalisé.

La presse dominante a bien compris que, pour remédier à la crise qu'elle traverse (crise économique et crise de légitimité) et tenter de conquérir un nouveau lectorat, elle avait tout « intérêt à regarder du côté des médias alternatifs tels qu'Indymedia pour se renouveler »⁹. Le constat est amer. Cette innovation radicale pour laquelle

des activistes se sont battus a perdu l'essentiel de son potentiel subversif. Elle a été neutralisée et récupérée. La participation sert aujourd'hui d'opération de « lifting » symbolique pour le journalisme dominant et les médias marchands. Puisque l'air du temps est à la participation et à la remise en cause des intermédiaires, on peut se demander à quoi sert désormais Indymedia ?

Au début d'Indymedia il nous était permis de penser que la publication ouverte, la participation libre et directe à l'information, représentait un danger pour les pouvoirs en place. Or, aujourd'hui force est de constater que ce n'est pas le cas.

Tout peut se dire sur Internet et les espaces de parole se sont multipliés. Quant à la participation des « citoyen-ne-s » à l'information, elle sert à renforcer la légitimité et le pouvoir des médias sans remettre en cause l'ordre établi. Certes, à l'heure du « journalisme citoyen », tout le monde



peut en théorie s'exprimer, informer sur ce qui se passe au pied de son immeuble, réagir et commenter une actualité. Mais ce que cette libération de la parole a produit relève plus de la cacophonie désorganisée et du bavardage stérile. Ce dont rend compte l'information à la sauce 2.0, c'est que la pensée critique et la radicalité politique sont solubles dans le « journalisme citoyen ». Sans une approche radicale et un discours critique sur le monde, la participation à l'information n'est qu'une coquille vide que recouvre un vernis démocratique

dont l'effet est de maintenir le statu quo. Aussi, l'émergence du Web « participatif » et de ses outils d'autopublication a-t-elle poussé les artisans d'Indymedia à dépasser le seul objectif de la libération de la parole et à réaffirmer leur ligne, en rupture avec le monde tel qu'il va. Et si le projet éditorial et politique d'Indymedia a encore aujourd'hui un sens, ce n'est pas parce qu'il défend la publication ouverte – qui a fait pendant un temps son originalité et sa force –, mais parce qu'il offre aux personnes en lutte un outil de coordination, et parce qu'il donne de la résonance à des paroles minoritaires et à des idées dissidentes. **Zenoone**

8. Comme on l'a constaté lors des récents mouvements sociaux, chaque collectif de lutte crée désormais son blog ou sa page Facebook.

9. Mark Deuze, Sara Platon, « Indymedia Journalism. A Radical Way of Making, Selecting and Sharing News », *Journalism*, Sage, 2003.



DOSSIER

LE COLLECTIF PRIMITIVI RÉALISE DES FILMS, ORGANISE DES PROJECTIONS DE RUE ET DES ATELIERS VIDÉO. LEUR BUT : PRODUIRE DES IMAGES DES LUTTES AVEC CELLES ET CEUX QUI LES MÈNENT. ET LEUR MOT D'ORDRE : « OCCUPER LE TERRAIN, DU COIN DE TA RUE JUSQU'AU BOUT DU MONDE ».

PRIMITIVI, UNE EXPÉRIENCE DE VIDÉO-ACTIVISME

1. Notamment avec la loi Trautmann-Tasca, qui demandait au CSA de faire preuve de « discrimination positive » à l'égard des projets associatifs. Mais en 2002, avec l'arrivée de Chirac à l'Élysée, la loi a été mise au placard.

2. *Marseille clean ?* *Pauvres de nous*, compilation de films réalisés par Primitivi.

PRIMITIVI, « télévision du coin de ta rue jusqu'au bout du monde », balade avec des hauts et des bas sa p'tite tête de mort rigolarde depuis pas loin de quinze ans. C'est sans méthode arrêtée que des choses s'organisent, s'inventent et s'expérimentent. Sans salarié-e-s ni subventions, le collectif fonctionne le plus ouvertement possible : gratuité des événements ou prix libre (pour rembourser les frais d'organisation et de fabrication), licences *copyleft* pour tous les films produits.

En 2000, Primitivi plantait des antennes sur les toits de Marseille et diffusait en pirate des films sur les canaux hertziens pour les habitant-e-s et les bistrotiers du quartier. La perspective de voir s'ouvrir des créneaux de télévision associative et non marchande paraissait alors à portée de main, comme pour les radios vingt ans plus tôt. Avec Zaléa TV ou Ondes sans frontières à Paris, Sans canal fixe à Tours, TV Bruits à Toulouse, entre autres, plusieurs opérations de piratage unitaires et centralisées ont eu lieu. Aujourd'hui, avec le passage au numérique et autres Box, les ondes hertziennes, c'est fini ! Du coup, le réseau qui s'était constitué autour de cette revendication s'est un peu étioilé (les camarades de Zaléa-TV ont été les derniers à jeter l'éponge en 2007). On s'est rendu compte a posteriori que ces années d'action et d'agitation pour « prendre les ondes » avaient beaucoup rassemblé les différents collectifs de vidéo en France. Certains ont continué sur Internet, d'autres se sont concentrés sur la production de films.

un travail de « média libre ». Faire circuler l'information, c'est l'amener physiquement quelque part où il y aura la possibilité d'une rencontre, d'un débat, de connexions.

Par exemple, en octobre 2011, nous avons organisé un événement de rue autour de la mémoire du 17 octobre 1961. On s'y est pris quelques semaines avant, tout d'abord par une campagne d'affichage assez visible : des assemblages de photos et de textes. Avec nos placards, nous sommes allé-e-s dans des quartiers où vivent beaucoup d'Algérien-ne-s. Au début, l'accueil a été glacial : « C'est trop tard, venez pas secouer tout ça ! », « Vous êtes qui ? ». Et puis on est resté-e-s longtemps à discuter avec des anciens pleins d'amertume mais prêts au pardon et avec des jeunes, révolté-e-s par le fait que l'État français ne reconnaisse pas ses crimes. Nous avons enregistré toutes ces discussions, et les avons diffusées le 16 octobre, au cours d'un événement de rue. Pas de projection de films, mais de la radio, de la musique, du collage, du spectacle et une bouffe. Ça se déroulait l'après-midi, dans un lieu fréquenté par des Algérien-ne-s et des Français-es. Beaucoup de personnes se sont arrêtées pour écouter, lire et échanger, d'autres ont témoigné au micro. Franchement, où est-ce que ces rencontres auraient pu avoir lieu à part dans la rue et grâce à cette « mise en scène » ? En ouvrant des tuyaux et des robinets pour libérer une parole et lui permettre d'exister, voilà comment on entend être un média de communication.

« ON LA FERMERA PAS ! »

Aujourd'hui, c'est dans cette même démarche que nous occupons la rue ou des lieux insolites pour y organiser des projections, y placarder des affiches, y provoquer des discussions. Ce qui persiste, c'est l'envie de l'ouvrir là où le silence règne habituellement. Le fait de revendiquer ou de transmettre une parole que les *mass media* refusent de laisser exister, c'est aussi important que ce que tu racontes ! Être dans une démarche de conquête des espaces d'expression et l'affirmer comme acte politique, que ce soit sur les ondes, les murs de la ville ou une place transformée en agora par une projection sauvage, c'est

UN OUTIL AU MOUVEMENT

À Marseille, où les projets de transformation urbaine sont particulièrement violents depuis quelques années, on s'est beaucoup impliqué-e-s dans des luttes d'habitant-e-s. Nous avons fait plusieurs films, organisé des événements, édité un DVD², en essayant de trouver des façons de faire avec lesquelles produire ne s'arrête pas à la fabrication de l'objet de propagande, mais participe à l'action sur le terrain. Construire ensemble, avec des habitant-e-s ou des militant-e-s, la façon dont est fait le récit d'un mouvement de résistance est aussi important que ses choix tactiques ou ses mots d'ordre.



A LIRE

Propositions pour une télé libre et populaire

Film et texte de Thierry Deronne
200

Mediactivistes

Dominique Cardon et Fabien Granjon
Presses de Sciences Po
2012



Récemment, nous avons accueilli à Marseille « Regarde à vue, un collectif de Montreuil qui travaille aussi sur ces thèmes et nous avons eu envie d'expérimenter une action commune. Nous avons proposé de réaliser un film en quelques jours au collectif d'habitant-e-s « On se laisse pas faire », qui, dans le quartier des Crottes, se mobilise contre l'immense projet Euromed³. On a réfléchi toutes et tous ensemble à la forme qu'il pouvait prendre, à ce que voulaient y mettre les habitant-e-s et quelles étaient les intentions de chacun-e. On leur a montré des films faits dans d'autres quartiers. Des rendez-vous ont été pris, un plan de tournage s'est organisé, le montage s'est fait. Quatre jours plus tard, nous projections ce film aux Crottes. Dans cette histoire, tout le processus de fabrication a été vraiment enthousiasmant. L'invention de modes de réalisation où toutes et tous les participant-e-s, devant ou derrière la caméra, acteurs-trices, spectateurs-trices, participent à une réflexion collective sur le film, déterminent son contenu et sa forme par leur investissement et leurs choix, permet de s'engager dans une réelle remise en question des modes de fonctionnement élitistes des médias classiques, en particulier, et de la société en général. On fait volontiers référence aux réflexions contenues dans le manifeste du cinéma sans auteur (Cine Sin Autor, CSA): « Le CSA est un mode de réalisation sociocinématographique qui cherche à créer des documents filmiques et des films à partir et avec des personnes et des groupes sociaux qui n'apparaissent pas ou dont la représentation se trouve biaisée dans les productions cinématographiques en général. Cet état de création dirigé vers des personnes et des collectifs exclus de la production cinématographique dominante leur offre ainsi l'opportunité de produire leurs propres images sur le monde qui les entoure »⁴. C'est cette démarche et ce positionnement que nous voulons défendre et faire vivre. C'est pour cela que nous refusons le statut de spécialistes. Nous nous positionnons en tant que technicien-e-s qui proposons l'outil vidéo

comme un ingrédient d'une lutte. On aime bien s'imaginer comme « le bras vidéo » d'une communauté qui chercherait à tendre de plus en plus de cordes à ses arcs. Qui aurait de quoi préparer des festins du jour au lendemain, des jardins associatifs, des maisons ou locaux disponibles pour rassembler les gens, une radio, des sites Internet... En faisant en sorte que cela se mélange, qu'on épluche les légumes en réfléchissant au prochain film ou à la fête de quartier qui vient !

JUSQU'AU BOUT DU MONDE

Parallèlement, nous avons toujours cherché à construire des passerelles avec d'autres médias libres en France, mais aussi sur d'autres continents. Nous avons tissé des liens en Amérique du Sud ou en Afrique⁵, en menant parfois des projets communs. Ce sont ces rencontres qui façonnent depuis des années l'identité du site primitivi.org. On y relaie des infos, des campagnes de lutte ou de soutien à la fois locales et internationales. On y héberge aussi des vidéos téléchargeables (pas pour que cela soit un endroit où regarder des vidéos seul-e devant son écran, mais pour que les visiteurs l'utilisent comme un site ressource, une boîte à outil, où trouver de la matière et du contenu pour organiser des projections). On sait que, dans nos choix, dans les relais qu'on fait, on forge un discours, une « ligne éditoriale », on donne une identité à ce « média ». Et nous souhaitons être un endroit où des choses peuvent se rassembler, cohabiter, trouver leur cohérence d'ensemble. Fabriquer un lieu, où, au moins dans le domaine du symbolique et de l'imaginaire, les luttes contre les méga-projets des indien-ne-s mexicain-e-s, des Rifain-e-s d'Ait Bouayache au Maroc, des habitant-e-s du quartier des Crottes de Marseille, la cantine de rue ou le charivari contre la vidéosurveillance font partie d'un même mouvement. Donner à voir cette unité, dans un canard ou sur un site, lors d'événements publics, c'est organiser et faire exister ce mouvement qui va du coin de ta rue jusqu'au bout du monde et auquel nous apportons modestement nos bras. **Primitivi**

3. Lancé il y a quinze ans, Euromed est un immense projet de transformation urbaine. Mélangeant investissements publics et privés, il vise à « requalifier » tout le nord de Marseille, c'est-à-dire à en chasser les pauvres. Certaines opérations, comme celle de la rue de la République, ont été particulièrement brutales, avec des méthodes qui rappellent le film **Main basse sur la ville**.

4. Le manifeste du Cine sin Autor, en espagnol. Quelques articles en français ou en anglais sur le site www.cinesinautor.es

5. Avec, par exemple, TVnomade et le Collectif Yeta au Mali (réalisations de films), le collectif Voces Íntag (formation technique et constitution d'un groupe de communication audiovisuelle) et la Mingsocial Comunicación en Équateur.

La révolution ne sera pas télévisée

DÉCRITE PAR Peter Watkins¹, « [la] monoforme est devenue le seul langage utilisé pour éditer et structurer les films de cinéma, les émissions de télévision, journaux télévisés, feuilletons, soap operas, comédies, reality shows... – ainsi que la plupart des documentaires, pratiquement tous soumis aux codes et standards rigides qui proviennent directement du cinéma hollywoodien. Il en résulte une forme de langage caractérisé par : un espace fragmenté, des rythmes répétitifs, une caméra en mouvement perpétuel, un montage rapide et saccadé, un bombardement de sons denses et agressifs, et un manque de silence ou d'espaces de réflexion »². Si l'on rajoute à tout cela « l'horloge universelle », qui donne une durée à respecter (par exemple une minute et demie pour un sujet de journal télévisé, cinquante-deux minutes pour un documentaire), et des catégorisations aussi arbitraires que limitatives selon le type de

programme (documentaire « objectif », film de fiction, etc.), on peut cerner le caractère étriqué de ce formatage. Tout produit audiovisuel devient standard, peut se substituer à n'importe quel autre et remplit toutes les exigences commerciales. On n'ennuie pas le spectateur mais on ne lui permet pas non plus de réfléchir. Idéal entre deux pages de publicité ! Face à la censure économique des grands médias, il est quasiment impossible d'expérimenter et de proposer autre chose dans le circuit commercial. Mais ce qui est peut-être le plus préoccupant, c'est que cette monoforme contamine aussi les films dits « militants ». On pense par exemple aux films de Michael Moore, réalisateur mégalo, à **Democracy Now**³, copie conforme des programmes d'information de CNN, ou encore aux innombrables vidéos de « riot-porn » qui circulent sur Internet⁴. C'est pourquoi, pour ne pas se laisser dicter nos modes d'expression et ne pas

céder aux exigences du marché, il paraît indispensable de repenser la façon même de faire des films : en refusant les contraintes de temps, en choisissant d'autres manières de travailler, en se réunissant avec toutes et tous les participant-es à un projet (et à chaque étape des processus de création du scénario jusqu'au montage) et en organisant des projections pour débattre avec les spectateurs et spectatrices du fond et de la forme. Autant de pistes à explorer. **Cyrille**

1. Réalisateur anglais, auteur de nombreux films dont *La Commune* ou *Punishment Park*.

2. *Media Crisis*, de Peter Watkins, édition de 2007.

3. Journal télévisé américain qui couvre les activités militantes : www.democracynow.org

4. Ces vidéos qui montrent des affrontements spectaculaires (notamment lors de manif) sont montées comme des clips avec un montage très serré sur fond de musique entraînante.

VÉRITABLE TERRAIN D'EXPRESSION MEURTRIÈRE DU CAPITALISME SEXISTE ET GUERRIER, LE MEXIQUE EST ÉGALEMENT LE LIEU DEPUIS LEQUEL DES FEMMES ONT DÉCIDÉ DE SE LEVER POUR DONNER UNE VOIX AUX VICTIMES DES « FÉMINICIDES », COMME LE DÉCRIT LA SOCIOLOGUE JULES FALQUET.

Femmes contre la violence masculine, néolibérale et guerrière au Mexique

CE TEXTE EST À PARAITRE DANS LES CAHIERS DE L'ÉMANCIPATION, FRANCK GAUDICHOT, PARIS, SYLLEPSE.

LES 7 ET 8 MARS 2012, a eu lieu au Chiapas la première pré-audience du chapitre mexicain du Tribunal permanent des peuples (TPP)¹ sur les féminicides et les violences masculines. Cette initiative remarquable d'un ensemble de femmes, de féministes et d'associations de la société civile vise à répondre au déferlement de violence qui s'est abattu sur le Mexique - déjà fortement malmené par les politiques d'ajustement structurel des années 1980, puis le traité de libre-échange signé en 1994 avec les États-Unis et le Canada, et maintenant plongé dans un véritable bain de sang par la « guerre contre le narcotrafic » lancée en 2007 par le président Calderón.

Je reviendrai ici sur l'histoire économique et politique récente du Mexique, avant de montrer comment les femmes et les féministes sont parmi les premières à s'organiser pour dénoncer et mettre un terme au continuum de la violence patriarcale, raciste et capitaliste, qui prend désormais le visage d'une « violence narco-militaro-néolibérale ».

UNE NARCO-MILITARISATION NÉOLIBÉRALE CONTRE-INSURRECTIONNELLE

Tout au long des années 1980, puis avec le traité de libre-échange avec les États-Unis et le Canada (TLC) à partir de 1994, le Mexique a appliqué des politiques d'ajustement structurel qui ont détruit systématiquement l'économie rurale et les communautés indiennes du pays. Face aux multiples révoltes et luttes stimulées par l'apparition du mouvement zapatiste, le gouvernement a appliqué sans discontinuer une stratégie contre-insurrectionnelle de « guerre sale », créant dans la plupart des régions indiennes des bases militaires d'occupation et des groupes paramilitaires. Les femmes indiennes sont les premières visées par la violence contre-révolutionnaire [...].

Le nord du pays, région des grandes plantations agro-industrielles et des zones franches pour l'exportation, n'est pas épargné par la violence des années 1990. Alors que les migrations nationales et centraméricaines vers les États-Unis vont croissant, passer la frontière coûte de plus en plus souvent la vie. Pour qui reste bloqué-e dans la ceinture *maquiladora*², l'exploitation s'intensifie. À partir de 1993, à Ciudad Juárez, on commence à retrouver des cadavres de jeunes femmes horriblement torturées et violées, assassinées et jetées dans le désert, parfois dans des décharges, dans la plus totale impunité. Peu à peu, des groupes de femmes, de mères notamment, s'organisent pour dénoncer l'inaction des pouvoirs publics et réclamer la justice, malgré les menaces et les assassinats qui commencent à les frapper elles aussi. Les expres-

sions « féminicide », dérivée des travaux de Diana Russel, et « féminicide sexuel sériel » apparaissent pour désigner ces assassinats. Le phénomène s'étend progressivement dans tout le pays, notamment dans le Chiapas, où la lutte contre-révolutionnaire fait rage, et dans l'État de Mexico.

Depuis la conférence sur « la Femme » organisée par l'ONU en 1995 à Pékin, le gouvernement mexicain, comme bien d'autres, paraît « tendre la main » aux femmes. D'abord, sur le plan des politiques publiques. Ainsi, le programme Progres, lancé en 1997, se distingue par le fait que l'État remet directement aux femmes des familles pauvres une aide financière sonnante et trébuchante — extrêmement modeste. En 2001, c'est soi-disant pour ne pas porter tort aux femmes indiennes que le gouvernement refuse de modifier la Constitution pour y inscrire le respect des « us et coutumes indiennes », dont certaines seraient attentatoires aux droits des femmes³. Dans un autre ordre d'idées, en 2005 est votée



1. Fondé en 1979 en Italie, le TPP est un organisme non gouvernemental qui prolonge le Tribunal Russell sur le Vietnam (1966-1967), puis sur les dictatures latino-américaines (1974-1976). Il permet de visibiliser les violations massives des droits humains et des droits des peuples qui ne trouvent pas de réponse institutionnelle au plan national ni international.

2. Usines d'assemblage.

3. La violence raciste, sexiste et néolibérale exercée par le gouvernement et la société métisse depuis plus de cinquante ans est au moins aussi grave.

4. « Cinco años de guerra, 60 mil muertos », Enrique Mendoza Hernández, Zeta, 10 décembre 2011, *Proceso*, n° 1 832, 11 décembre 2011.

5. L'assassin de Ruby Marisol, Frayre Escobedo, son ancien compagnon, avait pourtant reconnu son crime, mais il avait été relâché « faute de preuves ».



A LIRE

Le Sexe de la mondialisation. Genre, classe, race et nouvelle division du travail

Jules Falquet, Helena Hirata, Danièle Kergoat, Brahim Labari, Nicky Lefevre et Fatou Sow (dir.)
Les Presses de Sciences Po
2010

Le blog de Jules Falquet

<http://julesfalquet.wordpress.com>

en grande pompe une loi contre la violence faite aux femmes, qui crée un système national contre la violence.

Las, dans la pratique réelle, en décembre 2006, le président Calderón, récemment élu, déclarait la « guerre » au narcotraffic, lançant dans les rues l'armée et la marine, pour remplacer la police, impuissante et corrompue. Cinq ans après, le bilan est dramatique. La guerre a déjà fait soixante mille mort-e-s, entre présumé-e-s délinquant-e-s, sicaires, policier-e-s, soldat-e-s, marines et civil-e-s, dont de nombreuses personnes impliquées dans la défense des droits humains⁴, notamment des femmes activistes. Les cartels se sont multipliés et renforcés, notamment les Zetas, initialement un groupe d'élite de l'armée destiné à combattre le narcotraffic et qui gangrène désormais la police, l'armée, la justice et le monde politique. Chaque jour, les journaux montrent des cadavres ensanglantés, brûlés, décapités, pendus sous les ponts, tandis qu'une véritable culture « narco », incluant un nouveau culte à la Santa Muerte, se répand dans la société.

De fait, il existe au Mexique au moins sept millions de jeunes âgés de 15 à 29 ans, baptisé-e-s « ni-ni », dont 38 % de femmes, qui n'ont accès ni au travail, ni aux études. Tenter de quitter le pays pour aller chercher un avenir ailleurs, c'est s'exposer sur le chemin à toutes sortes de violences, extorsion, viol, et peut-être bien à la mort — le Mexique est pourtant le deuxième expulseur de main-d'œuvre au monde. S'engager dans le narcotraffic peut alors apparaître comme une option plus raisonnable que le secteur informel, le mariage, le travail du sexe ou l'entrée dans la police ou l'armée. Dans tout le pays, et surtout dans les campagnes, la misère s'est développée massivement, aggravée par les mesures néolibérales, frappant en premier lieu les femmes. Devant la chute libre des prix agricoles (fin du protectionnisme oblige), de plus en plus d'Indiennes en sont réduites à produire en série de l'artisanat à la pièce, chez elles, et à s'endetter pour acheter du sel et du sucre — quand elles ne sont pas obligées de partir chercher du travail au Nord, voire de vendre leurs filles.

Quant à la violence, selon une étude de l'Institut national des femmes, de l'Assemblée et de l'*Instituto nacional de las mujeres* (INMujeres), trente-quatre mille femmes ont été assassinées vraisemblablement pour le seul fait d'être femmes dans les vingt-cinq dernières années, tandis que 70 % des femmes rapportent avoir vécu une forme ou une autre de violence au cours de leur vie. Selon les *Procuradurías* de dix-huit États du pays, pour 1 728 femmes assassinées entre janvier 2009 et juin 2010, dont au moins 1 076 constituent des féminicides

avérés, 40 cas seulement ont fait l'objet d'un jugement — sans que l'on sache s'il s'agit d'une condamnation. En 2009, la Commission interaméricaine de droits de la personne (CIDH) émet une sentence historique, dite « du Campo Algodonero », qui corrobore absolument la responsabilité de l'État mexicain dans les féminicides. Pourtant, le gouvernement n'a appliqué aucune des recommandations de la CIDH et l'impunité des violences commises à l'encontre des femmes est presque totale, accréditant l'idée d'une complicité gouvernementale dans la normalisation de la barbarie et une politique de pure simulation. Le cas de Marisela Escobedo, assassinée d'une balle dans la tête le 12 décembre 2010 alors qu'elle protestait depuis deux semaines devant le palais du gouvernement de l'État de Chihuahua pour exiger la justice pour sa fille Ruby Marisol, elle-même assassinée en 2008⁵, est emblématique. Jusqu'ici, la justice n'a pas levé le petit doigt pour châtier le moindre coupable.

QUAND LES FEMMES ET LES FÉMINISTES PRENNENT L'INITIATIVE

Depuis mai 2011, autour du personnage de Javier Sicilia, un poète dont le fils a été assassiné, s'est amorcé un large mouvement social contre ce qu'il faut bien appeler une véritable guerre interne. Curieusement, il a fallu la mort d'un jeune homme et le deuil d'un père pour que l'indignation « prenne », alors que la douleur des centaines de mères ayant perdu leur fille n'avait débouché que sur la stigmatisation des jeunes femmes considérées comme des « putes » et des mères comme des « pauvres femmes au foyer éplorées » — malgré le remarquable activisme de femmes de Ciudad Juárez et du reste du pays.

C'est dans ce cadre qu'un ensemble d'activistes de différents horizons a obtenu l'ouverture d'un chapitre mexicain du Tribunal permanent des peuples. Entre 2012 et 2014 se tiendront donc un ensemble d'audiences sur sept thèmes : féminicides, migration, environnement, maïs et vie rurale, travail, médias, guerre sale, violence et droits humains. Les femmes du Chiapas se sont saisies du projet au vol, organisant la toute première pré-audience sur la question des violences contre les femmes. [...] C'est principalement au Centre pour les droits des femmes du Chiapas (CDMDH) et au Colectivo de Encuentro entre Mujeres (COLEM), respectivement représentés par deux féministes impliquées de très longue date dans les recherches et les luttes contre les violences et les féminicides, la sociologue Mercedes Olivera et l'avocate Marta Figueroa, que l'on doit l'organisation de la pré-audience de mars 2012. ■■■



■■■ Pendant deux jours, dans le théâtre de la ville, plus de deux cents femmes et quelques hommes ont écouté huit cas particulièrement marquants, regroupés autour de quatre axes : féminicides et contre-insurrection, violations de procédure, violence sexuelle et domestique, et enfin violence structurelle. Les femmes ont témoigné en tzeltal, en tzotzil et en espagnol, les unes à visage découvert, d'autres derrière un écran. Dénoncer les violences, sexuelles notamment, est toujours très difficile et douloureux. Ici, les femmes ont montré une double dose de courage, car beaucoup ont été menacées par leurs violeurs, les assassins qu'elles dénoncent, la police ou les militaires. La peur revenait comme un leitmotiv, tout comme l'arbitraire et l'impunité des hommes, des riches, des métis, des fonctionnaires publics, des juges, des forces armées, des gardiens de prison. En même temps se faisait jour une force nouvelle. Mettre publiquement en mots la violence et l'injustice, devant deux cents personnes, des avocates et des juges de conscience mexicaine, costaricaine, guatémaltèque, chilienne et française, est déjà un commencement de réparation, par l'affirmation et la reconnaissance que quelque chose d'anormal s'est passé, que l'on n'est pas seule et que l'on peut réagir. Confronter les situations a aussi permis à chacune de mieux cerner les logiques structurelles qui organisent ces violences, à première vue aussi intolérables que kafkaïennes.

Les violences masculines sont un continuum qui fait système et relie aussi les violences sexistes, racistes et de classe.

De fait, la pré-audience a permis d'analyser les violences masculines contre les femmes (privées et publiques ; familiales, communautaires, militaires et étatiques ; environnementales et économiques) comme un tout, un continuum qui fait système et relie aussi les violences sexistes, racistes et de classe. [...] Il s'agit d'un puissant moyen de contrôle social, organisé jusque dans les plus hautes instances par les politiques publiques et leurs omissions.

La pré-audience a permis de franchir un pas de plus dans l'analyse, en rejoignant les travaux les plus récents sur les féminicides et les analyses provenant de tout le continent. Partout, on constate l'existence de liens profonds entre :

- les violences exercées pendant les « conflits internes » (souvent ethnocidares, ciblant tout particulièrement les femmes indiennes et noires) et leur impunité jusque dans la « démocratisation » de post-guerre ;

- la crise économique, politique, sociale et morale des périodes post-conflit, aggravée par l'ajustement structurel ;
- le développement de techniques de contrôle social trompeusement nommées « de basse intensité » liées à la lutte contre le « terrorisme », le narcotrafic et la migration ;
- les violences contre les femmes, des plus quotidiennes aux plus « spectaculaires »
- les féminicides et leur impunité ayant contribué à désensibiliser l'opinion publique et à mettre en évidence le délitement de l'État de droit.

Alors que dans d'autres régions du monde, les puissances occidentales qui imposent le néolibéralisme pratiquent la guerre ouverte d'occupation, la stratégie pour l'Amérique latine et les Caraïbes semble bien être de promouvoir la militarisation, paramilitarisation et narco-militarisation. En d'autres termes, le continent fait lui aussi l'objet d'une guerre, mais d'une guerre qui ne dit pas vraiment son nom, essentiellement dirigée contre la population civile, pour briser sa résistance politique, l'obliger à travailler toujours plus sans protester et/ou à quitter les lieux. Vu sa position géostratégique, le Mexique a le douteux privilège d'être le « laboratoire » par excellence de cette stratégie. [...]

Comme je l'ai montré ailleurs, ce sont les femmes qui constituent la force de travail la plus rentable et la plus exploitée de la mondialisation : leur travail aux champs, dans leurs maisons et celles d'autrui, dans leur pays et à l'étranger, dans les usines, sur les trottoirs. Leurs mains, leurs utérus, leurs vagins, leurs seins sont devenues parmi les principales sources d'enrichissement pour autrui, tout autant que les graines qu'elles ont patiemment sélectionnées, la terre, les arbres, le sous-sol et l'eau qu'elles ont préservé, avec la sagesse et la persévérance des populations originaires et/ou rurales, qui n'ont guère d'alternative. C'est donc contre elles que le continuum de la violence s'oriente prioritairement, afin de garantir une exploitation/extraction de plus-value maximale. [...]

Aujourd'hui, dans un Mexique que les politiques néolibérales ont mis à feu et à sang, au-delà de la peur, des souffrances et de l'arbitraire, des femmes et des féministes relèvent la tête contre l'impunité et exigent plus que jamais la justice. Leur courage, leur détermination et leurs analyses arrivent à point nommé pour nous rappeler que la France aussi est bien placée parmi les pays où l'impunité des violences masculines s'étale au vu et au su de tout le monde. [...] Comme en 1994 avec le soulèvement zapatiste, aujourd'hui encore, les Mexicaines nous montrent la voie : un autre monde est nécessaire, un autre monde est possible.

Jules Falquet⁶



ESPAGNE

LA CASSE DU DROIT DU TRAVAIL

LE GOUVERNEMENT conservateur de Mariano Rajoy s'est attaqué, par décret, aux fondements du droit du travail en Espagne. Toute une série de mesures visant à diminuer le coût du travail et à le rendre plus flexible ont été prises : réduction des indemnités en cas de licenciement non justifié, licenciements rendus possibles sans autorisation administrative préalable et aux motifs recevables élargis (prévision par l'entreprise de résultats économiques en baisse ou vingt jours d'arrêt de travail, même justifiés, cumulés par an par un employé), possibilité pour l'employeur de réduire unilatéralement les salaires ou de modifier les conditions de travail, et autorisation généralisée de périodes de chômage technique non rémunéré selon les besoins de l'entreprise (seul un préavis de quinze jours est exigé de l'employeur).

ESPAGNE

LE DROIT À L'IVG SACRIFIÉ

LE GOUVERNEMENT prépare un projet de loi pour que l'interruption volontaire de grossesse redevienne une exception légale. L'avortement ne sera autorisé que pour raisons médicales, obligeant ainsi les femmes à rendre des comptes sur la décision d'interrompre leur grossesse. Les jeunes femmes encore mineures, soumises à l'autorisation parentale, ne seront plus libres de leur choix. La Plataforma de Mujeres ante el Congreso («plateforme de femmes face au congrès»), dénonce la



remise en question de la liberté des femmes à prendre des décisions sur leurs vies et leurs désirs ou non de maternité, le financement par les pouvoirs publics d'organisations conservatrices qui entravent les droits des femmes, un accès restreint à l'IVG (qui fait face à l'objection de conscience exercée par une grande partie du personnel médical) et l'absence d'une éducation à la sexualité dans les établissements scolaires dans une perspective de lutte contre le sexisme.

QUÉBEC

GRÈVE ILLIMITÉE DES ÉTUDIANT-E-S

DEPUIS QUELQUES ANNÉES, les universités québécoises connaissent divers mouvements sociaux mais, depuis le mois de février, c'est un embrasement suite à un projet de hausse des frais de scolarité d'environ 75% en cinq ans! Alors que les syndicats étudiants habituels sont à la traîne, la Classe, une coalition issue de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante, s'est montée afin de lutter contre cette hausse et de coordonner la grève générale illimitée qui concerne la plus grande partie des étudiant-e-s. La manifestation du 12 mars a réuni près de 200 000 personnes (soit l'équivalent de la population étudiante!). À certains endroits, la grève est reconduite toutes les semaines, plus de 80 000 étudiant-e-s ont décidé de poursuivre la grève, sans vote de reconduction, aussi longtemps que le gouvernement ne fera pas de concession. À la mi-avril, ce dernier faisait la sourde oreille, excepté au niveau répression contre les étudiant-e-s et les profs solidaires : menaces, exclusions, arrestations, forçage des piquets de grève... Plus d'informations sur <http://www.asse-solidarite.qc.ca/>

SUÈDE/ALLEMAGNE

NO BORDER, NO NATION STOP DEPORTATION!

DEUX CAMPS NO BORDER se dérouleront cet été, pour discuter, s'organiser et agir collectivement contre les politiques migratoires européennes, notamment l'agence Frontex. Le premier aura lieu du 17 au 24 juin à Stockholm, en Suède, où les expulsions d'étranger-e-s en situation irrégulière ont augmenté de 40% cette année. Les personnes et les groupes à l'origine de cette initiative veulent rappeler que les contrôles, arrestations et déportations ont également lieu à l'intérieur de

l'Europe, et pas seulement à ses frontières. Le second rendez-vous se tiendra un mois plus tard, du 13 au 22 juillet, à Cologne, en Allemagne. Cette ville est proche de Düsseldorf, d'où partent des avions qui procèdent entre autres à des expulsions collectives de Rroms. Ce camp sera co-organisé avec des collectifs de Rroms et de migrant-e-s. Des espaces en non-mixité *People of Color* (personnes de couleur) et *Queer y* sont prévus.

www.noborderstockholm.org



حركة 20 فبراير
20 فبراير
Mouvement 20 février
Movimiento 20 de febrero
February 20th movement

RIF - MAROC

SOULÈVEMENT ET RÉPRESSION À AIT BOUAYACH

COURANT MARS, la population de cette petite localité du Rif s'est soulevée contre l'appareil d'État marocain. Cette région, historiquement marginalisée par le royaume alaouite, est un foyer actif du mouvement dit « du 20 février » qui a vu le jour au Maroc en 2011. Dans la lignée des protestations qui ont mené à la chute des régimes en Tunisie et en Égypte, le mouvement du 20 Février remet directement en cause le fonctionnement du régime chérifien et porte des revendications sociales sans concessions vis-à-vis du système en place. Les habitant-e-s de la localité d'Ait Bouayach ont mené une grève du paiement des factures de la compagnie d'électricité. Les événements de mars ont été déclenchés par l'arrestation d'un des leaders du mouvement. La nationale 2 a été investie et bloquée par les manifestant-e-s. En réponse, le régime a envoyé d'importantes forces de police, a soumis la localité à un couvre-feu et commencé le siège de la localité tout en commettant des exactions généralisées sur la population. Un vaste mouvement de solidarité s'est déclenché depuis les localités voisines jusqu'aux grandes villes du pays. Suite à ce soulèvement, un total de vingt-sept années de prison ferme a été prononcé à l'encontre de six manifestants.

SOPHIE PIETRUCCI ET CHRIS VIENTIANE, MILITANTES AU COLLECTIF CONTRE LE PUBLISEXISME, ONT CONTRIBUÉ À L'OUVRAGE **CONTRE LES PUBLICITÉS SEXISTES** (ÉDITIONS L'ÉCHAPPÉE). ELLES DÉCRIVENT ICI LES TECHNIQUES PUBLICITAIRES QUI ENTRETIENNENT L'IDÉOLOGIE SEXISTE, ET LES MANIÈRES DE LES COMBATTRE.



CONTRE LES PUBLICITÉS SEXISTES

Entretien avec **Sophie Pietrucci** et **Chris Vientiane** Propos recueillis par **Cyrille** et mis en forme par **Camille**

Cet entretien est tiré d'une émission en libre écoute sur le site d'**Offensive**, à la rubrique radio.

Pouvez-vous présenter l'ouvrage en quelques mots ?

Chris Vientiane : Le Collectif contre le publisexisme (CCP) avait déjà publié un livre intitulé *Contre les jouets sexistes* en 2007. L'ouvrage *Contre les publicités sexistes* s'inscrit dans la même logique : comment à partir d'une lutte de terrain, concentrer le savoir que l'on a acquis, sur le plan de l'action et de la réflexion, pour le donner en partage au travers d'un livre, en espérant qu'il devienne un outil de lutte que d'autres (groupes et individu-e-s) puissent se réapproprier. Le livre contre les jouets sexistes avait été fait avec l'association Mix-cité, et celui contre les publicités sexistes est signé par trois militantes du collectif. Le point commun entre ces deux livres est d'analyser comment, au quotidien, à travers des vecteurs aussi anodins apparemment que les jouets ou la publicité, se construit et se transmet un sexisme ordinaire, et comment celui-ci devient invisible, inconscient. La publicité touche beaucoup plus de monde que les jouets puisqu'elle est présente dans des espaces dans lesquels nous baignons toutes et tous : l'espace public, l'espace privé, les médias.

Pourquoi avoir pris la publicité comme axe de lutte ?

C. V. : La publicité est quelque chose qui est visible, mais qui n'est pas toujours vue. Beaucoup de gens disent « on ne la voit pas », « je n'y fais pas attention » ou « ça ne me touche pas ». Malgré tout, c'est un peu la face émergée de l'iceberg que serait l'idéologie sexiste, que nous absorbons tous et toutes et que nous restituons

bien souvent, à moins d'essayer de faire un travail de déconstruction, de résistance et de lutte par rapport à ces clichés sexistes. C'est pour cela que le CCP, qui s'est créé en 2001, a choisi de travailler sur le sexisme dans la publicité.

Beaucoup de stéréotypes sont utilisés dans la publicité, pas uniquement sexistes d'ailleurs... Les publicités pour Banania, par exemple, jouaient sur les clichés racistes. Est-ce que c'est inhérent à la publicité de récupérer des clichés et d'utiliser ceux-ci pour vendre des produits ?

Sophie Pietrucci : La publicité n'invente rien. Ce n'est pas la publicité qui va créer les stéréotypes sexistes, racistes, mais elle s'inscrit dans un système qui comprend des stéréotypes qu'elle va réutiliser pour faire vendre des produits. Par là même, elle va renforcer ces clichés que l'on aura déjà intégrés inconsciemment dans notre éducation, dans le système patriarcal dans lequel on vit, simplement par le fait de les voir matraqués sur nos murs constamment.

C. V. : La raison pour laquelle les publicitaires utilisent les stéréotypes est essentiellement l'efficacité, c'est-à-dire la rapidité des publicités. Le fait qu'elles soient noyées dans un environnement où les messages publicitaires sont en masse nécessite que les messages soient extrêmement clairs, simples, simplistes même, pour qu'on ait immédiatement à l'esprit de quoi on parle. Le stéréotype est donc un message très réduit, très concentré et très superficiel, mais qui va

permettre d'avoir un discours extrêmement efficace.

Pour désigner les femmes que l'on voit sur les affiches ou dans les spots publicitaires, vous utilisez le terme « femme-publicité ». Pouvez-vous expliquer pourquoi ?

S. P. : Ce ne sont pas des femmes réelles, ce sont des femmes construites, retouchées par ordinateur. Ce sont des représentations de femmes. Mais évidemment, elles ne ressemblent aucunement à de vraies femmes. Elles ne sont pas représentatives de la diversité des femmes que l'on peut voir dans l'espace public ou dans la vie réelle. Ce sont des fantasmes, elles n'existent pas.

C. V. : Une image publicitaire utilise des jeunes femmes mannequins, qui sont des professionnelles. Des femmes qui sont sélectionnées selon des critères de poids, des critères physiques. Les conditions de la prise de vue permettent aussi d'allonger les jambes et de déformer le corps par les angles que va prendre le photographe, par exemple. Et il n'y a plus aucune publicité qui ne passe pas par l'ordinateur, par des logiciels de retouche. Où l'on va gommer tout ce qui n'est pas considéré comme beau selon les critères de la beauté publicitaire et transformer les formes du corps avec un effet très réaliste. On peut prendre différentes photos de plusieurs femmes pour les mélanger et faire un montage où il n'y aura qu'une seule personne. On a utilisé ce terme de « femme-publicité » pour donner une distance, pour tout de



suite mettre un écart entre les femmes réelles, multiples, différentes, et ces images-là, qui répondent à des critères assez précis.

Parmi les messages véhiculés sur les femmes par la publicité, on note cette obsession de la beauté qui revient constamment.

C. V. : L'obsession de la beauté fait parti du rôle traditionnel attribué aux femmes. C'est important de replacer à chaque fois les caractéristiques des femmes-publicité dans le contexte de la culture sexiste, et dans des injonctions réelles qui sont faites aux femmes réelles depuis très longtemps. On l'a dit, la publicité n'a pas inventé le sexisme mais elle s'appuie sur des stéréotypes, sur un discours inégalitaire et un discours de domination qui existent déjà. Le devoir de beauté est depuis très longtemps une obligation spécifique faite aux femmes. La femme, naturellement, se doit d'être mince, jeune et lisse. Le discours est double : c'est à la fois présenté comme naturel et évident et, en même temps, la publicité parle du travail de la beauté. C'est toujours le vieil adage : « Il faut souffrir pour être belle ».

La femme est souvent représentée dans une attitude de séduction, comme si la pub s'adressait à des hommes, comme si l'homme était suggéré par le regard de ces femmes-là.

C. V. : C'est une vraie question : à qui s'adresse la publicité en présentant toutes ces femmes-objets ? On pourrait dire que cela ne s'adresse qu'à des hommes. Or un grand nombre de publicités, notamment celles qui

concernent l'industrie de la beauté, la mode, les produits alimentaires, le ménager, s'adressent aux femmes. On entre là dans quelque chose qui est propre à la société sexiste et au patriarcat, le fait que le regard social soit masculin. Les femmes vont se regarder à travers le regard masculin. Le juge de la beauté des femmes, c'est l'homme, au sens large. Être belle, cela veut dire être jugée belle par les hommes. Si on considère les publicités et les femmes-publicité comme des discours sur les femmes, ce que nous disent les femmes-publicité, c'est que les femmes doivent être belles, et qu'elles doivent être séduisantes. Ce qui n'est pas la même chose. Elles travaillent à être dans la séduction. Cela veut dire, dans le contexte de l'idéologie sexiste, travailler à être un objet de désir.

On trouve la séduction, le regard de l'homme, mais aussi la domination : les femmes sont toujours représentées dominées...

S. P. : Peut-être pas toujours, mais majoritairement, quand on a affaire à des publicités qui mettent en scène des hommes et des femmes, les femmes sont en position d'infériorité par rapport aux hommes.

C. V. : Ce qui est une constante, c'est que les femmes sont présentées comme féminines, et les hommes comme masculins. Ces deux genres sont liés à des codes de représentation bien précis, avec de nombreux éléments du langage corporel. L'homme va avoir un regard droit, la tête bien droite, une attitude

protectrice. La femme va pencher la tête, la bouche entrouverte, comme si elle était étonnée, et adopter une attitude de passivité, ainsi que l'attitude de juvénilité de la femme-publicité. C'est vrai que la différence est souvent difficile à faire entre une scène de séduction et une scène de domination dans la publicité.

Par rapport à ces scènes de domination, les publicitaires peuvent dire : « Tout cela, c'est de l'humour ! ». Que peut-on leur opposer ?

S. P. : Comment est-ce que l'on peut rire de l'humiliation qu'un homme-publicité inflige à une femme-publicité ? Comment est-ce que l'on peut s'amuser de la soumission, de l'infériorisation d'une femme-publicité par rapport à un homme-publicité ?

C'est quand même un discours sur la relation entre un homme-publicité et une femme-publicité, et il est difficile de ne pas s'identifier à ce genre de relations. Ce n'est pas très drôle... cela ne nous viendrait pas à l'idée d'en rire dans la vraie vie, alors pourquoi ce serait drôle dans la publicité ?

C. V. : La logique publicitaire est de frapper les esprits. Et l'humour est un procédé tout à fait efficace pour cela, puisqu'il s'agit de pousser le bouchon un peu trop loin pour susciter l'attention, ou faire éclater de rire. Et le premier sentiment vis-à-vis d'une publicité caricaturale peut être le rire, parce que c'est tellement énorme. Mais il faut aussi réfléchir, et les publicitaires nous en laissent très peu l'occasion. Le propre de la publicité est qu'elle ne cherche pas du tout ■■■

DÉCLINAISON « SCULPTURALE » D'UNE CAMPAGNE DE PUB DE LA MARQUE ORANGINA, LORS D'UN FESTIVAL DE MUSIQUE EN 2009.

■■■ à faire adopter une position réfléchie, mais une position pulsionnelle, instinctive. Si l'on réfléchit au sens de la scène humoristique que l'on est en train de nous présenter, on peut se rendre compte, en tout cas dans l'humour misogynne dont on parle, que ce sont encore une fois les mêmes clichés. Les femmes seraient naturellement dépensières, frivoles, hystériques, très peu maîtresses d'elles-mêmes, cancanières, vénales. Ce sont des images traditionnelles qui sont présentes dans la culture populaire, et qui sont dangereuses dans le sens où c'est toujours la même idée qui est derrière : il existerait une essence naturelle des femmes qui seraient toutes comme ceci, tandis que les hommes seraient tous comme cela. L'une des caricatures que l'on peut voir dans la publicité, c'est l'obsession des femmes pour la maternité. C'est l'idée que les femmes désirent naturellement avoir des enfants, qu'elles désirent s'en occuper, qu'elles pouponnent. On ne voit jamais, ou très peu, d'hommes sur les publicités qui concernent les bébés, les enfants, les repas, les produits ménagers. Cette différence-là pose problème : l'omniprésence des femmes dans ces thématiques publicitaires renvoie à ces rôles traditionnels extrêmement figés.

On voit également des hommes sur les publicités, dans les représentations récurrentes de l'homme fort, viril, dominant... Est-ce que l'on peut dire qu'il y a une représentation des hommes qui serait symétrique à celles des femmes ?

S. P. : Elle n'est pas symétrique, parce que l'homme est toujours représenté de manière positive. Même si on utilise son corps comme un objet, s'il va poser nu, il est toujours maître de lui-même, il est toujours très fort. Les poses, les gestes qu'il va faire ou les positions du corps qui vont être mises en avant sont différents. La femme a la tête penchée ou est un peu lascive, alanguie, offerte, attendant que le regard masculin se pose sur elle.

C. V. : L'homme est plutôt présenté comme un sujet, on trouve assez peu d'hommes-objets. On peut trouver de jeunes éphèbes absolument glabres, musclés. Mais, en général, les hommes dénudés sont aussi présentés comme des personnages puissants et pas du tout soumis au regard d'autrui, contrairement aux femmes-publicité. La virilité, selon la publicité, est liée à la puissance physique, à la combativité et à la puissance sexuelle, qui est une autre caractéristique des hommes-publicité. Ce sont toutes ces publicités où l'homme est séducteur, où il est puissant, et où la puissance lui permet d'obtenir des femmes. Le portrait des hommes que dessine la publicité est celui de personnes qui sont obsédées par la sexualité, c'est-à-dire la conquête des femmes. Une seule forme de sexualité est présentée quand il s'agit des hommes : l'obsession de prouver sa virilité, sa puissance sexuelle et sa puissance de séduction en faisant la conquête des femmes.

Souvent, les militantes qui s'attaquent aux publicités sexistes sont accusées d'être puritaines, d'être contre l'émancipation sexuelle.

S. P. : Nous ne sommes pas choquées de voir des corps nus, des relations sexuelles ou des relations sexuelles suggérées, à partir du moment où l'on n'utilise pas les corps pour montrer une soumission, ou la domination des hommes sur les femmes, ou l'humiliation d'un homme ou d'une femme. Ce que l'on condamne, c'est le rapport de domination d'une personne sur une autre, pas le fait de montrer des corps dénudés. Le corps en lui-

même n'a rien de choquant. C'est ce qu'on en fait, ce qu'on veut lui faire dire, et l'histoire que l'on raconte à travers les relations de ces corps sur des affiches publicitaires.

C. V. : Le message que nous donne la publicité, c'est : « Oui, vous pouvez être séductrice si votre corps ressemble à celui-ci ». La nudité est alors une façon d'enfermer les femmes dans un type de corps. La publicité sexiste ne libère pas les corps, ne libère pas la sexualité dans toute sa diversité. Elle conforme les corps, et en particulier ceux des femmes, à un modèle extrêmement contraignant. Elle enferme également l'érotisme dans la forme dominante, où l'homme et la femme doivent jouer des rôles bien précis. Le rôle de l'homme est de dominer la femme, celui de la femme, de se soumettre. Il ne faut pas se leurrer, la sexualité telle qu'elle est montrée dans la publicité n'est pas du tout quelque chose qui peut libérer : c'est bien une forme d'aliénation.

Quels sont les effets de la publicité sexiste sur les individu-e-s ?

C. V. : La publicité est une forme de harcèlement. On ne dit pas que telle publicité a un effet mécanique sur chaque personne qui va la regarder. C'est plutôt la masse de ces images-là, la répétitivité du sexisme et des images d'humiliation des femmes, et surtout les images de beauté et de séduction, qui jouent comme une propagande. La répétition va instaurer l'idée que ce qui n'est finalement qu'un point de vue, une vision de la réalité, est une évidence. C'est la vérité, ce à quoi il faut ressembler. Le fonctionnement de la publicité, c'est le conformisme. L'un des premiers effets de la publicité est de déformer l'image que les femmes ont de leur propre corps. De les fragiliser, de les dévaloriser, de jouer sur l'estime de soi. Le principe de la publicité est de nous faire croire qu'il nous manque quelque chose, que nous ne sommes pas assez biens, pour justifier l'achat.

S. P. : Se joue aussi une banalisation de la violence. Sur une affiche, on peut voir une femme allongée par terre, maintenue à terre par un homme, avec trois autres hommes qui regardent autour, d'un regard très froid. La femme est à moitié dénudée,



en talons hauts, en assez mauvaise posture. C'est assez violent, cela fait référence à un viol collectif si on y regarde de plus près. Toutes les publicités sexistes ne sont pas comme celle-là, mais il y en a quand même beaucoup, entre autres celles des grandes marques de luxe, qui jouent sur cette ficelle-là. Le fait de les voir dans l'espace public, de manière récurrente, banalise les violences faites aux femmes. C'est une érotisation de la violence, qui la rend esthétique, sensuelle même.

La publicité travaille sur l'inconscient...

C. V. : Elle travaille sur l'inconscient et rejoint en même temps des clichés liés aux agressions sexuelles. On est dans une société où un très grand nombre de viols sont commis chaque année. On sait qu'il y a à peu près soixante-quinze mille viols commis contre des femmes chaque année en France, et une série de mythes permet de dépolitiser cette question, pour en faire un simple accident, le fait d'un malade mental ou quelque chose d'anodin.

S. P. : Ou pour dire que la femme est responsable.

C. V. : Oui, comme ayant joué avec le désir masculin. C'est quelque chose qui est finalement présent en filigrane dans la publicité. La publicité renforce et martèle des mythes, qui sont toujours les mêmes, qui servent à minimiser la violence, à la rendre acceptable, à l'invisibiliser, et finalement à nier l'oppression dont les femmes sont victimes au jour le jour. Nous pensons que la publicité a un rôle assez important dans la dépolitisation de l'ensemble de la population.

S. P. : Dans la publicité, quand un rapport de violence entre un homme-publicité et une femme-publicité est mis en scène, celle-ci est souvent montrée comme étant passive. Comme si, dans la réalité, les femmes ne se défendaient pas, ne se débattaient pas, ne rendaient pas les coups— c'est d'ailleurs souvent vrai, mais peut-être que l'on peut justement faire un lien entre les deux. On ne peut pas penser que l'absorption de toutes ces images nous laisse intactes et nous permette d'avoir la liberté de

penser comme on le veut. Nous vivons dans l'espace public et nous sommes perméables à ce qui se passe dans cet espace public.

C. V. : Pour terminer sur les effets de la publicité, celle-ci participe aussi à définir les hommes et les femmes. C'est un effet pervers, puisqu'elle conforte l'idée que naturellement, biologiquement, les hommes et les femmes seraient totalement différents et dans un rapport hiérarchique.

S. P. : Comme s'il n'y avait qu'une manière d'être, qu'une manière de faire, alors qu'il existe des milliards des manières de se comporter les uns avec les autres, qui reflètent la diversité de la société.



Comment peut-on agir contre les publicités sexistes ?

C. V. : Une des premières attitudes à avoir par rapport à une publicité, quand on veut la refuser, c'est évidemment de prendre de la distance, de refuser d'être dans l'absorption pure. Il est nécessaire d'avoir une attitude critique, qui est de considérer que l'on essaye de faire passer un message. Comment s'y prend-on pour faire passer ce message ? Comment celui-ci est-il construit ? Sur quelles ficelles joue-t-il ? Qu'est-ce que la publicité raconte, en fin de compte. Avoir un œil critique, c'est un minimum comme autodéfense individuelle. Puis en parler. L'idée, c'est de politiser cette question, et de se rendre compte qu'on a une position à avoir par rapport à ces images, notamment envers les plus jeunes. Un certain nombre de personnes considèrent que la publicité est un détail, que c'est quelque chose qui ne mérite pas d'être pris en compte. En discuter, en débattre, poser la question, c'est déjà une forme de résistance.

S. P. : On peut citer quelques groupes qui s'attaquent à la publicité en général, comme Les Déboulonneurs, ou Résistance à l'agression publicitaire. Contre la publicité sexiste en particulier, des actions directes ont été menées par le CCP et la Meute, et d'autres groupes féministes s'attaquent à cette question. Des actions ont eu lieu dans les supermarchés, avec des distributions de tracts, des petites saynètes jouées pour mettre en scène la domination masculine. On peut aussi occuper des agences de pub pour interpeller les publicitaires. Il est possible aussi, tout-e seul-e ou en groupe, de tagger, ou d'écrire un texte sur une publicité pour faire apparaître le message qui n'est pas dit. Cela peut aussi passer par la réalisation de petits films. Le CCP a fait un film qui retrace les différentes luttes que l'on peut mener. Media Watch, aux États-Unis, propose des formations à destination des femmes pour leur apprendre à faire des films sur les thématiques féministes, pour se réappropriier ces thèmes.

On peut préciser que le CCP ne lutte pas sur des bases légales, pour faire adopter des lois, ou faire des demandes au CSA ou à l'ARPP'.

La spécificité du CCP est de privilégier l'action directe et de faire émerger le thème de la publicité sexiste dans l'espace social.

C. V. : La question de la publicité sexiste est au croisement de la lutte contre la publicité, la lutte contre le capitalisme et la lutte féministe. L'essentiel est que différents groupes s'approprient ce sujet, qu'il soit considéré comme important, et qu'il devienne finalement une question politique. Le but de nos actions est autant d'interpeller le public pour qu'il se positionne que de faire pression sur des « créatifs » dans les agences de publicité. Ce livre a été écrit pour servir d'outil et pour alimenter les luttes actuelles et à venir. ■

1. Autorité de régulation professionnelle de la publicité.

À LIRE



Contre les publicités sexistes
Sophie Pietrucci,
Chris Vientiane
et Aude Vincent
l'Echappée, 2012



Le CRÉA

UN CENTRE SOCIAL AUTOGÉRÉ À TOULOUSE

EN S'INSPIRANT DES CENTRES SOCIAUX AUTOGÉRÉS QUI ONT FLEURI EN ITALIE DANS LES ANNÉES 1980, LE COLLECTIF POUR LA RÉQUISITION, L'ENTRAIDE ET L'AUTOGESTION (CRÉA) VIT LA SOLIDARITÉ ET L'ENTRAIDE AU QUOTIDIEN.

31 MARS 2011, à Toulouse, des personnes en situation de très grande précarité se retrouvent à la rue. Les centres où elles étaient hébergées ont fermé, le budget de fonctionnement de ces derniers ayant été coupé par les institutions dont elles dépendaient. Des travailleurs et travailleuses du secteur social regroupé-e-s au sein du Groupe pour la défense du travail social (GPS) décident de ne pas laisser faire. Après avoir occupé la cathédrale Saint-Étienne, à deux pas de la préfecture, ils et elles réquisitionnent des locaux. Par pour y vivre, mais pour y héberger vingt-cinq personnes dont l'état de santé et de dépendance nécessite une mise à l'abri immédiate. Pour ce faire, elles et ils se font aider par des « militants squatteurs ». Un groupe de personnes qui cherche des locaux pour ouvrir un centre social autogéré a l'idée de réquisitionner le bâtiment de cinq étages qui jouxte celui du GPS. Les deux bâtiments appartiennent au ministère de la Cohésion et de la Solidarité et sont vides depuis deux ans. Lors de la deuxième assemblée générale du GPS, l'initiative est adoptée. Le CRÉA voit le jour. Les occupant-e-s s'installent et commencent à aménager des appartements, des lieux de vie collective et des espaces d'activités. Le but : accueillir des familles et des individu-e-s en situation de précarité en s'auto-organisant autour d'espaces d'habitation communs. Ceci dans la lignée des centres sociaux autogérés qui ont vu le jour en Italie dans les années 1980 et qui sont directement issus des luttes des années 1970. Les pratiques assembléistes, la lutte et l'autodéfense face aux institutions sont au fondement de ces centres sociaux. Ses membres interviennent sur le terrain, au niveau du quartier.

À l'heure où j'écris ces lignes, une quarantaine de personnes vivent au CRÉA. Celui-ci accueille des familles sur trois étages. Celles-ci s'installent librement et gèrent la répartition de l'espace entre elles. On pourrait dire que le fonctionnement collectif est un choix par défaut étant donné que, quand on propose un toit à une personne à la rue, il ne lui viendrait certainement pas à l'idée de répondre « non ». Mais on ne demande pas non plus aux personnes hébergées de devenir des militant-e-s. L'important n'est-il pas que cela fonctionne, que chacun-e y trouve son compte ? Les familles disposent toutes d'un appartement et peuvent, si elles le souhaitent, se faire aider dans certaines démarches auprès des institutions, notamment pour la régularisation de leur situation administrative ou la scolarisation des enfants. Un étage est réservé aux dix membres du collectif, qui vivent pour la plupart sur place, chacun-e ayant une chambre.

Des espaces collectifs permettent à toutes et tous de partager la vie commune : une salle de cours, une ludothèque-médiathèque, une bibliothèque, une friperie, une zone de gratuité, une salle de couture, un jardin, une salle de boxe et un espace informatique en accès libre avec Internet. Une salle de travail a également été mise en place pour permettre aux membres du collectif de communiquer autour de ce qui se fait dans le lieu et autour. Les tâches nécessaires à la vie de ce squat sont partagées entre les habitant-e-s du lieu et tournent, qu'elles soient d'ordre domestique ou qu'elles concernent l'approvisionnement du lieu, par exemple la récupération des invendus sur les marchés ou dans les boutiques du quartier.

Dès l'ouverture, des activités libres et gratuites ont été mises en place : cours d'alphabétisation et de soutien scolaire, de boxe, de danse, projections-débats, etc. Les locaux ont également très vite été mis à la disposition de personnes ou de groupes cherchant un endroit pour se réunir, discuter ou organiser des soirées diverses et variées. L'aménagement des lieux a été réalisé par les occupant-e-s du lieu, aidé-e-s par des habitant-e-s du quartier, des travailleurs et travailleuses sociaux en lutte, des militant-e-s et des passant-e-s. Des douches ont été installées dans ces locaux administratifs, les meubles ont été fabriqués sur place. Car l'esprit qui prévaut dans cette aventure est de ne pas recourir aux subventions, ce qui

Accueillir des familles et des individu-e-s en situation de précarité en s'auto-organisant autour d'espaces d'habitation communs.

amène toujours une forme de dépendance à l'égard des institutions, mais de se fonder sur la solidarité et la récupération pour assurer le quotidien du lieu. Des voisin-e-s, des militant-e-s de la ville, des associations apportent ainsi leur pierre à l'édifice en fournissant aide, vêtements, nourriture, etc. Tous les jeudis, baptisés « jeudis de la solidarité », un apéro-auberge espagnole est organisé. Chacun-e apporte de quoi grignoter, de quoi remplir quelques verres... On peut aussi laisser quelques sous dans la caisse de solidarité.

Les espaces autogestionnaires se voient parfois reprochés d'être des bulles hors du système, qui ne changent en rien l'ordre des choses. Les membres du CRÉA considèrent

CRÉA

Permanences de la campagne 0 enfant à la rue tous les jeudis à partir de 16h, suivies des jeudis de la solidarité de 19h à 22h
Assemblée générale de la campagne zéro enfant à la rue un vendredi sur deux, à 18h.

70, allées des Demoiselles
31400 Toulouse
crea@squat.net
crea-csa.over-blog.com



quant à eux que vivre en autogestion est un moyen de défense contre l'État, qui nous maintient dans une dépendance envers les propriétaires, le travail salarié, etc. Et ils ne tiennent pas à vivre hors du monde, mais souhaitent mettre des outils et leur expérience à la disposition de quiconque souhaite ouvrir un centre social autogéré sur Toulouse et ailleurs.

Depuis le 6 octobre 2011, la campagne zéro enfant à la rue a été lancée afin de réquisitionner des logements inoccupés pour héberger des familles. Quatre autres bâtiments ont été investis, ce qui a permis de loger une vingtaine de familles. Le CRÉA espère bien voir le mouvement de réquisitions s'étendre à tout le territoire. Loin de vouloir faire dans l'humanitaire ou la charité, il veut donner des moyens d'autonomisation, créer des réseaux d'entraide pour reprendre possession de la ville et se mettre en contact avec des lieux ruraux pour casser la dichotomie ville-campagne.

Mais la préfecture de Toulouse ne voit pas ces actions pourtant nécessaires d'un bon œil, elle a lancé une procédure pour obtenir l'expulsion le lieu. Elle aurait un projet de foyer d'accueil pour SDF : serait-ce un hasard ? Le CRÉA bénéficie pourtant d'une forme de reconnaissance des institutions, qui font appel à lui pour héberger des personnes et des familles. Bien sûr, peu osent dire publiquement qu'elles ont recours à un squat faute d'autre solution. C'est pourtant le cas du « 115 » de Haute-Garonne, le « numéro d'urgence et d'accueil des personnes sans abri », à ce jour la seule institution à l'avoir déclaré publiquement. Malgré cela, le CRÉA est expulsable depuis le 21 février 2012. Espérons que le soutien que chacun et chacune pourra apporter à ce projet sera assez important pour éviter l'expulsion de cet îlot de résistance en terre toulousaine.

Albertine

Un éditeur indépendant

En collaboration avec la librairie Quilombo.
www.librairie-quilombo.org

FINITUDE

FINITUDE EST UNE MAISON d'édition bordelaise créée il y a dix ans par un couple de libraires, presque accidentellement. En avril 2002, Emmanuelle et Thierry Boizet éditent un recueil de nouvelles de l'écrivain bordelais Jean Forton (Pour passer le temps). « Mais à l'époque, nous n'étions pas encore éditeurs, nous tenions une librairie, spécialisée dans les livres anciens, et le nom de la librairie était Finitude. Un second titre, Florentine, de Georges Darien, a suivi, puis un troisième. Et, dix ans plus tard, nous avons publié cent livres, la librairie est fermée, alors oui, je crois, nous sommes devenus éditeurs ! » L'activité d'édition sous le nom de Finitude a pris le pas sur



le commerce de livres, mais la structure juridique est la même (SARL). Quand on voit les titres publiés et le soin apporté à leur réalisation, on comprend sans peine que ces éditeur-e-s restent des passionné-e-s des livres « anciens », de cette littérature qui dort encore dans les fonds de tiroir, qui reste à découvrir ou à apprécier, malgré le grand nom des auteurs... De Herman Melville (À bord) à Jean-Pierre Martinet (Jérôme), de Benjamin Franklin (L'Art de choisir sa maîtresse) à Raymond Hesse (Vauriens, voleurs, assassins), etc., « nous avons des auteurs contemporains, mais aussi des poèmes d'un auteur du XVI^e siècle, des auteurs français, mais aussi étrangers, des livres illustrés, et même des rébus ! Nous ne nous sommes jamais interdit de publier quoi que ce soit si cela nous semblait intéressant, à partir du moment où il s'agit de littérature ». Une douzaine de titres par an sont publiés, avec 1 200 à 2 000 exemplaires en moyenne, et en petit format. L'entorse à cette généralité, c'est le Journal de Henry David Thoreau, dont ils viennent d'imprimer le premier volume directement à 4 000 exemplaires. Publication faramineuse : quinze volumes sur quinze années... Dans le même registre (plusieurs tomes en grand format), on trouve aussi la trilogie de Julien Blanc, Confusion des peines, Joyeux, fais ton fourbi et Le Temps des hommes (à paraître). Vont aussi paraître « un livre de photos de Denise Bellon sur un texte inédit d'Henry Miller racontant un voyage en Espagne » ou encore « un très beau fac-similé d'une lettre dessinée de trente pages de Gaston Chaissac ». Quasiment tout le travail d'édition est réalisé en interne, « Thierry s'occupe plus spécifiquement de la partie technique (maquette, fabrication, etc.) et Emmanuelle de l'aspect commercial au sens large (relations presse et librairie, comptabilité, etc.) », avec un stagiaire pour les épauler de temps en temps. Certains traducteurs sont aussi devenus des collaborateurs réguliers. Les deux membres des éditions Finitude, dont un seul est salarié, restent malgré tout optimistes : « Libraires ou éditeurs, il restera toujours de la place pour les enthousiastes qui ne comptent pas leurs heures et qui savent pertinemment qu'ils ne feront jamais fortune ». Même si « c'est aussi un peu usant au quotidien... ».

NOUVEAUTÉS



Salvador Gurucharri et Tomás Ibáñez
Acratie
370 p.

UNE RÉSURGENCE ANARCHISTE LES JEUNESSES LIBERTAIRES DANS LA LUTTE CONTRE LE FRANQUISME.

ENTRE L'ÉVOCACTION mythique de l'Espagne de 1936 et le renouveau des luttes sociales après Mai 1968, l'histoire du mouvement libertaire espagnol est mal connue. Écrite par deux militants de l'époque, cette chronique des Jeunesses libertaires au début des années 1960 comble un manque entre ces deux périodes. Après le déclin des luttes armées de l'après-guerre, puis des guérillas urbaines des années 1950, quelques jeunes fondent en 1961 l'organisme Défense intérieure (DI), qui va conduire des actions directes contre l'État franquiste. En butte à l'hostilité des représentants du mouvement libertaire, qui l'avait pourtant approuvé à sa création, et à la répression, en Espagne comme en France, DI mènera une cinquantaine d'actions avant que ses militants ne trouvent la voie d'une action révolutionnaire en marge des anciennes organisations.

AREVA EN AFRIQUE

DANS LES ANNÉES 1950, les différentes institutions nucléaristes françaises qui se regrouperont dans l'entreprise Areva ont recherché des ressources d'uranium à travers l'Afrique, jusqu'à découvrir les gigantesques gisements du Niger. L'auteur, membre de l'association Survie, montre comment les mécanismes «classiques» de la Françafrique, notamment la corruption, voire le placement de dirigeants locaux, vont permettre à Areva d'exploiter le «yellowcake» à un prix défiant toute concurrence. Elle va alors exploiter les populations locales et polluer, privatiser et militariser des territoires nécessaires aux éleveurs et aux Touaregs, en contrepartie d'une contribution financière ridicule, et d'infrastructures de santé minimales. Un bilan catastrophique qui pourrait menacer la Centrafrique ou la Namibie, où Areva souhaite relancer l'exploitation de mines d'uranium, ainsi que la république démocratique du Congo, où elle a obtenu des droits de prospection sur tout le sous-sol.



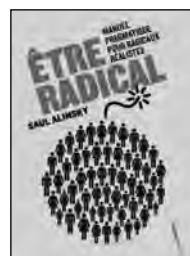
Raphaël Granvaud
Agone collection
«Dossiers noirs»
300 p.



Jean-Luc Porquet
Le Cherche-Midi
362 p.

JACQUES ELLUL

L'HOMME QUI AVAIT (PRESQUE) TOUT PRÉVU À L'OCCASION du centenaire de la naissance de Jacques Ellul (1912-1994), paraît une nouvelle édition actualisée de ce livre. Avec l'épisode de la vache folle, l'auteur découvrit dans un livre d'Ellul, **Le Bluff technologique**, que ce dernier avait anticipé le principe de ces crises où l'on nous somrait «de prendre constamment des décisions au sujet de problèmes qui nous dépassent infiniment», il a estimé qu'Ellul donnait une des clés pour les comprendre. Pour présenter sa pensée, Porquet adopte une méthode originale : extraire des principaux livres d'Ellul vingt idées fortes sur la technique, assorties de citations bien choisies et illustrées par des exemples pris dans l'actualité. En amont, il présente une synthèse de la vie et de l'œuvre d'Ellul, complétée par une brève histoire de la technique, et, en aval, il revient sur l'écho actuel de sa pensée. Clair et pédagogique, ce livre constitue une introduction indispensable à quiconque veut aborder l'œuvre de l'auteur de **La Technique** ou **l'Enjeu du siècle** et du **Système technicien**.



Saul Alinsky
Aden
280 p.

ÊTRE RADICAL

MANUEL PRAGMATIQUE
POUR RADICAUX RÉALISTES

COMMENT faire sortir les populations dominées de leur passivité, et les conduire à s'organiser démocratiquement pour reconquérir du pouvoir sur leurs propres vies ? Telle est la question qui est à l'origine de ce livre, quintessence de trente années de luttes menées par Saul Alinsky dans les ghettos nord-américains, des années 1940 à la fin des années 1960 (l'édition originale du livre date de 1971). Cet ouvrage assume donc la fonction d'un manuel de l'agitateur, qui rappelle **Le Sabotage** de Pouget, **Do It** de Jerry Rubin ou plus récemment **Guérilla Kit** de Morjane Baba. Mais il vaut aussi pour le caractère problématique de ses postulats. À sa lecture, on s'interroge en effet sur le primat de l'action sur la théorie, sur la dépendance des populations vis-à-vis de l'agitateur qui les organise, sur la fécondité politique et le caractère durable ou non des communautés organisées sur cette base, ou encore sur le risque de voir l'agitateur se transformer en manager de la contestation, comme on le voit aujourd'hui dans certains mouvements pour les SDF ou les sans-papiers.

REVUE

Le Bathyscaphe

« LE BATHYSCAPHE, « esquif sans publicité ni subvention », arbore pour devise « Culture inactuelle - plaisanteries douteuses - équipe internationale ». Dans les faits, c'est une revue québécoise artistique, poétique et politique, publiée « presque trois fois par année », et animée depuis 2008 par Benoît Chapu, Hermine Ortega, Antoine Peuchmaurd et Alexandre Sánchez. Jeux typographiques, dessins, collages, photomontages, énigmes : il souffle un esprit surréaliste sur cette publication rédigée à la fois en français et en anglais, et qui s'est assurée la collaboration régulière de quelques plumes venues des milieux anarchistes ou situationnistes : Claude Guillon, Joël

Gayraud, Jimmy Gladiator, Barthélémy Schwartz, entre autres. À noter aussi, les belles et fréquentes contributions de Romy Ashby, Bérangère Cournut, Julie Doucet ou Sarah Gilbert, ce qui change agréablement des sommaires un peu trop masculins des revues d'art ou de politique. « L'avant-garde ne se rend pas », avait clamé le peintre situationniste Asger Jorn. Dont acte.

Le Bathyscaphe - 5545 rue Saint-Dominique - Montréal - Québec - H2T1V5 - Canada - le.bathyscaphe@gmail.com - http://le.bathyscaphe.blogspot.com
À Paris, on peut trouver Le Bathyscaphe au Flâneur des deux rives, 60 rue Monsieur-le-Prince, dans le VI^e. À Bordeaux, à la Machine à lire, place du Parlement. Et à Marseille, au Lièvre de mars, 21 rue des Trois-Mages.

INCONTOURNABLE



Natacha Filippi
Syllepses
252 p.

BRÛLER LES PRISONS DE L'APARTHEID

RÉVOLTES DE PRISONNIERS EN AFRIQUE DU SUD

CE LIVRE très intéressant nous relate sous la forme d'un récit de l'intérieur, construit à partir d'archives et d'entretiens, un épisode peu connu de la lutte contre l'apartheid. La prison va remplir un rôle de premier plan avec le renforcement des lois qui interdisent tout rapport entre Blancs et non-Blancs, à l'exception de ce qui relève de l'exploitation économique ou de l'oppression policière.

Avec la « transition démocratique » initiée en 1990 avec la libération de Nelson Mandela, les violences entre les gangs et les autorités carcérales ainsi que les luttes des prisonnier-e-s vont crescendo jusqu'aux mutineries de 1994. Alors que les premières élections démocratiques multiraciales sont organisées, la place des enfermés-e-s dans la construction d'une nouvelle Afrique du Sud devient un enjeu politique majeur.



Pierre Dubois
L'échappée collection
« Lampe-tempête »
125 p.

CHRONIQUES DU NORD SAUVAGE

CE RECUEIL reprend des chroniques écrites par Pierre Dubois, auteur bien connu des amateurs et amatrices d'imaginaires pour ses encyclopédies féeriques, publiées dans un ancien canard lillois : **Le Clampin libéré**. Sept récits de vie à mi-chemin entre l'histoire sociale et le conte d'horreur, qui font revivre des croyances et pratiques populaires du nord de la France. Sept personnages à la fois si familiers et si sauvages, des gens du commun qui n'en sont pas moins mystérieux et insaisissables. Illustrées par des paysages, des silhouettes et des lettrines réalisés par l'auteur et d'anciens compagnons de route, ces histoires semblent nous dire que le destin du petit peuple est indissociable de celui des petites gens.



Rose Ausländer
Héros-limite
112 p.

JE COMPTE LES ÉTOILES DE MES MOTS

EN QUELQUES poignées de mots et d'images, dans une forme brève et ramassée qui rappelle le haïku, Rose Ausländer évoque la beauté de la nature, des villes d'Europe qu'elle a traversées (Paris, Rome ou Venise), de tout ce qui fait « sentir / l'airain / battre dans son cœur ». Mais il n'y a pas une goutte de mièvrerie dans ses vers... C'est que la poétesse juive, née à Czernowitz, aux confins de la Roumanie et de l'Ukraine, a connu les douleurs de l'exil, et les persécutions nazies qui ravivent le souvenir des oppressions multiséculaires. « Mes ancêtres / étaient intègres / J'ai hérité / de la rosée / de leurs larmes ». Et si l'ombre de l'histoire passe sur ces poèmes, c'est aussi pour leur donner leur splendeur paradoxale : « Laisse-moi / fleurir à ton rencontre / Beauté / Je veux dire / fleurir et / mourir ».



UNE BRÈVE HISTOIRE DE L'EXTINCTION EN MASSE DES ESPÈCES

Franz Broswimmer • Agone • 2010 • 288 p.

PRÉFACÉE PAR Jean-Pierre Berlan, cette histoire écologique de l'humanité pose le problème sous-estimé de la biodiversité et ceux, admis en fatalité, de la démographie explosive et de la course aux armements.

Si l'écocide – l'assassinat du milieu de vie – débute il y a soixante mille ans par l'extermination de la mégafaune par les chasseurs-cueilleurs, l'ère de la planète comme zone sacrifiée s'enracine dans le capitalisme moderne surgi au XVI^e siècle en Occident. Désormais soumis à une contrainte économique dématérialisée, ayant le profit en but premier, les peuples voient l'exploitation et le mépris de l'interdépendance des êtres vivants s'intensifier au XIX^e et XX^e siècle, avec la montée de la pensée scientifique et technologique. Malgré la puissance d'un système criminogène érigeant le gaspillage et la surconsommation en modèle de civilisation planétaire, l'auteur nous demande de ne pas considérer l'écocide comme un fait accompli ni de croire en un impossible capitalisme vert.

JEUNESSE



BRANLE-BAS DE COMBAT CHEZ LES COCCINELLES

Texte d'Éric Bétend
Illustration de Géraud Bournet
Auto-édition
À partir de 6 ans

BRANLE-BAS de combat dans le petit monde des insectes. Un objet non identifié est apparu sur leur territoire. C'est une chose étrange, immobile, luisante à des moments, bruyante à d'autres, et aucun moyen de communiquer avec elle, semble-t-il. Les cochenilles s'affolent, les mouches se mobilisent, chaque spécialiste y va de son avis sur la chose... Mais rien de très clair. L'ignorance va amener la méfiance, le repli sur soi, la haine de la différence, la suspicion... Atypique, cette histoire... autant que son format (une mise en page panoramique). Des illustrations réalistes dans des tons rougeoyants ajoutent à la qualité de ce petit format. On a hâte de tourner la page pour découvrir ce qui va se passer...

BANDE DESSINÉE



L'INSCRIPTION
Chantal Montellier
Actes sud BD, 156 p.

CAROLINE est une artiste en complet décalage avec le monde qui l'entoure, une « perturbatrice à surveiller ». C'est une « Alice » perdue dans une société écrasée par de nombreux diktats : le culte de la performance, les doctrines sarkozystes, la consommation à outrance, le sécuritaire... Caroline aimerait rentrer dans le rang, trouver sa place. Commence alors, pour elle, une longue quête pour son « inscription dans le réel » où elle va se trouver aux prises avec un fonctionnaire sadique, décidé à briser son individualité... L'auteure nous livre un portrait féminin et féministe qui questionne la place que peut avoir une femme qui n'est ni épouse ni mère. L'univers de cette BD rappelle fortement ceux de Kafka ou de Lewis Carroll. C'est judicieusement amené par une écriture poétique et un humour corrosif, mais surtout par le style graphique, aux couleurs originales, qui nous imprègne d'une symbolique angoissante.



S'ENVOLER AVEC VALHÈRE

PARFOIS, on découvre un-e artiste, on lit un bouquin, un poème, et ça s'imprègne dans tout votre être. Ça résonne, ça crie, ça vous remue les tripes comme jamais. Et on n'a plus qu'une seule envie : partager cette découverte avec un maximum de personnes.

C'est un peu ce qui s'est passé avec Valhère. En 1998, elle arrive à Paris et crée le groupe de rock Léon, dans lequel elle chantera ses compositions pendant cinq ans. Après, elle se lancera en solitaire dans le monde de la musique, avant d'être rejointe par un guitariste et une violoncelliste. Elles et il feront beaucoup de concerts dans les rades parisiens, travaillant beaucoup, à tous les niveaux. Un premier disque intitulé *Valhère* et regroupant sept morceaux sort, mais c'est en 2007 que Christian Olivier, le chanteur des Têtes Raides, lui propose de rejoindre le label Mon slip (c'est également le label de Lola Lafon et de Jean Corti, entre autres). Le CD *Attrape-moi*, résolument rock, sort en 2008 et, au bout du compte, on n'est même pas étonné que ce soit Jean-Paul Roy et Denis Barthe, deux anciens de Noir Désir, qui l'aient réalisé...

Une fois que l'on a écouté cet album, on se dit que Valhère n'appartient peut-être pas à la même planète que le commun des mortels. Que sa voix n'est pas totalement humaine, qu'il y a un truc. Le truc, c'est qu'elle est simplement capable



de nous emporter loin, très loin. Dans la chambre, dans le lit même où se retrouvent pour une nuit, chaque semaine, deux amants dans *Délits de femmes*. Au bord de la mer, en compagnie de ses peines passées et de ses espoirs avec *La Houle*. Et le plus impressionnant, c'est que chaque morceau a une voix bien à lui. Valhère n'hésite pas à monter dans les aigus, à cracher ses notes, pour redescendre, nous prendre

par le col et nous clouer au mur avec une voix grave d'une puissance à couper le souffle. « Et c'est beau le cri des femmes qui râlent », tellement beau qu'on ne peut qu'essayer de reprendre son souffle après l'écoute de *Fleurs marines*. Bestial serait le mot peut-être le plus juste à propos de ce morceau...

« Je ne suis pas une femme, je suis une infinité de femmes. »

Après avoir participé au Bordel Tour organisé par The Hyènes (groupe de punk rock composé des deux de Noir Désir mentionnés plus haut et aussi de Vivi Mathios, de Ten Cuidado, et de Vincent Bosler, de Spooky Jam), Valhère avait un peu disparu du circuit. Et comme ça, d'un coup, elle donne un avant-goût de son prochain album réalisé en duo acoustique cette fois-ci, et qui sort en même temps que ce numéro d'*Offensive*. Le morceau est une adaptation musicale d'un poème de William Blake intitulé *Mad Song*. À l'heure où ces lignes sont écrites, nous ne connaissons pas encore le titre du prochain opus. Ce que nous savons, en revanche, c'est que ce serait dommage de passer à côté, tant le précédent était excellent. J.



LA RUELLLE, pour les intimes, a vu le jour il y a maintenant plus de cinq ans et en est déjà à plus de deux cent cinquante concerts. Se réclamant de la chanson populaire française, les quatre membres du groupe, Stéphane au violon et à la basse, Grégory à l'accordéon, Alice au piano et Jérémie à la guitare et au chant, viennent tous d'Auvergne. À l'origine, il était seu-

lement question de se retrouver entre ami-e-s et de jouer quelques reprises dans les bars. Ils ont finalement sorti un album, *Un demi et six pailles*, dont ils ont composé les textes et la musique et qu'ils ont autoproduit. Résultat, une reconnaissance du public mais aussi de plusieurs groupes assez connus... Ils ont fait plusieurs premières parties, notamment celles des Têtes Raides et de Marcel et son Orchestre.

En avril 2011, le deuxième album, *La Vie belle*, voit le jour et leur assure la fidélité de pas mal de personnes qui n'hésiteront pas à inviter toute leur famille et leurs ami-e-s pour aller les voir en concert. Et c'est bien lors des concerts que l'on mesure leur capacité à faire danser, tout en passant certains messages. Dans un troquet, une rue, une gare, une salle de concert, sur n'importe quelle scène, le groupe joue, se réapproprie la zone urbaine, et il le fait bien. Tellement bien même que l'on se sent comme dans un poème de Prévert, et que l'on n'a qu'une envie : guincher au rythme de l'accordéon en s'enfilant un p'tit canon avec les copains et les copines et terminer la soirée au bistrot du coin.

En ce moment, le groupe est sur un nouveau projet, *Second souffle* : où ils feront revivre des textes peu ou pas connus en les mettant en musique. Affaire à suivre... J.

RETOUR SUR...



NINA SIMONE

PIANISTE, AUTEURE-COMPOSITRICE et chanteuse, Nina Simone est une figure majeure de la musique noire américaine.

Son oeuvre est une synthèse unique de gospel, de blues, de jazz, de folk, de musique africaine, de soul, de « protest song » et de musique classique – un mélange qu'elle a baptisé « musique classique noire » (« black classical music »). Née en Caroline du Nord en 1933, elle est une musicienne précoce : dès six ans, elle assure la musique du culte de sa paroisse. Malgré des origines pauvres, elle étudie le piano classique et rêve de devenir la première pianiste concertiste noire. Mais c'est compter sans la ségrégation raciale. Elle se tourne alors vers la musique populaire pour gagner sa vie, et devient rapidement une vedette accaparée par les tournées. A partir de 1963, elle met sa musique au service de la lutte pour les droits civiques et du Black Power : « J'ai choisi de dire non ! De transcender ma mutilation par la grâce de la musique », dira-t-elle. Elle joue au profit du « Congress for racial equality », et surtout du SNCC-« Student national coordinating committee ». Amie de James Baldwin et de l'écrivaine et révolutionnaire Lorraine Hansberry, elle revendique sa « négritude » et soutient la lutte armée. Elle signe des chansons contestataires, particulièrement *Mississippi Goddam* (1963), en réaction à un attentat raciste dans le Sud ; *Four women* (1965), portrait de quatre femmes noires, empreint de mélancolie et de colère ; *To be Young, gifted and black* (1970), devenu un hymne du mouvement des droits civiques. Elle compose aussi *Backlash Blues* (1967), sur un poème anti-guerre du militant Langhston Hughes et des chansons sur l'héritage de l'esclavage (*Damballah*) et sur la liberté (*Fodder on my wings*, 1982). Chanteuse puissante, interprète d'une grande subtilité, improvisatrice capable de créer des moments de transe, pour elle et son public, « génie » tout court pour certains, Nina Simone a donné ses derniers concerts en 2001. Disparue en 2003, dans le Sud de la France, où elle s'était établie, elle a connu une carrière en dents de scie. Elle écrivait dans son autobiographie : « plus important que le piano classique, que la pop, c'était la musique des droits civiques ; ce fut l'essentiel de ma vie ». Chris Vientiane

A lire et écouter

Ne me quittez pas, Mémoires, Nina Simone, éd. Presses de la Renaissance, 1992.

Forever young, gifted and black - Songs of Freedom and Spirit, CD, Legacy Recording.

LA RÉVOLUTION À L'ÉCRAN - FICTIONS

NOUS AVONS vérifié dans un précédent numéro que les biographies cinématographiques des révolutionnaires laissent souvent des regrets... Rappelons cette fois comment quelques personnages filmiques fictionnels ont pu incarner bien plus superbement la révolte. Incarner, c'est ce dont se privent les personnages historiques trop loquaces, lourdement chargés de vérité psychologique, d'exemplarité

ou de tragique monumental. Pour incarner la révolution, il faut d'abord incarner ce dont sont faits les rêves : l'âge d'or et l'île bleutée toujours au loin, le ciel étoilé et la loi morale. Non pas personnifier, mais incarner, dans la complexité ambiguë des humeurs et de la chair inexplicablement légère, et pourtant traversée d'idéalité intemporelle. Incarner efficacement, donc se mouvoir et faire mouvoir : transmettre un mouvement

physique par-delà l'émerveillement du récit. Donner envie de respirer, de briser et de reconstruire alors que tout semble immobile et perdu. Ces fantômes de lumière, ces miroirs bienveillants des salles obscures ont la parole rare, détournée ou lointaine : comme un rêve de refus et de combats incessants, et sa transformation en quelque chose de plus grand que le rêveur solitaire. Serge Lorenzo



SWEET SWEETBACK'S BAADASSSSS SONG

film américain de **Melvin Van Peebles** 1971, 97 min

« You bled my papa, you bled my mama, but you won't bleed me. » (« Vous avez saigné, mon père, ma mère, mais moi, vous ne me saignerez pas. ») Comment faire, seul, un film explicitement politique, expérimental et classé X, un sous-produit cinématographique détourné qui dévoile avec une violence intransigeante l'oppression, exalte la communauté jusque dans sa sauvagerie, et inaugure un genre et une économie souterraine prolétaire, noire et urbaine ? Mieux encore que Mohamed Ali, voici Melvin Van Peebles-« the Greatest ».



LUKE LA MAIN FROIDE (Cool Hand Luke)

film américain de **Stuart Rosenberg** 1967, 126 min

On ne saura rien sur le passé, les convictions, les appartenances de Luke Jackson : ivre, il a décapité des parcs-mètres en série et s'est fait embarquer pour une prison rurale, où il va refuser d'obéir avec un entêtement incompréhensible et dérisoire. C'est Newman dans son plus beau rôle, et la conjonction d'un scénario, d'une bande sonore et d'une photographie hors pair pour ce qui n'aurait pu être qu'une honnête production hollywoodienne – mais pas ces années-là...



SAINT MICHEL AVAIT UN COQ (San Michele aveva un gallo)

film italien de **Paolo et Vittorio Taviani** 1973, 90 min

On a pu écrire que les frères Taviani ont fait ici « une fable fascinante sur le conflit politique et existentiel entre le socialisme utopique

et socialisme scientifique, entre deux façons de comprendre la révolution, l'anarchiste et la marxiste ». Le portrait grave de Giulio Ranieri, révolutionnaire transféré par bateau sur la lagune vénitienne après dix ans de prison et d'isolement, est inspiré de la nouvelle *Le Divin et l'Humain*, de Tolstoï.



ANTONIO DAS MORTES

(O Dragão da Maldade contra o Santo Guerreiro) film brésilien de **Glauber Rocha** 1969, 100 min

Les « cangaceiros » et les « jagunços » luttent sous les yeux des sans-terre impuissants, comme dans un rite du fond des temps : mais Antonio, le mercenaire sanguinaire, se retourne contre le propriétaire du latifundium et entraîne la révolte des affamés. Comme une litanie archaïque entre Pasolini et Leone, où mythe politique et poétique s'entremêleraient inextricablement, Glauber Rocha avait lors de la sortie de son film littéralement envoûté les écrans.



LES FILLES DE KAMARÉ

film franco-japonais de **René Viénet** 1974, 93 min

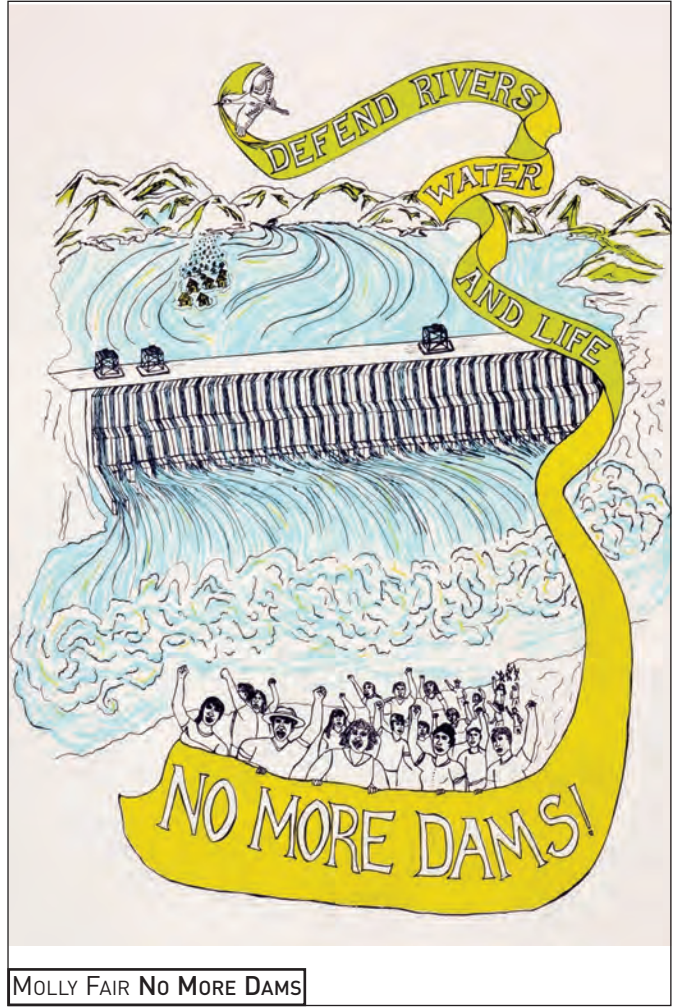
C'est le détournement situationniste et jouissif du film X japonais *Le Pensionnat des jeunes filles perverses*, de Norifumi Suzuki. Viénet y ajoute essentiellement un sous-titrage sans lien immédiat avec la narration. Tandis que Noriko et Maki mènent la lutte des jeunes filles du pensionnat contre de vieux violeurs et des matrones tortionnaires, les sous-titres leur font discuter l'histoire des révolutions sociales, la France des années 1970, et le film lui-même.

INTERVENTIONS GRAPHIQUES

LA COOPÉRATIVE JUSTSEEDS REGROUPE 26 ARTISTES DU MEXIQUE, DES ÉTATS-UNIS ET DU CANADA EXPRIMANT LEURS IDÉES RADICALES SUR DIVERS SUPPORTS, NOTAMMENT DES AFFICHES.



PETE YAHNKE RAILAND THE LAST OF IT



MOLLY FAIR NO MORE DAMS



JOSH MACPHEE STRIKE WHILE IT'S HOT



SANTIAGO ARMENGOD NO A LA MINERA

